SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Ph. GUILLAUME : Avec ou sans de Gaulle - Un Algérien raconte sa vie.

Paul CARDAN : Prolétariat et organisation (fin).

DOCUMENTS

Démissions de l'U. G. S.

NOTES

La laïcité de l'école publique - Comment Mallet juge Mothé.

LES LIVRES

La classe ouvrière d'Allemagne orientale, de B. SAREL.

Volume V (11e année)
Juillet-Août 1959

N° 28

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e^

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — D. MOTHE

F. LABORDE — R. MAILLE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	300 F
Abonnement un an (4 numéros)	1 000 »
Abonnement de soutien	2 000 »
Abonnement étranger	1 500 »

Volumes déjà parus (I, n^os^ 1-6, 608 pages ; II, n^os^ 7-12, 464 pages ; III, n^os^ 13-18, 472 pages) : 500 fr. le volume.

IV, n^os^ 19-24, 1 112 pages : 1 000 fr. le volume.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure	100 francs
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	50 francs

Avec ou sans de Gaulle

Depuis la Commune de Paris la politique intérieure française a été caractérisée, malgré les apparences dues aux crises gouvernementales répétées, par une grande stabilité politique. Deux guerres, la grande crise de 1929, le raz de marée des grèves de 1936, enfin le bouleversement profond de l'équilibre des forces du monde moderne n'avaient pas suffi à ébranler les structures traditionnelles de la société française. Le régime Pétain n'a été qu'un court intermède qui ne reposait sur rien d'autre que l'occupation étrangère.

Dans cette mesure on ne peut pas dire que l'arrivée de de Gaulle au pouvoir soit un événement négligeable dans la vie politique intérieure française. Il est même aisé de caractériser sa signification. C'est la domination sans frein du grand capital. Sur le plan des chiffres seuls, c'est une ponction de mille milliards sur le pouvoir d'achat des masses salariées, soit de la valeur du cinquième du budget ou de 5 % du produit national total de la France. Le « relèvement de la France » c'est cela et rien d'autre.

Autant dire que le relèvement de la France c'est tout simplement l'abaissement de la majorité des individus qui vivent effectivement de leur travail dans ce pays. Mais cela est encore plus vrai que ne pourront jamais l'indiquer des chiffres. Il faudrait y ajouter les pertes d'heures de travail qui sont devenues la règle, mais encore et surtout les déclassements généralisés et l'aggravation des conditions de travail. Plus prosaïquement encore, c'est la misère qui s'installe et qui s'étend. Dans le Nord industriel de la France, des payes de 9 à 12 000 francs par quinzaine sont chose courante.

Dans la région parisienne elle-même, nous connaissons des H.L.M. dont les locataires prioritaires, après avoir payé leur loyer et une première mise de fonds à crédit, ne peuvent même pas s'acheter quatre bouts de bois pour faire un sommier et nourrissent leurs enfants avec des bols de café au lait. Et cela faute de moyens, car avec une paye de quarante ou quarante-cinq mille francs par mois, il leur faut assurer des traites qui s'élèvent jusqu'à plus de vingt mille francs pour avoir droit à ce H.L.M. tant convoité.

Oui, ce régime c'est la misère au profit exclusif du grand capital. de *ses* investissements, de *sa* stabilité monétaire, de *sa* concurrence sur le marché européen.

Et pourtant, à un autre point de vue, le régime de Gaulle n'est qu'un accident historique de petite envergure. Car ce régime qui se dit nouveau n'a rien changé aux relations profondes qui existent entre les hommes, ni dans leur travail, ni dans leur famille, ni dans les rapports qu'entretiennent entre eux les gens en dehors de leur vie familiale et professionnelle. Et c'est cela qui importe le plus à nos yeux. A ce titre, le précédent régime était aussi exécrable que l'actuel.

Celui dont nous sommes aujourd'hui gratifiés n'est sous cet angle que son digne successeur. A une nuance près cependant. Celle de tous les régimes autoritaires : il tente d'éliminer les petites compensations, les petites révoltes, les petites libertés qui rendent la République si belle sous l'Empire. En un mot, il instaure le conformisme obligatoire et généralisé.

Mais, comme toujours, cette tentative va à l'encontre de son but : une plus grande stabilité sociale. Elle ne peut qu'accélérer la prise de conscience de toutes les couches de la population de ce qu'il y a depuis toujours de profondément insatisfaisant dans leur mode d'existence. C'est le destin de la bourgeoisie autoritaire que d'écoper pour les saloperies de la bourgeoisie « démocratique ». En effet, dans une société, dans une civilisation qui fait le malheur des hommes qui y vivent, les maigres compensations de la licence jouent véritablement le rôle d'oripeaux de la démocratie servant à masquer la misère des conditions réelles d'existence.

Une telle civilisation repose d'ailleurs entièrement sur des compensations de cet ordre et il faut une méconnaissance profonde de la réalité des choses pour s'attaquer à cette licence au fond superficielle qui est, dans ces sociétés-là, l'un des piliers de l'ordre établi.

Une méconnaissance profonde, c'est bien le terme qui convient. Où trouve-t-on non pas une description correcte de la vie réelle, mais seulement son reflet pas trop déformé ? Certes pas chez les sociologues, certes pas dans la presse. Dans la littérature ? Même pas. Au cinéma ou à la télévision ? A peine, et avec de telles déformations ! Et pourtant, tout le monde sait ce que c'est que la vie réelle, absolument tout le monde. Mais nulle part et jamais elle n'est reconnue comme telle, officialisée, consignée, dans le papier des écrits ou la pellicule des films, confirmée dans les études dites sérieuses. Au contraire, c'est ce qui n'est pas la vie que l'on trouve tous les jours dans le journal, dans les livres, sur le grand ou le petit écran, qui ne donnent tous que l'image fausse d'une sorte de vie parallèle où les acteurs seraient bien nous-mêmes, mais où les comédies et les tragédies seraient celles d'un autre monde, double artificiel du nôtre.

Tout est pourri, transformé, falsifié dans ces images d'un univers conventionnel qui n'existe pas, les petites choses comme les grandes. Et dans tout ce fatras, ce sont les études sérieuses qui sont les plus absurdes alors que les modes d'expression mineurs effleurent parfois la vérité.

Nous commencerons par parler des « compensations ». Elles sont une excellente introduction à la découverte de ce que l'on compense. On a augmenté en décembre le vin, le tabac, le pain, les transports par chemin de fer ; peut-être, bientôt, les transports parisiens. Les économistes distingués calculent aussitôt quelle est la pondération de ces articles dans le budget type et disent que l'influence sur la hausse totale de la vie est minime. Les « économistes » du bistrot du matin voient les choses tout à fait autrement. Le pire c'est évidemment le pain. Trois francs ce n'est rien, mais le pain c'est sacré, comme quelque chose qui devrait être gratuit au même titre que l'air qu'on respire. Et puis on ne va pas rogner sur le pain, et c'est donc le reste qui pâtira. Ensuite viennent les transports : payer plus pour aller au bagne ! Cela c'est proprement intolérable. Les transports sont et ont toujours été la bête noire. Le matin c'est l'avant-goût amer du travail, le soir c'est la substance même du loisir et du repos qui est dévorée dans une cohue et un énervement indescriptibles. Gratuits, les transports seraient encore haïs ; au prix où ils sont cela frise l'envie de meurtre, et là aussi pas question de rogner. L'alcool et le tabac c'est autre chose. C'est de la compensation directe, presque la seule souvent. C'est le bistrot où l'on se donne mutuellement du courage, où l'on plaisante aux dépens des chefs, où l'on se livre. C'est aussi là où l'on dépense le « luxe », la gratte, et parfois même un peu plus. Le tabac c'est ce que l'on s'offre réciproquement, encore plus que le verre, c'est ce que l'on ne compte pas. Tout cela pèse d'un poids qu'il faudrait affecter d'un drôle de « coefficient de pondération ». Que messieurs les économistes pondèrent donc leur chemise blanche bien propre ou le salon de thé de leurs femmes !

Malheureusement l'essentiel de la compensation porte sur cette mince petite fraction de la vie sociale qui n'est ni le travail, ni la famille. Pour être précieuse elle n'en est pas moins bien fugitive. Le principal c'est le travail. Le travail ! Parlons-en !

Tout d'abord l'essentiel du travail dans cette société ce n'est pas le travail lui-même, mais les relations qui se nouent dans le travail et à propos de lui. Dans un sens on en est arrivé au point où le travail comme tel ne compte plus.

Le travail, avant tout, ce sont des ordres que l'on exécute et l'ordre compte plus que l'exécution. On ne vous demande pas de bien faire votre travail, mais de bien exécuter l'ordre que l'on vous a donné. Or l'ordre, bien plus encore que le style, c'est l'homme. Si le chef hiérarchique direct est tatillon,

ce sera un ordre tatillon, s'il est pressé, ce sera celui de faire vite, s'il est hésitant, ce sera un ordre contradictoire. La chose se complique encore du fait qu'en réalité un ordre d'exécution n'est que le dernier terme d'une cascade d'ordres, qui court du haut en bas de la hiérarchie. En général l'ordre, au départ, en haut de l'échelle, n'est rien d'autre qu'une banalité bien sentie, juste ou fausse peu importe, mais que quiconque placé dans les mêmes conditions aurait été capable de donner. A ce niveau, c'est quelque chose de très général, qui ne demande pas plus de réflexion ou d'initiative que n'en exige dix ou vingt fois par jour un bon travail de tourneur ou de fraiseur. Seulement cet ordre de départ est entouré de l'auréole de celui qui l'a envoyé : Monsieur le Directeur Général, par exemple. Il est devenu plus sacré, de ce fait, qu'un commandement du Seigneur. Malheureusement, sous la forme vague et générale où il est proféré, il n'avance pas à grand-chose. Il est comme ces prophéties à double ou à triple sens, que chacun peut interpréter à sa manière. Et c'est justement ce que fait la ribambelle des sous-chefs qui le transmettent jusqu'en bas de l'échelle. Chacun y imprime le sceau de son rang. Plus le rang est élevé, moins la précision est grande. Et tout le long de cette échelle, chacun est à la torture, car non seulement il faut, à chaque étape, préciser un peu, mais encore tenir compte des vagues et impératives recommandations faites par celui qui vous l'a transmis, ainsi que de ses manies ou de ses craintes. Aussi chacun se venge-t-il sur celui qui est en dessous de lui... jusqu'au moment où il n'y a plus personne qui est en dessous et où il faut passer à l'exécution pure et simple.

C'est à ce niveau que se concentrent toutes les contradictions, toutes les bévues, tous les rêves absurdes d'ambitions non réalisées qui ont jalonné cette dégringolade. C'est à ce niveau que le seul maçon se trouve au pied du mur. Tout se conjugue et s'accumule : le tatillon, le pressé, le contradictoire. Et pourtant, bon ou mauvais, il faut que le travail sorte au bout de cette chaîne rocambolesque. Cela ne se fait pas sans heurt, cris et grincements de dents. Dans les bureaux et les administrations le résultat de tout cela varie entre le dantesque et le branquignole. A l'usine cela s'arrange quelquefois un peu mieux, au moins lorsque les ouvriers se contentent de faire à leur manière leur boulot, sans tenir compte des ordres reçus. Mais la sacro-sainte rationalisation apporte de plus en plus des entraves à cette solution trop simple. Les choses alors tournent au vinaigre : « Si vous êtes si fort, prenez vous-mêmes les outils. » Non seulement il faut sortir le travail, mais encore il faut le faire en respectant des rites absurdes. Parfois aussi l'ouvrier réagit par l'ironie silencieuse : on pourrait si facilement faire deux fois plus vite et grâce à ces messieurs on fait deux fois plus lentement. Alors il laisse faire et rigole doucement.

Cependant, pour l'ensemble, c'est moins drôle, au bureau comme à l'usine. D'abord c'est toujours la même chose et l'absurdité répétée n'est plus drôle ; ensuite cela dure huit ou dix heures ; enfin il y a le rendement, le fameux rendement et cela c'est terrible. D'abord parce que c'est tuant, ensuite et peut-être encore plus parce que cette notion de rendement n'a aucun sens lorsqu'elle est appliquée à des hommes et des femmes pensants et raisonnables qui n'ont jamais été consultés sur ce qu'on leur fait faire. Le rendement, c'est transformer en vite et bien fait les imbécilités des autres. En bonne logique c'est aux donneurs d'ordres qu'il devrait s'appliquer et non aux exécutants !

Personne, dans la population saine et normale, n'est dupe. Tous les jours, à la maison, au café, dans le métro, chacun entend des réflexions qui ne laissent aucun doute sur ce que signifie le travail professionnel pour les hommes et les femmes dans cette société : un mélange de bagne et de torture morale. Et pourtant toute la société officielle, les livres « sérieux », la presse, le cinéma, les discours ignorent délibérément la nature réelle de ce qui fait plus des trois quarts de la vie éveillée des êtres humains qui peuplent les « grandes nations modernes ». De Gaulle disait sans rire aux Lyonnais : « Ce qu'il faut à la France c'est des gens durs au travail comme vous. » Durs au travail ! Il aurait dû dire : « résistants à l'absurdité dans laquelle vous vivez » ou encore : « possédant une grande souplesse qui vous permet d'exécuter les ordres qu'on vous donne sans bousiller le travail », ou encore : « suffisamment patients pour entretenir avec votre travail et aux dépens de votre consommation toute une ribambelle de chefs et de chefaillons qui gagnent de deux à dix ou vingt fois plus que vous et qui de plus vous rendent la journée de travail insupportable ».

Tout le monde travaille et dans le langage gaulliste « La France du Travail », c'est aussi bien les uns que les autres, les dirigeants et les exécutants. C'est aussi Monsieur le Directeur général, Monsieur l'Ingénieur en chef, Monsieur le chef de service (et Dieu sait s'il y en a), Monsieur le chef d'atelier et tous les Messieurs leurs sous-fifres. Et tous ces gens-là ont de grosses voitures, de beaux appartements, des domestiques, des chemises blanches, des coktails avec discours à chacune de leurs nominations, des ronds de jambe, des maîtresses qui s'emmerdent avec eux et les trompent avec des jeunesses, des réceptions mensuelles avec petits fours, et aussi, croient-ils, de l'éducation et de la culture. Certes la vie est chère et les petits grades n'ont pas tout cela, certes à grade égal ils se sentent plus gênés aujourd'hui qu'en 1900. Il est encore plus vrai que ce qu'ils ont ne vaut rien, est minable et sans intérêt, même souvent à leurs propres yeux. Tout ce que l'on voudra. Il n'en reste pas moins que de la promotion ouvrière à la réussite sociale (la « grosse situation ») cette

vie est celle que l'on propose à l'ambition de la jeunesse et aux veilles de la maturité.

Est-ce caricatural ? Ce qui est caricatural c'est les discours officiels sur le Travail et la Grandeur de la France... ou du Guatemala.

*
**

De toute manière, tous ces gens peuvent vivre ainsi parce qu'ils ont des loisirs et ils ont des loisirs parce qu'ils ont des moyens. C'est dire que le but d'une journée de travail, c'est la vie hors du travail. Dans les faits c'est la vie familiale. Parlons donc de la vie familiale dans notre société. Pas de la leur, évidemment, ils n'en ont à vrai dire pas.

La vie de travail — de travail réel — a peu de sens en dehors de la vie privée, de la vie de famille. En vérité l'une et l'autre s'épaulent et se justifient mutuellement.

La vie privée c'est d'abord et avant tout l'univers des sentiments, en un mot l'amour sous toutes ses formes : sexuel, sentimental, filial, paternel ou maternel. C'est le lieu de l'intimité. A ce titre, la vie privée échappe à la vie sociale proprement dite, qu'elle soit vie de travail ou vie de loisirs. Plus exactement, dans l'organisation sociale actuelle, elle est censée y échapper. En fait il n'en est rien et c'est là que commence le vice profond.

Tout d'abord personne ne s'évade du travail et les ouvriers moins que les autres.

Une journée de travail se vit deux fois : sur le tas et à la maison où le travailleur, quel qu'il soit, raconte sa journée. C'est pour lui bien souvent une nécessité, car c'est un soulagement, la seule manière de trouver quelqu'un qui partage ses difficultés et ses peines, voire quelquefois ses joies ou ses satisfactions. Il n'en reste pas moins que la vie de travail pénètre profondément dans la vie privée, l'envahit et finit par l'annihiler. D'autant plus que, chez l'ouvrier au moins, la nécessité de se lever très tôt (entre quatre et six heures du matin) limite strictement les veilles, qui se prolongent rarement au-delà de dix heures du soir.

Mais il est un autre aspect de la vie familiale qui en fait quelque chose de bien différent de cette évasion dans l'intimité qu'elle est censée être. Elle a un cadre et un support matériel qui en font à la fois une unité économique et une unité de travail. Les locaux sont, pour la plupart du temps exigus et mal conçus. Les enfants, au lieu de s'y sentir à l'aise, y étouffent et par là même deviennent une gêne pour les parents. Enfin et surtout l'économie familiale se présente comme une économie fermée, qui produit tout et consomme tout elle-même. Les appareils ménagers modernes, loin d'atténuer ce caractère n'ont fait que le renforcer. Toute la propagande, toute la publicité, tous les journaux et tous les heb-

domadaires populaires tendent à offrir comme idéal familial une sorte d'unité économique parfaite et parfaitement indépendante où tout ce qui se consomme, y compris les distractions, se fabrique sur place. Non seulement il faudrait pour réaliser cet idéal des cuisinières, des machines à laver, à faire la vaisselle, à éplucher les légumes, à les couper, des cireuses, des machines à coudre et à repasser, mais aussi des télévisions, des électrophones et des magnétophones.

Or, cette évolution, qui va entièrement à rebours de ce qu'avaient imaginé les socialistes utopiques du XIX^e^ siècle, a des conséquences d'une gravité et d'une importance que l'on ne saurait sous-estimer. Toutes ces acquisitions mécaniques sont assurées par l'auto-investissement individuel. Ce fait transforme chaque famille en véritable petite entreprise privée qui doit trouver ses fonds elle-même.

Or, elle ne peut les trouver qu'en dehors d'elle-même, dans le travail extérieur. Il en résulte un véritable esclavage, d'un nouveau genre, du travail, qui ne sert plus à assurer un minimum de temps libre et de loisirs, mais bien à assurer les investissements de l'entreprise « famille ».

La seconde conséquence est aussi grave. Suivant leur taille, suivant leurs moyens, les diverses familles, loin de s'entraider, se livrent à une concurrence effrénée, implicite ou explicite, dans cette chasse au confort, et en fin de compte l'élévation du statut social se mesure à l'acquisition de ces commodités.

On voit ainsi les familles finir par fonctionner comme de véritables entreprises et le calcul du budget devenir une fonction vitale.

L'envahissement de la vie privée par le travail, la transformation de la famille en unité économique, enfin l'imbrication intime de ces deux formes d'activité finissent par enlever tout sens à la vie privée elle-même.

Tout là-dedans est évidemment basé sur l'atomisation de la vie sociale qui caractérise les sociétés capitalistes, et la dissolution de toutes les collectivités naturelles d'autrefois. Mais maintenant tout renforce cette atomisation. Les lieux publics n'existent même plus, à part quelques terrains de sports, et les cafés ne sont plus que des machines à sous accompagnées d'un comptoir. Dans des immeubles immenses, des centaines de familles cohabitent et c'est tout juste si l'on se salue dans l'escalier.

*
**

Oui, le capitalisme a bien réalisé son rêve, mais devenu réalité ce rêve est un cauchemar. On ne vit plus que pour produire et la famille elle-même est avant tout une unité économique. Mais le plus extraordinaire, le plus effarant, le plus absurde, c'est que *toutes* ces formes de production ne

représentent qu'un immense gaspillage social, le plus formidable gaspillage que l'humanité ait jamais vu du travail des hommes.

Gaspillage à l'usine, gaspillage dans les bureaux, gaspillage dans la famille. Le capitalisme *c'est* le gaspillage.

Effectuer le travail collectivement, sans hiérarchie, sans bureaucratie, ce serait le diminuer de moitié avec un rendement double. Donner du temps aux hommes et aux femmes pour vivre simplement, ce serait leur donner le moyen de reconstituer des collectivités naturelles correspondant aux conditions modernes de vie. Reconstituer ces collectivités, ce serait supprimer le gaspillage effroyable de l'économie familiale fermée, ce serait redonner un sens aux contacts sociaux et, en fin de compte, retrouver l'intimité privée qui n'existe plus.

Plus simplement, si les hommes étaient enfin égaux dans le travail, ils se verraient au lieu de se fuir. S'ils se voyaient ils partageraient, ils collectiviseraient, au sein de petites collectivités naturelles, leurs moyens matériels familiaux de travail ou de distraction, les rendant ainsi faciles et bon marché. Alors, mais alors seulement, libérée, cette partie de la vie privée qui échappe à la vie sociale, retrouverait son sens et sa réalité.

*
**

Le socialisme a pour ambition et raison d'être de libérer l'homme de ses chaînes les plus intimes. Il entend bouleverser de fond en comble les relations qui prévalent entre les hommes et les femmes, qui prévalent dans la famille, dans le travail, dans tout ce qui touche la vie sociale en général. Il entend donner un sens à la continuité de l'espèce humaine elle-même. C'est dans ce sens qu'il ne peut qu'être intransigeant, qu'il ne peut que refuser les aménagements partiels, les réformettes et les revendications pleurnichardes de la gauche traditionnelle. En l'absence de ces exigences totales, le socialisme ne peut être ni révolutionnaire ni prolétarien, car ce qui fait la condition ouvrière c'est avant toute chose son esclavage. Et fondamentalement rien n'a changé à ce point de vue depuis un siècle. L'usine, c'est l'armée. Quand ce n'est pas le bagne. Et de nos jours, bien plus qu'à l'époque de Marx, la vie c'est la vie productive. On veut faire croire qu'on produit pour consommer. Rien n'est plus faux. La consommation c'est la carotte qu'on met devant le museau de l'âne pour le faire travailler, parce que ce qui compte c'est le travail de l'âne et rien d'autre.

Mais « avec de Gaulle » ces choses qui étaient aussi valables « sans de Gaulle » tendront à devenir le fonds commun de la conscience politique de la population travailleuse. Tout d'abord parce que ce régime a le ridicule de prétendre

apporter des solutions idéales à la crise de la société française. Il proclame bien haut qu'il n'est pas un régime comme les autres et il ne sera pas très difficile de vérifier qu'il est seulement un régime un peu plus mauvais que les autres. Mais surtout, par sa structure, son autoritarisme, ses prétentions au définitif, il bouche l'horizon à toutes les fausses solutions, à toutes les illusions sur lesquelles ont vécu les travailleurs depuis 1945. Dans cette mesure, le vrai problème, celui de la crise, non de la société française, mais de la société d'exploitation, passera inéluctablement au premier plan.

C'est à accélérer cette prise de conscience que doivent œuvrer tous les révolutionnaires.

PH. GUILLAUME.

Un algérien raconte sa vie

Le texte qu'on va lire nous a été communiqué par un correspondant belge. Lorsque nous l'avons reçu, nous avons tout de suite saisi son importance exceptionnelle comme témoignage vécu et nous avons décidé de le publier tel quel, sans en changer le caractère de confession parlée, au style souvent argotique. Seuls les sous-titres sont de nous.

Importance exceptionnelle. Mais à quel titre ? Les événements qui sont relatés sont tous antérieurs à 1954. Le niveau social et professionnel de l'Arabe qui parle ici n'est pas très caractéristique de celui de la majorité de ses compatriotes. Le contenu de classe de ses réactions, de type nettement prolétarien, ne l'est pas non plus.

Et malgré tout c'est véritablement l'ensemble du problème algérien qui est posé au travers de cette confession. Seulement, il est posé d'une manière inhabituelle, peu conforme à l'idée que l'on s'en fait jusqu'au sein de la « gauche » elle-même. Nous laisserons aux lecteurs le soin d'en juger par eux-mêmes. Il n'est cependant pas inutile de dégager les idées principales que nous a suggérées ce texte.

Tout d'abord, la politique dite de l'intégration n'a qu'un contenu réel : l'assimilation forcée, avec un statut obligatoirement inférieur. Et ce n'est rien d'autre que la continuation, sous un autre nom, de la politique qui a été suivie depuis 130 ans en Algérie. C'est la francisation forcée au même titre, mais en pire, que la germanisation de l'Alsace-Lorraine après la guerre de 1870. Avec cette nuance de taille, qu'il s'agit d'une francisation avec un statut inférieur. Il est clair que l'auteur, qui est pourtant algérien, qui est pour l'indépendance de son pays, ne sait pour ainsi dire pas s'il n'est pas Français en même temps. Tout ce qu'il sait, c'est que dans la mesure où il est Français, il n'est pas et ne sera jamais un français comme les autres.

La deuxième constatation qui se dégage, c'est que la véritable racine du mal ne doit pas être cherchée en Algérie, chez les ultras, dans l'armée des colonels, mais bien en Métropole, dans la population française et jusqu'au sein de la classe ouvrière. Le racisme a profondément pénétré toutes les couches de la population. L'attitude de la très grande majorité des ouvriers français — seraient-ils communistes — vis-à-vis des algériens est purement et simplement raciste.

La responsabilité de la « gauche » française et plus particulièrement des soi-disant communistes est ici écrasante. C'est eux qui ont injecté depuis plus de vingt ans le patriotisme dans la classe ouvrière. C'est eux qui ont fait de l'anti-bochisme pendant toute la guerre. C'est eux qui font sans arrêt de la surenchère nationaliste sur la grandeur de la France.

Le résultat c'est « qu'une bique c'est une bique » et que des jeunes soldats qui reviennent d'Algérie vous disent : « Ces types-là, c'est pas des hommes, c'est des sauvages. » Oui, c'est là où se trouve la racine du mal. Aujourd'hui ce sont les bons Français qui se prennent pour la race des seigneurs.

Mais c'est là aussi que se trouve la solution. Dans la rue, au café, à l'usine, les ouvriers conscients et les militants — parce que ce n'est que par eux que ça peut commencer — doivent non seulement traiter les Arabes comme leurs égaux, mais encore les défendre activement, interdire les moindres manifestations de racisme, mettre en quarantaine les nationalistes de tout crin. Une telle action doit d'ailleurs dépasser la seule défense des peuples coloniaux. L'internationalisme est un tout qui ne peut se débiter en tranches. Aujourd'hui, pour les membres du parti communiste l'anti-américanisme a pris la place de l'anti-bochisme. Il faut le combattre impitoyablement au même titre. A entendre beaucoup de ces ouvriers qui se disent communistes il n'y a que les Français — et évidemment les Russes quand même — qui valent quelque chose. Dans ces conditions, il est tout à fait normal que l'Algérien soit pour eux tout simplement une sorte de Français de seconde zone.

La réalité c'est qu'Ahmed a une conscience de classe dont eux sont entièrement dépourvus. La vérité c'est qu'un Arabe exploité doublement, comme ils le sont tous, peut donner bien des leçons de politique prolétarienne à beaucoup d'ouvriers français, même s'ils sont des militants pourris de bonne conscience. La vérité c'est que derrière ce qu'on appelle le « nationalisme arabe » il y a plus de vraie révolte de l'exploité contre son exploiteur de classe que dans le soi-disant socialisme de beaucoup d'ouvriers français. Le colonialisme c'est avant tout l'exploitation et il serait bien superficiel de ne voir dans les révoltes qu'il engendre que des réactions nationalistes de pays arriéré. Fondamentalement, la lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes est une seule et même grande lutte.

CHAPITRE I

L'ENFANCE

Je suis né à Alger, à la Casbah, et après la mort de mon père, c'est-à-dire en 1922, ma mère et ses enfants étaient montés à Saint-Eugène habiter avec mon grand-père. J'étais gosse à ce moment là, j'étais un petit bébé, mais lorsque j'ai grandi je me suis aperçu que j'étais dans une famille bourgeoise, car j'appartiens à une

famille de la bourgeoisie arabe. Donc je m'amusais, j'étais gosse, j'étais comme tous les gosses, quoi ; et puis, quand j'ai obtenu l'âge d'à peu près huit-neuf ans, j'ai commencé à m'apercevoir que ma mère avait pas mal de souffrances avec sa famille parce que nous étions orphelins. Et puis, comme c'était une famille bourgeoise qui ne voulait pas venir en aide à ma mère — ils lui défendaient même de travailler pour ne pas salir la famille — alors automatiquement ma mère était obligée de faire de la mendicité envers sa mère et son père, ses sœurs, pour arriver à nous nourrir.

— Pourquoi ta mère était-elle de la branche pauvre de la famille ?

— Toute ma famille, de père et de mère, c'étaient des bourgeois. C'étaient même des gens très riches. Il y avait même mon grand-père qui était d'une richesse inimaginable, et à l'heure actuelle il y a même des terrains qui lui appartiennent à Alger et c'est mon cousin qui les gère. Du côté de ma mère, alors là c'est de la famille de la grande bourgeoisie aussi, parce que mon grand-père maternel c'est un Arabe descendant de l'Arabie Séoudite, et ma grand-mère, elle, était d'origine turque. Or il y a des lois chez nous, par exemple, si le père meurt avant la mort de son père, comme ça nous est arrivé — mon père est mort avant son père — tout l'héritage est perdu. Si mes oncles avaient voulu nous faire admettre dans l'héritage, on serait rentré dans l'héritage, mais comme mes oncles n'ont pas voulu ça a fait qu'on était d'origine pauvre, de par la mort de mon père.

Trois jours d'école arabe

Ma mère m'a mis à l'école et j'ai été à l'école et je ne faisais pas cas. Mais après ma mère a essayé, quand j'avais, je me rappelle, à peu près dix ans, de me mettre dans une école arabe, qui était d'ailleurs dans une petite pièce où on était à peu près une quinzaine de gosses. Alors là, on était dans cette pièce durant les trois mois de vacances de l'école française — ou on aurait dû y être, car ça a été pendant trois ou quatre jours, et puis d'un seul coup il n'y avait plus de maître, il n'y avait plus de professeur arabe. Par la suite je me suis renseigné et je me suis rendu compte que l'instruction arabe était défendue pour nous. C'est des petites choses qui m'ont frappé et c'est de là que j'ai commencé à me réveiller, quoi.

La coupe de cheveux

Parmi mes camarades j'avais de la famille, c'était le grand trust du tabac d'Algérie, qui habitait à Saint-Eugène. C'est aussi des parents à ma grand-mère. Je m'amusais avec ces enfants de cette famille, mais quand je rentrais chez eux, par exemple, je n'avais pas le droit de rentrer dans leurs appartements, parce qu'ils n'admettaient pas qu'on rentre. On pouvait jouer, mais dans la cour. Alors, en moi-même, dans ma tête, je me disais « pourquoi cette injustice ? » Il y a eu comme ça pas mal de trucs qui se

sont passés. Un jour — c'était la veille d'une fête arabe — mon oncle avait dit à ma mère « je vais amener Ahmed au bain », et il m'avait amené au bain. J'étais gosse, quoi, mais j'aimais être comme tous les enfants que je voyais : ils avaient tous les cheveux coupés à la raie et tout ce qui s'ensuit. Véridique. Je suis donc parti au bain avec mon oncle. Mais avant d'aller au bain ils nous a emmenés chez le coiffeur. J'étais avec mon cousin. Mon cousin, lui, a eu droit à se faire couper les cheveux à la raie et moi, il fallait qu'on me les coupe à l'officier. Quand j'ai vu cette injustice, ça me bouillonnait. Alors je me suis sauvé, une fois que mes cheveux ont été coupés. Mon oncle était au bain. Il était à peu près sept heures du soir. Je me rappellerai toujours, je suis monté à pied d'Alger à Saint-Eugène. J'avais onze ans à peu près et quand je suis rentré à la maison, ma mère m'a demandé « pourquoi tu t'es sauvé ? » Il y avait mon oncle qui était là aussi et qui m'attendait pour me foutre la fessée. Et il y avait mon grand-père aussi, qui criait. Finalement mon grand-père, pour cette fois, a jugé que, vraiment, il y avait une injustice envers moi. Enfin, j'ai quand même reçu la fessée parce que je m'étais sauvé. J'avais suivi les rails du tramway jusqu'à Saint-Eugène. Je m'étais tapé trois kilomètres et demi.

Et alors là, j'ai compris qu'il fallait vraiment que je me débrouille pour avoir ce que je voulais. Parce que si je voulais avoir un jouet ou quelque chose comme tous les autres gosses, il fallait que je me débrouille. Je suis arrivé à aller faire les courses chez les voisins. J'allais par exemple chez les gens pour leur demander s'ils voulaient que je leur fasse les courses. Aussi en sortant de l'école je m'arrangeais pour aller faire des courses, pour gagner un peu d'argent, quoi, et pouvoir me payer des jouets.

Les deux familles

Il y a aussi un fait duquel je me souviens, ça m'avait alors vraiment frappé. Je me suis vu maintes et maintes fois dormir le soir sans avoir mangé à ma faim et j'ai vu que ma mère suppliait sa mère pour nous donner un plat consistant, pour qu'on puisse manger. On était cinq enfants, alors tu te rends compte ! Oui, ma mère se disputait avec ma grand-mère. Parce qu'ils ne mangeaient pas ensemble : ma tante et mon oncle faisaient leur cuisine à part. Ma grand-mère avec mon grand-père faisaient leur cuisine à part et ma mère faisait sa cuisine à part. Et pourtant on habitait ensemble dans une grande villa. Souvent ma mère n'avait pas de quoi faire la cuisine. Ma mère, quand elle voyait qu'elle ne pouvait rien nous donner à manger, elle demandait à sa mère. Et sa mère lui disait « ah ! encore avec ces orphelins, encore avec ces orphelins ! ». J'ai vu ma mère se disputer avec sa mère, avec sa sœur, avec mon oncle, deux fois par semaine, question pour nous nourrir, parce qu'elle n'arrivait pas à nous nourrir. Nous, on était gosses. On aimait bien manger, mais on mangeait ce qu'on avait.

Aussi ma mère avait essayé de travailler ; c'était une fois qu'il y avait eu une grande dispute à la maison, parce qu'elle n'arrivait

pas à bout de nous élever. D'ailleurs il y avait tout le temps des disputes avec mon oncle. Parce que c'était la bourgeoisie, quoi. Alors ils avaient trouvé la solution de lui faire laver des serviettes de coiffeur, à la maison. Et c'était mon frère qui allait les chercher, ces serviettes, pour pas qu'elle se fasse remarquer, pour pas qu'on sache qu'elle faisait du travail, parce que ça aurait porté préjudice au respect de cette famille, qu'à l'heure actuelle j'en ai à cœur.

A l'école française

Quand j'allais à l'école avec mon cousin, ma cousine, tout ça, et bien des fois — c'était pas tous les jours — ma mère me donnait un bout de pain. Un bout de pain de la veille, quoi, qui n'était pas frais. Et mon cousin, lui, il avait toujours son petit pain et un bout de chocolat avec lui. Il avait un petit pain tout frais. Alors moi, pour essayer d'avoir comme eux, je jouais aux dés à l'école, je faisais un peu le voyou, je profitais sur les gosses des bourgeois. Par exemple, quand je voyais un gosse qui appartenait à une famille bien aisée, comme on avait des bancs où on était trois, il ne fallait pas qu'il trempe dans l'encrier, et s'il fallait qu'il trempe dans l'encrier, il fallait qu'il me donne une bille. Je ramassais les billes et je les revendais.

— Mais ces gosses là, c'étaient des petits Français ou des Arabes ?

— Ah ! là on était mélangés, il y avait des Français et des Arabes. Moi, tous ceux qui venaient c'était bon, du moment qu'il fallait que je me paye des petits pains, il fallait que je me débrouille.

Donc j'ai appris tout gosse qu'il fallait que je me débrouille dans la vie. J'essayais de me débrouiller par tous les moyens pour avoir une vie au moins comme les autres. Par exemple, mon oncle, quand il achetait des jouets à son fils, mon cousin, il avait le même âge que moi — je voyais qu'il avait des toupies qui étaient toutes neuves. Et moi, je n'avais rien du tout. Je me rappelle aussi quand il y avait une période de yoyo. Mon cousin, il avait des yoyos. Moi il fallait que je me débrouille à avoir un yoyo. Comment j'ai fait ? Eh bien ! j'ai pris une bobine de fil, je l'ai coupée en deux, j'ai mis un bout de bois entre et j'ai rejoint les deux parties plates. Et j'ai fait un yoyo. Voilà avec quoi je m'amusais.

Cinéma

Par exemple pour aller au cinéma. Il y avait madame V. — c'était le seul cinéma qu'il y avait — elle était gentille cette femme. C'était une sage-femme et vraiment elle était gentille parce qu'elle aimait les enfants malheureux. Mais elle ne donnait rien pour rien. Pour aller au cinéma, eh bien, il fallait par exemple que j'aille avant la séance balayer toute la salle du cinéma. Ensuite, j'avais le droit de rentrer et de m'asseoir pour voir les films de Tom Mix, de Ménard, tout ça. Madame V., sur ses vieux jours, avait adopté des enfants — elle ne les avait pas adoptés, elle a

pris des enfants qui étaient orphelins, en principe, Il y en avait même un, une fois, qui avait essayé de la tuer. Il l'avait même cambriolée. Mais quand elle me voyait, elle m'aimait bien, parce qu'elle voyait que j'étais débrouillard, que je me démerdais. Si j'avais envie de faire quelque chose, elle savait qu'il fallait que je travaille pour avoir cette chose. J'allais donc faire des courses, j'allais lui faire un tas de choses. Elle avait une petite voiture et quand elle voulait aller se promener, elle m'emmenait avec elle. J'étais bien considéré avec elle.

Pas de certificat d'études

A l'école, je n'avais personne pour m'aider. Ma mère, elle, ne savait ni lire ni écrire en français. Elle ne pouvait pas me donner des leçons, après le soir. Tandis que mon cousin, lui, il restait au cours de six heures. Moi à quatre heures et demie je sortais de l'école et j'allais dans la rue, j'allais m'amuser avec les gosses, ceux qui ne restaient pas jusqu'à six heures. Quand je rentrais à la maison personne cherchait à savoir si j'avais bien ou mal travaillé, personne ne disait rien.

En classe je n'étais pas très bien placé. J'étais 24e ou 25e. Je le dis franchement, je n'apprenais pas, et j'avais personne pour me pousser. J'étais comme tous les gosses, quoi. Si on n'est pas derrière eux à les pousser... Même à l'heure actuelle, si on prend un gosse et qu'on l'envoie à l'école et quand il rentre on ne fait pas attention à lui, eh bien ! il n'apprendra rien du tout. Moi, c'est ce qui m'est arrivé, j'avais personne derrière moi pour me pousser à apprendre. D'ailleurs c'est pour ça si je n'ai pas eu le certificat d'études. Quand j'ai quitté à l'âge de douze ans — parce qu'à l'âge de douze ans ils ne nous acceptaient plus à l'école — eh bien, j'étais encore en troisième classe. De la troisième, il fallait passer en deuxième et de la deuxième il fallait passer en première, et là, un an après, on passait le certificat. Donc, j'avais du retard.

Premier patron

Plus tard, lorsque j'ai obtenu l'âge de douze ans, ça a été mon plus grand calvaire. Ma mère a essayé de me placer chez un artisan. Lorsque je suis rentré, je n'arrivais pas à l'établi. Lorsque j'arrivais chez lui, la première chose que le patron me donnait à faire c'était de trier les pointes, les clous. Alors là j'en bavais, parce que tous les jours il fallait trier les clous.

Quand j'ai commencé à travailler chez ce patron, Monsieur Antoine, j'avais quatre francs par jour. Ma mère était très heureuse de voir que je pouvais lui rapporter quatre francs par jour. Et à la première paye, je me rappelle, ma mère m'a dit : « Tu es gentil, tu es mignon, tu vois tu commences à pouvoir te débrouiller. Il faut bien apprendre ton métier, bien écouter ton patron. » Mais malheureusement je ne savais pas ce qui m'attendait, car pendant deux ans je suis resté à quatre francs par jour et pendant ces deux ans je commençais à me débrouiller, parce que, naturellement, mon patron il fallait que ça lui rapporte. Et quand on

allait chez les clients travailler, il y avait les outils qui pesaient des fois une vingtaine de kilos ; j'avais à peu près quatorze ans et il fallait que je les porte sur mon dos. Ça m'est arrivé des fois de m'arrêter en cours de route, car vraiment c'était trop lourd ; le patron lui-même me donnait un coup de main pour les remettre sur mon épaule, j'étais tout courbé. Quand on arrivait chez le client, on faisait le travail, naturellement, et tout ce qui s'ensuit, mais j'étais là comme arpète, comme on dit.

Et puis, voilà qu'un jour, j'avais un copain qui était rentré travailler dans un autre atelier, chez un autre artisan donc, Monsieur Tellier, et que le copain il était nommé Pierre, et voilà qu'à peine rentré il avait six francs par jour. Quand le copain m'a dit : « tu vois, moi, je gagne six francs par jour », ça m'avait mis la puce à l'oreille. Je me disais : il faudrait que je demande de l'augmentation à mon tour, moi ça fait deux ans que je suis chez lui. Je lui ai demandé de l'augmentation et mon patron m'a dit « d'accord, je te donnerai de l'augmentation, mais attends un peu » et il a ajouté : « tu sais, pour cela, il faut que tu travailles plus que ça ». Je lui ai répondu : « oui, je travaille comme d'habitude, quoi ». Au bout d'un mois il m'a donné l'augmentation. Mais alors là, il me fallait aller chez lui faire les courses, le dimanche matin. Donc je n'avais pour ainsi dire que le dimanche après-midi de libre, parce que le samedi je travaillais jusqu'à six heures. Mais enfin, j'étais content parce que j'avais deux francs de plus par jour, ça me mettait un peu de sous dans la poche, parce qu'alors là, quand j'avais mes six francs, cela me faisait six fois six, trente-six. Trente-six francs que je gagnais par semaine. Je donnais trente francs à ma mère, et les six francs je les gardais pour moi, pour essayer de me payer des outils. Des outils pour apprendre le métier, quoi. Comme j'avais besoin d'outils j'étais obligé de faire ça.

Et j'ai travaillé comme ça pendant longtemps chez lui. Et un an après j'ai eu le culot de lui redemander de l'augmentation. Mais ça n'allait plus quand je lui ai demandé de l'augmentation, et après il me faisait toutes sortes de misères pour essayer de me convaincre que je ne méritais pas l'augmentation. Et je patientais, je patientais. Finalement, il m'a donné encore une augmentation, donc ça me faisait huit francs par jour. Il m'avait encore augmenté de deux francs, mais ensuite il m'en a fait baver, parce que j'allais de Bab-el-Oued pour lui apporter du bois, il y avait à peu près dans les quatre cents kilos dans la voiture à bras. Une ou deux fois par mois, je trimballais cette charrette pendant trois kilomètres et demi. Et il m'envoyait à une heure de l'après-midi, là où le soleil tapait vraiment fort. Les routes étaient goudronnées. J'ai vu à maintes reprises que les roues s'enfonçaient dans le goudron et il fallait que je pousse, car il ne fallait pas que j'arrive vers quatre heures à l'atelier, parce qu'il m'engueulait en disant « tu traînes, tu t'es amusé en cours de route », alors je suais à grosses gouttes et il fallait que je porte le bois.

Ça a duré comme ça pendant un bout de temps et puis un beau jour, toujours chez lui, j'avais loupé un boulot. Et ce jour là il

m'avait donné un coup de cale à poncer — c'est classique. Je me rappellerai toujours, un coup de cale à poncer avec le papier de verre, ça m'avait défiguré la figure. J'avais sur la joue une grosse éraflure... et j'avais gros au cœur. Mais je ne savais pas à qui me plaindre. J'étais là, je l'ai reçue, et j'étais là et je me morfondais. Et c'est de là que vraiment je l'ai pris en dégoût, ce patron, et j'ai essayé de faire tout pour nuire à son travail. Lui aussi c'est de là qu'il s'acharnait. Alors moi je m'acharnais, et finalement j'ai été obligé de céder, de m'incliner, parce que je ne connaissais pas d'autre coin pour aller demander du travail. Et j'étais là, et j'ai tenu, j'ai travaillé chez lui. On était trois ouvriers, deux ouvriers plus moi. J'étais le petit apprenti dégrossi, comme on dit.

Conseils de colonel

Pendant que je travaillais chez lui, j'essayais aussi de travailler au dehors. Je faisais un petit travail à droite, un petit travail à gauche, pour essayer de gagner un peu plus d'argent, étant donné que j'étais déjà apprenti dégrossi, quoi. Mais il faut que je te dise que c'était moi qui avais la clef de l'atelier. J'arrivais le premier le matin et je travaillais, et si le patron partait c'était moi qui fermais l'atelier le soir. Alors je travaillais plus longtemps pour moi.

Et voilà qu'un jour, je me rappellerai toujours, j'avais fait une table pour un client. Et ce jour là il y avait le Colonel Pitard qui était là en train de regarder — c'était un grand ami du patron — et quand j'étais en train de travailler, le colonel Pitard a dit une chose qui m'a vraiment vexé. Il a dit : « Pourquoi vous le laissez travailler ici ? C'est comme ça qu'on apprend à travailler. Il faut lui défendre d'entreprendre du travail au dehors, parce que lorsqu'il saura se débrouiller, il partira et puis il vous laissera tomber. » Après ça, le patron m'a enlevé la clef. Ça a fait que je ne pouvais plus travailler pour moi.

Il a cru m'avoir, me posséder comme ça. Mais d'un autre côté, moi, je me suis débrouillé chez moi, puisqu'on habitait dans une belle villa — cette villa qui appartenait à ma grand'mère — j'ai commencé à travailler pour moi. Je bricolais pour les gens.

Ainsi, pendant un certain temps, j'ai fait cette vie là. Je travaillais chez mon patron, j'allais voir les clients, encaisser les factures et tout ce qui s'ensuit.

Les espadrilles

Quand je rentrais chez ces clients, spécialement quand c'était l'hiver, car j'avais des espadrilles surtout en hiver, quand je rentrais dans ces maisons de riches Algériens, pour pas salir la maison on me faisait enlever mes espadrilles devant la porte. Pour pas salir la maison, ça fait que je rentrais chez eux... mais j'étais pieds nus. C'est des trucs comme ça qui se sont passés et ça me révolutionnait.

Première découverte du P. C.

C'est à cette époque que j'ai entendu, que j'ai vu qu'un mouvement s'était créé à Saint-Eugène. Un soir comme ça, je m'amu-

sais et je me promenais et j'ai vu des gens dans une salle de café qui discutaient. Je suis rentré là dedans et j'ai demandé qu'est-ce que c'était. On m'a dit « tais-toi, il faut écouter ». Je me suis tu et j'ai écouté. C'était le parti communiste qui se formait. Je me suis renseigné, j'ai demandé qu'est-ce que c'est que le parti communiste. On m'a dit que le parti communiste est le parti qui défend les ouvriers. Alors j'ai essayé d'avoir contact avec des gens comme ça, et malheureusement je n'ai trouvé personne. Ainsi, tout gosse, je me suis renseigné et on m'a dit « c'est la faucille et le marteau ». Alors qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai pris mon rabot et j'ai sculpté dessus la faucille et le marteau. Ah ! mais c'était formidable, parce que quand j'ai fait ça, j'ai fait ça sur tous les outils. Le patron n'a rien vu, mais quand je me présentais chez les clients pour travailler, ils voyaient la faucille et le marteau et tout le monde criait. Il y avait même le colonel Pitard qui, un jour, m'avait dit « il faut effacer ça, parce que moi le drapeau rouge je lui chie dessus. » Moi ça m'avait vexé et puis j'ai vu comme ils étaient injustes envers moi, alors je me suis dit ce parti défend les ouvriers, alors moi le drapeau bleu-blanc-rouge...

C'est de là que mon patron est venu pour me foutre des coups. Mais j'avais pris un marteau et je lui ai dit : « Si vous approchez, je vous le jette à travers la figure ». Le patron, quand il a vu ça, a dit « bon, allez arrête, ça suffit », et puis ça c'est arrêté comme ça. Mais après, le patron me faisait des vacheries de plus en plus belles. Il me faisait rester jusqu'à sept heures et demie du soir à l'atelier pendant qu'il faisait ses écritures. Il avait un chat et il fallait que je nettoie la caisse du chat. Il me faisait faire toutes sortes de dégueulasseries. Alors là j'étais écœuré.

Idées de meurtre

Jusqu'au jour où j'ai voulu le tuer. Le coup de la cale à poncer qu'il m'avait lancée à travers la figure, je ne pouvais pas le blairer. Il venait encore de m'engueuler, parce que les engueulades j'en avais pris l'habitude, tous les jours c'était des engueulades : « sale con, imbécile, tordu, petit con », et des mots, des mots que vraiment ça me faisait pas plaisir. Mais ça n'est pas venu tout de suite cette envie de le tuer. Il a fallu qu'il m'en fasse bien d'autres. Un jour il m'avait dit : « écoute, je vais te punir, je vais te donner une casquette, je te la mettrai sur la tête, il y aura le nom de la maison dessus, et tu iras circuler en plein Alger avec ça. Ça fera de la propagande pour la maison. » Je lui ai répondu que jamais je ne le ferai et que le jour où il me le ferait faire, je foutrais le camp de chez lui. Il m'a dit « eh bien, on verra », mais quand il a vu que j'étais vraiment décidé à foutre le camp s'il me faisait ça, eh bien, il ne l'a pas fait.

Alors quand j'ai vu ça, je lui ai demandé de l'augmentation. Parce que cela faisait déjà plus de quatre ans que je travaillais chez lui et je me débrouillais vraiment bien dans le métier. Et je voyais que j'avais des copains qui, à mon âge, gagnaient beaucoup plus que moi, et ils étaient heureux, ils avaient tout ce qu'il fallait, alors que moi, le dimanche, si je voulais aller me taper un

cinéma, il fallait que je fasse des courses après mon boulot. Pour essayer de me faire des sous, pour sortir le dimanche et aussi pour m'habiller, parce que ma mère n'avait pas les moyens de m'habiller. Je me suis vu même descendre à la mer pour attraper des pieuvres — ce que chez nous on appelle des poulpes — et essayer d'aller les vendre, pour me faire des sous, quoi.

Donc, un jour j'avais essayé de tuer mon patron. J'avais fait le geste, quoi. Il était là, il était en train de travailler et il était baissé — je venais de recevoir une engueulade, il venait vraiment de m'incendier — il était accroupi là devant son établi, et j'avais pris le marteau et j'allais lui foutre un coup sur le crâne. Je ne sais même pas ce qui m'a retenu de lui faire ce coup là.

Oui, maintenant je m'en souviens, c'est parce que ce jour là il m'avait traité de voleur. Je lui ai dit : « Pourquoi je suis un voleur ? » Il m'a dit : « Oui, tu es un voleur, tu m'as volé un bout de bois » — « Je ne sors pas d'ici, je ne peux pas vous voler de bout de bois ». De plus, à l'époque, j'avais remarqué que, devant le vestiaire, il mettait des pièces de vingt sous et de quarante sous, bien cachées, mais naturellement quand je faisais le nettoyage je voyais ces pièces. Mais je n'avais pas la réaction de les prendre pour les lui donner et je les laissais toujours à la même place. Jusqu'à ce jour où je lui ai dit : « Monsieur, il y a de l'argent ici, alors vous le prenez ou vous le prenez pas ? » Alors il m'a dit que c'était pour moi. J'ai voulu les prendre et j'ai dit : « C'est pour moi ? » Il a dit oui et je les ai prises. Alors il m'a traité de voleur et m'a dit « pourquoi tu les as prises ? » Je lui ai répondu « mais c'est vous qui venez de me dire de les prendre. » Alors, naturellement, il a insisté pour m'engueuler. Sûrement il devait être saoul ce jour-là, il avait dû boire un petit coup de trop... parce que ça lui arrivait souvent. Eh bien, c'est pour cette chose là que j'avais voulu le tuer, j'étais acharné après lui.

La peur du gendarme

Lorsque j'ai fait ce geste, il ne s'en est pas aperçu, j'étais juste derrière lui, je tenais le marteau levé et j'allais lui foutre un coup sur le crâne. Et quand j'ai vu ça, j'ai retiré ma main, parce que je me suis dit qu'est-ce que je vais faire là, ils vont m'emmener en prison. Parce qu'à Saint-Eugène déjà, quand j'étais gosse, à l'école, ils m'ont emmené une fois en prison parce que je m'étais foutu du maître. Et ils m'ont gardé en prison toute une après-midi. Je me suis dit, comme j'ai déjà été en prison toute une après-midi, si je vais le tuer, ils me couperont la tête. Je n'ai donc rien fait, mais j'étais mauvais et ça me bouillonnait en moi-même, mais j'étais obligé de supporter ça, parce que quand je pensais qu'il fallait que je rapporte ma paye à ma mère et je voyais que, malgré que je travaillais, des fois elle arrivait tout juste à nous nourrir... Parce que la viande on n'en mangeait pas beaucoup chez moi. La viande on en mangeait une fois par semaine. Autrement tous les jours c'était les pommes de terre avec la sauce piquante. On ne mangeait que ça, des pommes de terre ou des haricots et c'est

tout. Je n'ai jamais vu ma mère me donner une tartine de pain beurré, parce qu'elle n'avait pas de beurre.

Tartines de pain beurré

Pour les tartines de pain beurré, là il y avait une famille que j'allais voir. C'était une famille juive que je connaissais vraiment bien. Eux, ils avaient pitié de moi, car, quand je m'amusais avec leurs gosses je rentrais chez eux, ils donnaient le goûter de quatre heures et demie. C'était à l'époque où j'allais encore à l'école. Quand on sortait, on allait s'amuser avec les gosses, des fois avec mes cousins, des fois avec la famille Gourion. Mais j'aimais beaucoup m'amuser avec la famille Gourion, parce que sur le coup de quatre heures, j'avais droit à une tartine de pain beurré. Ça me faisait du bien parce que je me disais « hé ! c'est pas toujours qu'on mange ça ». Des fois il m'arrivait que le fils me dise « non, ma mère m'appelle » et moi il ne fallait pas que je rentre. Parce que, tu vois, je cherchais à en prendre et je voulais aller tous les jours chez eux.

Les quatre frères

J'avais quatre frères. Il y en avait qui travaillaient. L'aîné, on n'en parle pas, parce qu'il avait plutôt le genre voyou. Lui, il ne travaillait pas tellement et quand il travaillait, il ne donnait aucun sou à ma mère. Lui, c'était le garçon qui n'avait pas de père pour l'élever et qui avait pris une route de débauche, quoi. Mais à côté de ça, j'ai mon autre frère, et lui il travaillait vraiment dur pour essayer de venir en aide à ma mère. J'avais un troisième frère qui travaillait aussi à Saint-Eugène, mais lui il ne gagnait pas beaucoup sa vie, ce qu'il gagnait ce n'était pas énorme. Enfin, j'avais un quatrième frère qui travaillait aussi. Mais lui, il travaillait dans ma famille comme épicier. Mais seulement, alors là, on l'exploitait, vraiment on l'exploitait. C'était dans la famille de ma mère. Et c'est bien simple, ma mère ne touchait jamais sa paye.

Quand elle avait envie d'aller acheter, elle achetait toujours à crédit. Mais la paye de mes deux frères et la mienne n'arrivait pas à payer toutes les fins de mois tout ce qu'elle avait acheté. Mon troisième frère, ce qu'il gagnait c'était pour l'habillement, pour nous habiller tous. Mais c'était minime. Mon frère aîné, il ne fallait pas compter sur sa paye, lui il était nul. Tout ce qu'il gagnait, c'était pour lui, c'était un vrai voyou.

Ahmed donne son compte

Comme je te l'ai dit, je gagnais huit francs par jour à cette époque là. Mais je lui avais demandé de l'augmentation. Il venait de foutre un ouvrier en l'air, parce que moi j'étais arrivé à une classe supérieure à celle d'apprenti dégrossi. Je commençais à me débrouiller, quoi. Comme il avait supprimé un ouvrier je lui avais donc demandé de l'augmentation. Il m'avait dit : « Oui, je vais te donner de l'augmentation, parce que je suis content, vraiment content de toi. Tu fais du bon boulot. » Mais il avait ajouté « pas tout de suite. » Il fallait d'abord aller travailler à Alger chez un

client très pressé. Je me rappellerai toujours, c'était un dimanche, car il était pressé. Chez ce client, j'avais vraiment fait du travail bien. J'étais content aussi de le faire, parce que je voyais que cela m'encourageait à faire du boulot pour devenir un ouvrier, pour savoir travailler. Oui, pour pouvoir, le jour que je quitterais de chez lui — car j'avais toujours l'espoir de le quitter, il me faisait trop de misères — pour pouvoir ce jour là me défendre.

Donc, on avait travaillé tout le dimanche. Avant, on avait travaillé toute la semaine, parce que lui, à cette époque, en 1936, il ne connaissait pas la loi de quarante heures. Elle existait, mais lui ne l'admettait pas. Je rentrais le matin à sept heures et demie et je partais le soir à sept heures et demie. Pour manger, je prenais une heure. Je me rappelle, quand la loi avait été votée. J'avais lu sur le journal : l'ouvrier travaille quarante heures par semaine et son patron ne doit pas le faire travailler plus de quarante heures. Alors je lui ai dit. Il a répondu : « la semaine de quarante heures ça n'existe pas chez moi, chez moi c'est le travail, il n'y a rien à faire, je ne te la donne pas ». Alors, comme je n'étais pas bien au courant de ces trucs là...

Donc, on avait travaillé le dimanche. Une fois la semaine d'après finie, ça faisait déjà quinze jours de travail sans arrêt. Et le deuxième dimanche j'étais fatigué. Je l'avoue, j'étais fatigué. Je n'ai pas été au travail, et puis je voyais que l'augmentation que je lui avais demandée, il ne me la donnait pas. Donc je suis venu le lundi. Il m'attendait à l'atelier et dès que je suis rentré il a commencé à m'engueuler : « Petit con, pourquoi tu n'es pas venu hier ? » J'avais beau lui expliquer que j'étais vraiment fatigué, que je ne pouvais pas travailler parce que j'étais vraiment fatigué. Il m'a dit : « Oui, tu es fatigué, mais pour aller te promener tu n'es pas fatigué. » J'ai dit : « Je n'ai pas été me promener, je suis resté à la maison, j'étais fatigué. » Puis, j'ai ajouté : « Dites donc, Monsieur Antoine, vous m'avez promis de l'augmentation, mais vous aussi vous n'avez pas tenu votre promesse. Hier je ne suis pas venu travailler, mais dimanche dernier je suis venu travailler. » Alors il me dit : « Eh bien, l'augmentation, tu l'auras sur la peau de mes couilles. » Ah ! là ça m'a révolutionné. J'ai quitté le même jour. J'ai dit : « Puisque c'est comme ça, je ne travaille plus chez vous, c'est fini. »

Chômage

Je suis parti. Je n'ai pas travaillé le lundi. Et puis je me cachais de ma mère et je me faisais du mauvais sang. Mais le patron m'a dit : « Si tu ne veux plus travailler, c'est pas la peine de venir. Tant pis, tant pis pour toi. »

Je suis donc parti et j'ai commencé à chercher du boulot. Malheureusement il n'y avait pas de travail. J'ai cherché du travail partout, mais le samedi je n'en avais pas trouvé. Quand est arrivé le samedi pour ramener ma paye à ma mère, elle m'a dit : « Eh bien ! la paye ? » Et je lui ai dit — je lui ai menti — « le patron ne m'a pas payé cette semaine. » Je partais le matin et je rentrais à midi pour manger. Je rentrais pour ne pas que ma mère

s'aperçoive de quoi que ce soit. Malheureusement je suis resté comme ça pendant un mois. La deuxième semaine, quand ma mère a vu que je n'apportais pas les deux semaines de paye, elle est partie voir mon patron pour lui demander des sous, parce qu'elle n'en avait pas. Le patron lui a dit : « Il ne travaille plus chez moi, c'est lui qui a foutu le camp. »

Ma mère est revenue et le soir, quand je suis rentré à la maison, je me rappellerai toujours, elle a commencé à crier après moi : « Tu as quitté ta place, et qui va te nourrir ? on ne peut pas te nourrir. » Je lui ai dit : « Oui, j'ai quitté, parce que j'ai demandé au patron de l'augmentation et il n'a pas voulu me la donner. Et puis il m'a fait travailler le dimanche et quand je n'ai pas été travailler l'autre dimanche, parce que j'étais fatigué et que je suis resté à la maison, il m'a traité de tous les noms et il m'a dit que c'était pas vrai, qu'il ne me donnerait pas de l'augmentation, et quand il m'a dit ça je suis parti. Je ne veux plus travailler chez lui. » Ma mère a jugé que vraiment j'ai eu raison. Et puis elle m'a dit : « Oui, mais il faut te débrouiller, parce qu'il n'y a rien à faire, on ne peut pas rester comme ça. »

Deuxième patron...

Ça a duré un mois, et puis, au bout d'un mois, j'ai trouvé une place. Le patron m'a dit, je me rappellerai toujours : « Ecoute, j'en ai tellement eu, mais je vais te prendre à l'essai ». Je suis rentré, j'ai travaillé à l'essai une semaine. Ça m'a fait du bien, parce que je voyais que l'on faisait la semaine de quarante heures. Ah ! ici on faisait la semaine de quarante heures et là-bas on ne la faisait pas ? En moi-même, je me disais : alors, lui c'est pas comme l'autre ? En moi-même, je me disais : mais je suis mieux ici, et puis d'ailleurs le boulot il est moins crevant que là-bas, il n'est pas aussi acharné sur moi que là-bas, puisque ici il y a des machines, tandis que là-bas il n'y avait pas les machines pour travailler, il fallait que je porte le bois chez un type qui avait des machines, et j'étais tout le temps avec la charrette à bras.

Puis, quand est arrivé le vendredi, je vois qu'il vient. Il me dit : « Bon, combien tu gagnais chez ton patron ? » Je lui dit : « Ecoutez, je vous dis franchement, je gagnais huit francs par jour. » Il me dit : « Huit francs par jour ? » Je dis : « Oui, huit francs par jour ; maintenant, si je fais l'affaire, vous pouvez me donner le même prix, ou si vous voulez me donner un peu plus d'augmentation, parce que je suis parti de chez lui parce qu'il ne voulait pas me donner d'augmentation. » D'un seul coup je vois qu'il m'avait donné cent et quelques francs. Je lui dis : « Mais c'est pas le compte. » Il me dit : « Si. » J'ai fait mon compte et j'ai vu que j'étais payé à raison de trente-deux francs par jour.

Je peux pas dire ce que ça m'a fait comme sensation, j'avais envie, franchement j'avais envie de l'embrasser, tellement j'étais heureux. Enfin, je lui demande : « Je gagne 32 francs ? » Il me dit : « Oui, tu es capable, tu sais travailler, je te donne ce que tu mérites. Tu mérites 32 francs par jour, je te donne 32 francs par jour. » Alors là, le boulot je ne regardais pas, je ne perdais

pas une seconde, j'activais, et puis tout ce qu'il me disait je le faisais.

...Qui est un bon communiste

Et puis après je me suis aperçu qu'il y avait une grève générale. Le jour de cette grève générale, je m'amène le matin pour travailler et voilà qu'il me dit : « Je te paye les journées, mais tu ne travailleras pas. » — « Pourquoi ? » Il me dit : « Parce qu'il y a la grève générale, il faut suivre le règlement, moi je ne travaille pas aujourd'hui, et toi il ne faut pas que tu travailles aujourd'hui. » Après, j'ai vu vraiment que c'était un communiste. Je suis tombé chez lui, c'était un communiste. Quand j'ai vu que c'était un communiste, c'est là que j'ai essayé de faire comme tous les ouvriers, de faire une solidarité ouvrière, j'ai essayé de participer au P.C. Et puis je me suis renseigné, j'ai activé, j'allais aux manifestations, quand il y avait une manifestation j'y allais. Vraiment, je m'accordais avec ce patron, je m'accordais énormément avec lui. Je me rappelle, j'allais aux manifestations, j'étais le premier à manifester. Et par exemple à la Colonne Varonne, quand on donnait des fêtes communistes, j'y allais.

Au bal

J'y allais, mais je ne savais pas danser.

Alors ce que je trouvais de bizarre c'est que là j'ai appris à danser et quand je dansais là, on était en somme tous des ouvriers : je dansais et les filles ne refusaient pas. Et puis, un beau jour, j'ai été danser à Saint-Eugène, parce que, à Saint-Eugène, là-bas, on donnait des bals vraiment bien. J'arrive donc au bal, je demande à danser. J'étais habillé convenablement, quoi, et personne ne voulait danser avec moi, aucune fille ne voulait danser avec moi. Alors c'est quoi ? Je leur plais pas ? Et je me suis rendu compte que ce n'était pas ça. C'est que j'étais Algérien, j'étais Arabe. Et en plus de ça, j'étais dans un coin bourgeois. Alors j'ai dit : « ça va, j'ai compris, je ne fréquente plus Saint-Eugène. »

— Les filles, elles étaient françaises ou algériennes ?

— C'était des filles françaises, oui. Il y avait aussi de Arabes qui allaient danser là-dedans, comme par exemple la famille N., que je connaissais d'ailleurs. C'était des Arabes, mais des Arabes corrompus, qui faisaient la même vie que les familles françaises, les familles françaises bourgeoises, quoi. C'était des Arabes, mais corrompus. Alors, eux, dansaient, eux avaient tout ce qu'ils voulaient. Mais quand il s'agissait d'un ouvrier arabe, par exemple comme moi, alors tintin, des clous, rien du tout. Ils savaient qui j'étais, que j'étais un ouvrier et tout ce qui s'ensuit et ils ne voulaient pas admettre ça. D'ailleurs je me le demandais à maintes et maintes reprises, je regardais même si ma chemise était propre, pour voir si ce n'était pas pour ça. Et puis après je me suis aperçu que ce n'était pas pour ça, non, que c'était le coin bourgeois et qu'il fallait pas compter dessus pour danser.

Encore sur le P. C.

— Tu m'as dit que ton deuxième patron était du P.C., qu'il était communiste.

— Ah ! il était communiste, oh là ! De la manière qu'il m'avait payé, que je gagnais huit francs et qu'il m'avait donné trente-deux francs et qu'il me disait : « Tu vois, tu fais mon affaire. » Et puis quand il y eut la grève qu'il m'avait dit qu'il ne faut pas travailler et qu'il me payerait les journées...

— C'était en quelle année cette grève générale ?

— C'était en 37, en fin 37. Donc j'ai travaillé chez lui jusqu'en 39. Il me donnait, par exemple, un travail et il me disait : « Voilà, tu as deux jours pour le faire, si tu le fais en un jour et demi, eh bien, tu gagnes une demi-journée. » Alors moi j'activais, ça fait que dans la semaine j'arrivais à me faire une journée en plus. J'étais vraiment heureux. Quand il a été appelé pour faire sa période de 21 jours, c'est moi qui dirigeais l'atelier. J'étais tout seul. Sa pauvre mère venait et elle me disait : « Tout va bien ? » Je lui disais : « Oui, tout va bien, je fais tout le travail. » Quand il est revenu de sa période, on a continué à travailler pendant un bout de temps et puis il y a eu la déclaration de guerre. Il a été mobilisé, et puis sa mère a fermé son atelier. C'était fermé pour cause de mobilisation.

— Est-ce que ce n'est pas pendant cette période que tu as connu le P.C. par ce type-là ? Et qu'est-ce que tu as fait ?

— Oui, c'est pendant cette période. Avec lui, quand il y avait une réunion ou quoi, il me disait : « Tiens, il y a telle ou telle réunion » et j'y allais. Et quand il y avait une petite manifestation, j'y allais. Mais après, quand il y a eu la guerre, on n'a plus entendu parler du P.C.

— Quel était le genre d'activité que tu avais à ce moment-là ?

— Je participais pour porter certains journaux, pour faire acte de présence quand il y avait quelque chose, quoi. J'aimais ça.

— Mais tu discutais, tu participais aux discussions ?

— Ah ! non, je ne participais pas aux discussions.

— Tu avais ta carte du P.C. ?

— Non, je n'avais pas ma carte du P.C., mais j'allais quand même dans le P.C. Je participais, mais c'est-à-dire volontairement, mais personne ne m'a demandé si je voulais vraiment m'inscrire. Ça fait que je ne me suis pas inscrit. Mais j'allais dans les réunions, j'écoutais ce qu'on disait, j'allais dans les manifestations. S'il y avait quelque chose d'organisé, j'y allais. Mais personne ne m'a rien demandé, ne m'a dit : « Bon, tu te fais inscrire » ou quoi.

— Tu n'as jamais parlé dans les réunions ?

— Oh ! non, je n'ai jamais parlé dans les réunions.

Composition du P. C.

— Comment c'était le P.C. à cette époque-là ?

— Il y avait pas mal de Français, il y avait des Espagnols qui venaient de la guerre d'Espagne et une petite minorité d'Algériens, car il n'y avait pas beaucoup d'Arabes. Et à cette époque-là,

ils n'avaient pas cette tendance à la cordialité ouvrière. Ils étaient là et personne ne leur demandait rien du tout. Et puis ceux qui faisaient partie du P.C., ils n'allaient pas chercher à contacter des ouvriers, par exemple ceux qui travaillaient dans les terres. Ou, par exemple, quand ils allaient dans les cafés maures, ils ne cherchaient pas à avoir de contact avec les ouvriers. Ils avaient un petit groupe à eux, ils essayaient d'avoir un groupe, mais ils n'essayaient pas de se développer plus, jusqu'à un point où on n'a plus entendu parler d'eux. Et je me suis rendu compte qu'ils avaient été coupés littéralement par la bourgeoisie, par les fascistes. Parce qu'il y avait plus de fascistes que de communistes en Algérie, à Alger il y avait beaucoup plus de fascistes. D'ailleurs, dans les ateliers il n'y avait pas de syndicats. Moi, jusqu'à l'heure actuelle, je n'ai jamais connu de syndicat à Alger. Pourtant, à un moment, j'ai travaillé comme ouvrier dans l'administration. Là, j'étais parmi les ouvriers. Eh bien ! je n'ai jamais entendu un ouvrier dire : « Tiens, il y a une réunion » ou dire qu'il y a un syndicat pour les ouvriers. Quand on avait envie de demander quelque chose, il fallait quelqu'un pour le demander, mais ce quelqu'un là n'existait pas. Si on avait du culot on demandait, sinon on ne demandait pas. Non, je n'ai jamais connu ça à Alger.

— A cette époque, au début tu as cru que le P.C. était un truc qui pouvait servir ?

— Ah ! au début j'ai cru que c'était un truc qui pouvait servir. J'y ai été volontiers du fait de ce que j'ai passé, de ce que j'ai enduré avec mon premier patron. Si on m'avait demandé d'aller tuer même, je l'aurais fait ; pourquoi ? parce que j'étais écœuré. Seulement je n'arrivais à toucher personne. Il n'y avait personne, quoi. Je me méfiais aussi parce que j'étais de Saint-Eugène. Je me disais, quand je discutais avec quelqu'un : qui sait s'il ne va pas me vendre, celui-là. Ça fait que je n'avais pas confiance. Quand j'étais chez ce patron, Robert, il y avait bien un groupe d'ouvriers qui avaient la cordialité d'être des ouvriers unis, mais ils ne pensaient pas à ces trucs-là, ils pensaient plutôt à jouer aux cartes, à faire la belotte et tout ce qui s'ensuit. Ils n'avaient pas la tendance de vouloir agir. A mon idée, ils se voyaient vraiment dominés par les fascistes qu'il y avait là-bas à Alger. D'ailleurs, on en subit les conséquences à l'heure actuelle.

Les fascistes

— Mais pourquoi ? Ça a pris vraiment un gros développement à cette époque-là les fascistes ?

— Oh ! oui, ça a été terrible les fascistes là-bas. Moi je me rappelle, quand j'étais à Saint-Eugène c'était tous des fascistes, tous des fascistes en général. Je me rappelle, encore gosse, j'avais des copains, la famille Emilio, c'était des copains, mais seulement c'était des fascistes. Ils n'avaient pas peur de crier : Vive de La Roque. C'étaient des italiens. Quand ils sont venus à Saint-Eugène ils tenaient un café. Ils criaient « vive de La Roque » et toute la clique. Je leur disais : « Pourquoi vous criez vive de La Roque, il n'est pas avec les ouvriers de La Roque ? » Alors ils m'ont dit :

« Oui, mais nous on est des fascistes et les communistes tu vas voir comment qu'on va les harceler. »

— Mais il y avait bien quand même des ouvriers à Saint-Eugène ?

— Il y avait des ouvriers, mais c'était des prolos bourgeois. C'était des ouvriers, mais ils avaient tous tendance à être fascistes. Sur 100 personnes, on en trouvait 95 qui avaient tendance à être fascistes. Moi je sais qu'à Saint-Eugène c'était renommé, aussi bien du côté des Arabes que du côté des Français. Les deux parties c'était la même chose.

— Est-ce qu'ils se cassaient la gueule avec les communistes ?

— Non, ils ne se cassaient pas la gueule avec les communistes. Ils vivaient séparément. Mais à Bab-el-Oued, par exemple, il y avait une tendance plus forte des communistes. Parce que, à Bab-el-Oued, il y avait des salles — où j'allais d'ailleurs — où on organisait quelque chose et c'était marqué avec la faucille et le marteau. On rentrait, il y avait des bals qui étaient organisés par le P.C.

Par contre, du côté du champ de manœuvres, vers le haut, c'était un quartier bourgeois, c'était la rue Michelet, la rue d'Isly, il ne fallait pas y aller. Pour Bab-el-Oued c'était différent, c'était tous des ouvriers qui y habitaient, c'était une masse d'ouvriers. Et c'était mélangé. Il y avait aussi bien des Arabes qui habitaient là-dedans, il y avait des Espagnols, des Italiens, des Grecs. Il y avait toutes les races qui habitaient là-dedans. Là, ça avait tendance à être communiste.

Je ne me souviens plus du nom des rues, mais, par exemple, il y avait en face du Cinéma Bijou une salle où il y avait des organisations. C'est là-dedans que j'allais. Je regardais, j'écoutais ce qu'on disait, qu'il fallait faire ceci, qu'il fallait faire cela. Mais on ne m'a jamais rien demandé, alors je ne savais pas à qui m'adresser pour avoir une carte.

Entre le P. C. et le nationalisme

— A cette époque-là, est-ce que tu connaissais le mouvement proprement nationaliste arabe ?

— Je le connaissais, seulement je n'y participais pas. Je me mêlais un peu de ça, mais je n'étais pas fort attiré là-dessus, parce qu'il y avait des traîtres parmi nous, des donneurs qu'on appelle ça. Il y avait des Arabes avec qui on discutait, et puis finalement ils vous tiraient dans le dos, ils allaient tout de suite le répéter à la police. D'ailleurs, après, j'ai eu des copains chez eux, mais ça a été beaucoup plus tard.

— Donc, à cette époque-là, tu étais avec les communistes.

— A cette époque-là j'étais avec les communistes, je voulais activer là-dedans, j'essayais de tout mon mieux pour venir en aide à l'ouvrier. Mais je n'ai jamais trouvé une main qu'on me tendait pour me dire : « Allez, viens carrément. »

— Est-ce que tu as été déçu à cette époque-là ?

— Non, je n'étais pas déçu à ce moment-là. Je n'ai jamais

été déçu à cette époque-là du P.C. Le jour où j'ai été déçu, c'est quand je suis venu en France. Pas avant.

CHAPITRE II

PENDANT LA GUERRE

Quand mon patron a été mobilisé je suis donc parti. J'ai trouvé de l'embauche pour cinq mois. Ce patron-là a été correct. Il m'a dit : « Je te prends pour faire ce travail-là, mais après... » Ensuite j'ai travaillé chez un autre patron. Mais je n'ai pas travaillé longtemps. Seulement deux mois. Au bout de deux mois je me suis aperçu qu'il m'avait arnaqué, quoi. Il m'avait changé mon outillage et il a dit qu'il l'avait vendu. Je ne le crois pas. Ce n'était pas un type à vendre des outils. Seulement j'avais de bons outils et il me les avait changés. Il avait pris les bons et puis il m'a dit qu'il les avait vendus. Alors je lui ai dit : « Non, vous allez me redonner mes outils. » Il m'a dit : « Non, je les ai vendus, c'est trop tard. » J'ai pris une crise de colère et j'ai voulu le taper. On s'est chicané et j'ai pris mon compte. J'ai ramassé les mauvais outils qu'il m'avait donnés et je suis parti carrément de chez lui.

La lettre de recommandation

C'est alors que j'ai reçu une lettre pour aller travailler comme ouvrier dans l'administration. C'était une lettre qui ne m'était pas adressée à moi. Elle était adressée à un type qui avait travaillé chez mon premier patron. Comme c'était un gars qui avait été élevé chez les Pères Blancs, lui, il avait la possibilité de travailler dans l'administration. Quand j'ai reçu cette lettre, je me suis dit « c'est pour moi, il n'y a pas à tortiller ». Et ça a marché. Je me suis présenté et j'ai été embauché aussitôt. Alors quand j'étais à l'administration, c'était bien.

Réformé

— La guerre était déjà commencée ?

— Oui, la guerre était déjà commencée. Parce que je n'ai pas fait mon service militaire. Je n'ai même pas voulu y aller quand on m'a appelé pour passer mon conseil de révision. C'était la guerre et je voyais tous les types...

— Est-ce qu'ils prenaient tous les Algériens ?

— Ah ! oui, ils prenaient tous les Algériens. Mais j'ai été, le jour de mon conseil, le seul qui a été réformé. Enfin, je n'ai pas été réformé au premier coup. J'ai été exempté pour passer l'année d'après. Parce que je me suis drogué. J'ai manqué de mourir tellement je me suis esquinté pour pas servir pour la France. Parce que j'ai dit : moi, servir pour la France ça ne m'intéresse pas, parce que l'intérêt qu'on a envers elle, eh bien, on n'a aucun intérêt. Et je n'ai pas voulu, je me suis drogué. Alors c'est là qu'ils m'ont exempté de service et je suis repassé l'année d'après. C'est là que j'ai attrapé une chaude-pisse, oui, je me suis présenté même avec une chaude-pisse. Et puis je me suis drogué

avec du kif, j'ai fumé deux cigarettes à jeun, que j'avais trempées dans l'huile. Le matin j'ai fumé ça et je me suis présenté. Je peux pas dire exactement ce que ça m'a fait. Mais quand on m'a appelé, je dormais par terre. On est venu, on m'a réveillé, on m'a porté. J'avais une chaude-lance, ça coulait, j'étais plutôt rachitique, tout pâle... C'était la deuxième fois, alors ils m'ont réformé définitivement. Ils m'ont dit : « Toi tu n'es pas bon pour le service. » Alors je suis parti, je suis monté à la maison. Il y avait mon frère qui m'attendait et qui m'a soigné.

C'était le moyen. Il y avait beaucoup d'Algériens qui faisaient des combines comme ça, pour éviter de servir la France, quoi. Parce qu'ils étaient écœurés de la vie qu'on menait là-bas. Parce que si on prend 80 % des Français qui vivent là-bas, c'est des types qui en veulent aux arabes.

Italiens d'Alger

Justement, on y reviendra sur ce que j'ai vu. C'est vraiment inimaginable, ce que j'ai vu. Ce qui m'est arrivé, même à moi personnellement, quand j'étais à Alger avec les Français. Avec les Français, enfin j'appelle ça des Français avec la plume, parce que quand ils arrivaient ici ils savaient à peine parler le français.

Surtout dans les milieux populaires. C'était encore pire dans les milieux populaires. Si tu vas du côté de la Pêcherie, alors là c'est tous des Italiens. Mais c'est des Italiens à double face. C'est pas pour dire du mal des Italiens, parce que j'ai eu des amis italiens en France que c'était des vrais champions. Mais les Italiens qu'il y avait là-bas, c'était des tourne-casaque. Pendant la guerre ils tiraillaient carrément contre les Français. Ils marchaient avant tout avec Mussolini. Tous ils marchaient avec Mussolini. Quand ils parlaient de Mussolini, ils en avaient plein la gueule. Et puis après, quand ils ont vu qu'il était dans la merde, ils ont dit : moi je suis contre ci, et moi je suis contre ça. Mais moi, je les ai vu de mes propres yeux. Je me suis même pris plusieurs fois avec certains Italiens et je leur ai dit : « Vous êtes des faux-jetons. »

Rapports avec les camarades de travail

Pour revenir à mon travail dans l'administration, il faut que je te dise que j'étais chef. Oui, j'étais chef dans mon métier. Je faisais tout le travail et même pour recevoir la marchandise je faisais un bon. On m'apportait la marchandise que je voulais. On était payé au mois. A cette époque j'avais 45 francs par jour.

Un beau jour mon chef direct, mon directeur pour ainsi dire — il était gentil ce chef-là — il me dit : « Méfie-toi, Ahmed, on veut te foutre à la porte, on veut te faire des vacheries pour prendre ta place. Tu n'as qu'à ouvrir les yeux. » Alors je me suis renseigné. Il y avait un type, un Espagnol, qui était rentré là-dedans. Il était de mon métier et il voulait avoir ma place. Comme il était bien avec les autres ouvriers qu'il y avait là, le chef des machines et tout ça, il essayait de s'introduire pour prendre ma place.

Un jour j'ai fait un petit pari sur un travail qu'on devait faire. J'ai dit à l'Espagnol et à un de ses copains : « Je vais vous prendre tous les deux. Vous allez faire le travail et moi, tout seul, je ferai le même que vous. » Il y avait mon chef qui était là devant nous. On a commencé à le faire. Celui qui perdait devait payer six bouteilles de bière. Alors moi j'ai activé, j'ai fini mon boulot, tandis que eux, malgré qu'ils étaient deux, ils n'avaient pas fini. Finalement j'ai dit au manœuvre : « Va chercher six bouteilles de bière à leur santé ». Alors mon chef il est parti. Il a vu que vraiment j'étais plus capable. Sans me vanter.

Un autre jour je me suis vraiment mis en pétard. Vers la fin du mois ou le premier, en général on était payé. Mais deux jours avant environ, on demandait quand on allait être payé, parce qu'il fallait aller à la mairie pour toucher l'argent. Donc, un jour j'envoie le manœuvre pour aller demander à M. Garnier quand c'est la paye. M. Garnier demande : « C'est qui, qui t'envoie ? » Il dit : « C'est Ahmed. » — « Eh bien ! tu diras à Ahmed qu'il est toujours pressé pour la paye et qu'il peut attendre. » Quand le manœuvre me dit : « Il ne sait pas quel jour on est payé », je lui réponds : « Eh bien ! va dire à M. Garnier que je ne travaille plus. »

Je me suis assis et je n'ai plus voulu travailler. Mon chef qui était monté — parce qu'il était toujours en train de regarder ce qu'on faisait — me dit : « Pourquoi tu ne travailles pas ? » Je lui réponds : « Moi je ne travaille pas. Si on ne me donne pas la paye, moi, je ne travaille pas. M. Garnier dit qu'il ne sait pas quel jour on sera payé, alors moi je n'ai pas envie de travailler pour bouffer des briques. » Aussitôt mon chef a téléphoné et le lendemain on a eu notre paye. Après, les ouvriers commençaient à m'estimer parce qu'ils voyaient que moi l'administration j'en avais rien à foutre.

Défense des ouvriers juifs

— La plupart des ouvriers, c'était des Français ?

— Ah ! c'était des Français et il y avait des Juifs. Mais alors là, pour les Juifs qui travaillaient là-dedans, ils étaient malheureux. Je ne sais pas si en France c'était la même chose, mais en Algérie (c'était le régime Pétain) je voyais comme ils étaient vraiment malheureux. Ces Juifs-là, c'était des ouvriers. Primo, ils n'étaient pas titulaires. Ils travaillaient dans l'administration depuis X temps, mais ils n'étaient pas titulaires. Ils étaient payés à la journée. C'est-à-dire qu'ils touchaient tous les mois comme nous, mais ils étaient payés à la journée.

C'était donc sous Pétain. Quand il y avait du travail pressé, on les faisait appeler pour travailler et aussitôt que c'était fini, on leur disait : reposez-vous. Aussi, un jour, j'en ai attrapé un et je lui ai dit : « Pourquoi tu acceptes ces conditions ? » Il me dit : « Moi, je peux pas la ramener étant donné qu'on est sous le régime de Pétain ». Je lui ai répondu : « Je vais m'en charger » et j'ai gueulé. On avait à l'époque un gros monsieur d'origine de Saint-Eugène qui travaillait aussi dans la boîte. Il m'appelle et me dit :

« Pourquoi tu prends la défense de Cohen ? » Je réponds : « Je prends sa défense parce que c'est un ouvrier comme moi. Il n'y a pas de raison qu'on ne le fasse travailler que quand on a besoin de lui. Je dis que moi, si j'étais à sa place, je ne travaillerais absolument pas. J'irais vendre des poivrons au marché. Je ne travaillerais pas pour eux. » Alors on s'est disputé. Je lui ai dit : « Ce n'est pas comme vous. Vous êtes le fils d'un sénateur. J'ai bien connu votre père. Comment qu'il est riche, votre père ? Est-ce que vous pouvez me le citer, vous ? Quand il est venu en Algérie, il avait des espadrilles trouées. » Textuellement, je lui ai dit. Alors il me dit : « Tu veux que je te fasse arrêter ? » — « Arrêter, je n'en ai rien à foutre de vous ! » Je lui ai mis les points sur les i à ce type-là. A côté de cela, son frère c'était un champion, c'était un type vraiment intéressant.

Quand je travaillais chez Antoine, j'allais travailler chez son père. Eh bien, jamais on m'a dit — j'étais gosse — voilà dix sous pour toi de pourboire. On me faisait faire des corvées et tout ce qui s'ensuit, mais jamais il n'y a eu un pourboire chez eux. C'est tout juste si on ne me disait pas « allez, va-t-en » et c'est tout. A côté de ça, son autre fils, chez qui j'ai travaillé aussi, il était vraiment gentil, ainsi que sa femme. Parce que quand, par exemple, j'avais fini un travail et que j'allais encaisser une facture, j'avais toujours mon petit pourboire.

« *Félicitations* »

Donc, je commençais à être bien vu par les gars, parce qu'ils voyaient que je ne me laissais pas faire.

D'ailleurs, un jour j'avais fait un travail et le maire d'Alger était venu. C'était avant Chevalier. Chevalier, lui, c'était un ancien pâtissier. Il avait une pâtisserie rue Bab-Azoun — je les connais bien tous ces cocos-là ! — Donc le maire vient et demande qui avait fait ce travail. C'était la première fois qu'ils avaient du travail fait comme ça. On lui dit : « C'est Ahmed. » Alors il me fait appeler pour me féliciter.

Le chef des machines monte et me dit : « Dis donc, tu devrais t'habiller, parce qu'il y a le Maire qui veut te féliciter. » Je lui réponds : « Moi, je me présente comme ça, j'en ai rien à foutre. C'est pas parce que c'est le Maire que je vais m'incliner devant lui. Je descends comme ça en habit de travail, je ne m'habille pas. » Et je suis descendu. Il y avait le Maire. Je les vois toujours devant moi, ces bandes de cloches-là. Il y avait toute la smala, toute la commission qu'on l'appelait, tous ses boys, quoi. Alors il me dit : « C'est vous qui avez fait ce travail ? » Je dis « oui » et il me dit : « Je tiens à vous féliciter. » Sur ce, je lui réponds : « A force d'entendre des félicitations les poches sont pleines et elles débordent. » Il dit : « Qu'est-ce que ça signifie ? » Je réponds : « C'est qu'on est mal payé. Vous avez des ouvriers ici qui sont pères de famille et qui gagnent 40 francs par jour et moi qui suis célibataire j'en gagne 45. Je ne vois pas pourquoi des félicitations. Je m'en fous des félicitations, ce qui compte c'est le bifteck. » Alors, sur ça, aussitôt que le mois est arrivé, on a eu cent sous

d'augmentation par ouvrier et par jour. Alors là, les ouvriers ils m'ont appelé et ils m'ont payé le coup. Et quand il y avait une histoire, ils me disaient : « Allez, Ahmed, présente-toi. »

Démission

Mais je me rappelais que tous les ouvriers avaient voulu me mettre à la porte pour prendre ma place, comme je te l'ai déjà dit. Donc, je leur ai dit : « C'est pas pour vous que j'ai fait ça, parce que vous êtes tous des dégueulasses. Si je l'ai fait c'est pour l'humanisme. Je vais vous dire franchement, je n'y tiens pas beaucoup à rester dans l'administration et moi, des dégueulasses comme ça, je n'en veux pas. » Et ça s'est arrêté comme ça.

Mais un jour j'ai eu une discussion avec le chef conservateur de la mairie. Il m'avait demandé de faire un travail qui n'appartenait pas à mon administration. Je lui ai répondu : « Non, je ne le fais pas. Je ne suis pas payé pour faire votre travail. Je fais le travail de mon administration, je ne fais pas le travail de la mairie. » On s'est engueulé et sur ce je lui ai dit : « Vous savez pas ? Je vais vous donner ma démission. Il y en a beaucoup qui veulent prendre ma place, alors moi je ne veux pas rester là-dedans. Je ne veux pas m'incliner devant vous tous. Je suis libre, j'ai voulu avoir ma liberté, je ne suis pas un type à être commandé par vous et je ne veux pas être un lèche-cul. » Et j'ai donné ma démission. Je suis parti de l'administration.

« *Travail arabe* »

Alors j'ai essayé de me mettre à mon compte, de travailler pour moi. Je me débrouillais. Automatiquement, j'essayais d'avoir des relations, c'est-à-dire parmi les Français. Parce que généralement, pour des Arabes comme moi, c'était du sale boulot : faire des bricoles, réparer des portes, faire des vieux trucs, quoi. Et cela parce qu'ils n'avaient pas la possibilité de faire des belles choses.

Alors il fallait faire du « travail arabe », comme disent les Français là-bas. Quand ils voient un Arabe travailler, ils disent « tu fais du travail arabe ». Mais moi je ne voulais pas.

— D'après ce que tu m'avais dit, c'est parce qu'ils n'avaient pas une bonne formation.

— Oui, les types n'avaient pas une bonne formation. Il y avait une école d'apprentissage dans l'ancien deuxième arrondissement et le type qui éduquait les petits enfants arabes — il n'y avait pas d'enfants français là-dedans et il leur fallait un professeur arabe — il ne savait pas tellement travailler parce qu'on ne lui avait jamais bien appris.

Les Arabes, ils n'étaient bons que pour faire les manœuvres ou toutes sortes de corvées, ou alors travailler comme dockers.

Comme docker, il faut voir comment ça se passait. J'ai un copain qui travaillait comme docker. Il était obligé, parce qu'il n'avait pas de métier. Vous n'avez pas vu ça. Voilà comment ça se passait.

Ils arrivent le matin quand il y a un bateau à décharger. Alors le type qui dirigeait pour décharger le bateau jetait des

jetons. Il jetait des jetons par terre. Celui qui arrivait à ramasser un jeton avait sa journée assurée. Il fallait se bagarrer pour ça. Quand il y avait des jeunes, d'accord, ils y arrivaient toujours, mais quand il y avait des vieux ils crevaient de faim parce qu'ils n'y arrivaient pas. Ou alors c'était qu'il y avait deux ou trois bateaux ; là il y avait du travail pour tout le monde. Mais quand il n'y avait qu'un seul bateau...

C'est pourquoi les Arabes, même ceux qui ont un métier, ne sont pas très bons, ils ne sont pas assez fignolés. Parce qu'on ne leur a pas appris un métier à fond. D'ailleurs, quand on voit un Arabe qui cherche à se débrouiller pour avoir un métier, on cherche tout de suite à l'éliminer. Comme moi, quand j'étais chez Antoine, avec ce colonel Pitard qui avait déconseillé à mon patron de me laisser travailler pour moi. Même qu'il avait dit « c'est comme ça qu'on apprend à travailler. »

Chez les colons

Donc, j'essayais d'avoir des relations par les Français que je connaissais et puis j'essayais gentiment, pour avoir du travail, quoi. Et comme ça j'ai travaillé. Naturellement en faisant des prix, parce que si je comptais plus cher qu'il fallait, je n'avais pas de travail. Donc j'arrivais à me débrouiller.

C'est à cette époque que j'ai connu un nommé Albert Gros. Je lui faisais des travaux, parce qu'il voyait que je ne lui comptais pas cher et il me demandait toujours. J'ai fait pas mal de travaux pour lui et un beau jour il me dit qu'il y a un travail à faire à Bouzarea, à peu près à 12 kilomètres d'Alger.

J'ai accepté et il m'a présenté à un colon. Et ça m'intéressait de voir le comportement de ce colon envers les Arabes. Je voyais qu'il y avait des manœuvres, des types qui travaillaient la terre, quoi. Donc j'ai fait sa connaissance et puis, comme je me débrouillais : je savais danser, je buvais — parce que chez nous c'est un péché de boire, alors moi je buvais en douce — j'aimais la belle vie, quoi — si on appelle ça la belle vie — alors j'étais bien avec lui. Et une fois par semaine, ce colon là tuait un mouton. Il avait une maîtresse et Albert il amenait une maîtresse aussi et puis ils faisaient la foiridingue. Alors moi j'étais là, parmi eux.

Défense des ouvriers agricoles

Je suis resté plus d'un mois là-haut et j'ai vu pas mal de trucs, que vraiment ça me touchait. Il y avait des ouvriers arabes qui travaillaient la terre et qui gagnaient 20 F par jour. Je voyais que le colon, le matin, arrivait avec de gros pains de trois kilos. Il les partageait en deux et il appelait celui qui dirigeait — il y en avait un qui lui faisait ses courses, etc. — et lui faisait faire la distribution aux autres ouvriers : un kilo et demi chacun, puisqu'un pain faisait trois kilos. Alors je lui ai dit « mais qu'est-ce qu'ils mangent avec ça ? ». Il me dit « t'en fais pas pour eux, il y a des oignons dans les champs ». Alors moi, ça m'avait vexé, ça m'avait touché. Je me disais « quoi ? du pain et des oignons, et ils travaillent du matin jusqu'au soir ». Et lui, une fois par

semaine, il tuait le mouton. Il y avait de la viande à gogo et des fois il y avait de la viande qui se pourrissait plutôt que de leur donner.

Alors moi j'ai fait un petit truc à moi. Je me suis dit je vais faire un petit plat, une cassouella, comme on dit chez nous. J'ai fait la cuisine moi-même, en cachette quoi, dans un endroit éloigné et je les ai invités à manger.

Ils sont venus. Et j'ai essayé de leur faire la morale. Je leur ai dit : « Pourquoi vous travaillez chez lui ? Il ne vous paye pas bien. Pourquoi vous foutez pas le camp de chez lui ? 20 F par jour, et il vous donne un pain, et vous mangez des oignons ! ». Ils m'ont dit « partout c'est pareil ». Quand ils m'ont dit ça, j'ai dit : « Eh bien ! il ne faut pas travailler, il faut aller ailleurs, chercher un autre coin, chercher une autre place, où vous poserez vos conditions. Il faut pas vous laisser faire comme ça. » Et je les ai tellement bien entrepris, qu'ils ont marché.

Echec et conséquences

Mais c'est qu'après, ils étaient tous contre moi. C'est parce que tous ces colons ils se donnent tous le mot. Ils ont tous le même tarif. Et quand il y en a un qui fout le camp, il est immédiatement signalé chez les autres et il ne trouve pas de boulot. Alors ils sont obligés de s'incliner. Donc le patron, ce colon là, il dit « c'est marrant, comment ça se fait qu'ils sont tous partis d'un coup ? » Et il me ragardait. Je lui dis « j'en sais rien, moi, comment ça se fait. » Il dit « t'en fais pas, ils vont revenir, parce qu'ils ne trouveront pas de boulot ailleurs. » Et en effet, ils sont tous revenus. Ils étaient cinq ou six à peu près. Ils sont tous revenus, mais plus personne ne voulait me parler. Ils étaient tous contre moi, parce qu'ils avaient vu que ce n'était pas la bonne solution. Alors moi, quand j'ai vu ça, je suis reparti à Alger, j'ai abandonné. Et à Alger j'ai continué à travailler pour moi.

Naissance du sentiment nationaliste

Maintenant il faut que je revienne bien en arrière. J'avais des copains qui avaient tendance à être du P.P.A. Ils me disaient « tu vois l'injustice, le colonialisme, etc. » Et moi je le voyais très bien.

Une fois, j'étais à Alger, en 1939 à peu près. Je voyais l'injustice. Je me suis disputé avec un Français, ou un Espagnol ou un Italien, je ne me rappelle pas très bien de quelle origine il était. J'étais à Bab-el-Oued. Juste avant d'arriver au lycée. Je me suis bagarré avec lui. Oh, c'est pas pour dire que je me suis bagarré. C'était à cause d'un petit gosse. Il avait bousculé sa sœur. Et l'autre l'avait traité de sale race. Alors moi je lui ai dit « pourquoi tu le traites de sale race ? ». Et il me dit « tu réponds pour lui ? ». Je lui dis « oui, je réponds pour lui. » Et on s'est bagarré. A ce moment là le flic est venu et il nous a ramassé tous les deux. Il nous a montés au commissariat de la rue Brusse. On rentre dans le commissariat et moi on me fout en tôle. Quand j'ai vu que lui on lui disait « allez, tu peux foutre le camp » et que moi on me

disait « toi, tu vas rester là », j'ai dit : « Pourquoi vous le laissez partir ? il avait tort, il l'avait traité de sale race ; pourquoi il l'avait traité de sale race ? » Alors on me dit : « Ne cherche pas à comprendre, tu vas passer la nuit ici. » Et moi je dis : « Pourquoi je vais passer la nuit ici ? Si je passe la nuit, il doit passer la nuit aussi. » Sur ce, ils m'ont poussé en prison. Je suis resté là depuis l'après-midi jusqu'au lendemain matin, j'ai passé la nuit au poste. Alors là ça a commencé à me révolutionner quand j'ai vu ça.

Les petits cireurs d'Alger

Il y a eu un autre cas. C'est un jour où j'étais dans le tramway à Saint-Eugène. Il y avait un petit cireur. Tu sais comment c'est. Il y a le tramway et il y a le tampon. J'étais tout seul dans le wagon. C'était un moment creux. Il y avait juste un bonhomme, un monsieur, bien habillé, quoi, un Français. On voyait que c'était un européen. Le petit gosse, naturellement, trichait pour ne pas payer. Automatiquement il s'asseoit sur le tampon et fait toute la ligne comme ça. C'était un système démerde, un système pour faire le parcours. Il avait un petit béret sur la tête. J'étais dans le tramway et puis le receveur était loin. Et voilà que le Français le regarde et d'un seul coup — quand le tramway avait pris un bon élan, il était à mi-chemin — il lui a pris son béret au petit gosse et il lui a jeté son béret. Alors le gosse dit « pourquoi, monsieur ? » Et l'autre le regarde et il se met à rire d'un air de foutaise. Et le gosse lui dit « c'est pas gentil, monsieur, pourquoi vous me faites ça ? » L'autre ne lui répondait pas. Le gosse ça l'avait énervé et, avant que le tramway arrête, il avait préparé un gros glaviot dans sa bouche. Et il l'a regardé et puis juste au moment où le tramway allait s'arrêter, le gosse lui a envoyé le gros glaviot sur lui. Le type était furieux. Le gosse s'est sauvé et il a fallu qu'il fasse demi-tour pour aller chercher son béret. Le type s'essuyait et puis me regardait d'un sale œil. Il dit « s'il y en a un de sa race qui veut répondre, je suis là. » Mais moi, à cette époque, j'étais gosse et je savais que je ne pouvais pas répondre, parce que si je répondais il me foutrait des coups. Et comme c'était une personne assez forte, je me suis tu. Et puis j'ai tourné la tête, parce que quand je le regardais, avec le glaviot sur lui, j'avais un petit sourire. Donc je me suis retourné et puis je ne le considérais pas. Et deux stations après je suis descendu, parce que je n'en pouvais plus. Ça me révolutionnait et en même temps j'étais heureux que le gosse se soit vengé de cette façon là.

Et puis il y a un autre truc que j'ai vu. Vraiment le plus terrible. Vraiment le plus terrible, le plus cruel qui puisse exister sur la terre. C'est celui-ci. Car vraiment j'ai été foudroyé de voir un truc comme ça.

J'étais à Alger, à la place du Gouvernement. Tu sais, il y a beaucoup de petits cireurs chez nous, ça pullule, que s'il n'y a pas de cireurs, il y a des mendiants. Parce qu'il y a une misère formidable. Et les cireurs, ils ont une médaille, un numéro, une sorte de patente, quoi, qui leur est délivrée par la préfecture. Sans ça ils

ne peuvent pas exercer le métier de cireur. Ils avaient aussi des tarifs.

Donc les petits cireurs demandent : « cirer monsieur, cirer monsieur ? » Et il y avait là une sorte de capitaine et le gosse lui a mis la boîte sous les pieds. Le type s'est fait cirer les souliers. Le tarif était à cette époque là de 3 F ou cent sous, je ne pourrais pas dire exactement. Mettons qu'il était de cent sous. Alors le petit cireur finit et le capitaine sort son porte-monnaie et lui jette 2 ou 3 F. Et moi j'étais juste devant, le plus beau. Le petit dit « non, le prix c'est cent sous, plus le pourboire. » Parce qu'ils exigeaient un petit pourboire. Mais le capitaine lui répond « allez, va-t-en, tu en as assez comme ça ! » Alors le gosse lui dit « non monsieur, c'est le prix, vous ne payez pas le prix ». Alors l'autre se retourne et lui fout une calotte. Quand le gossse s'est vu comme ça — il avait une caisse en bois, avec deux lanières de cuir qui la tenaient — il a entortillé sa caisse après sa main, puis il s'est tourné vers lui et il a dit « mon capitaine ! » ; le capitaine s'est retourné, et le gosse lui a envoyé la caisse en pleine figure. Il lui a défiguré la figure. Il avait la figure tout en sang.

D'un seul coup tout le monde s'est attroupé. Il y a des gens qui ont arrêté le gosse et les flics sont venus et ils l'ont emmené. Je l'ai suivi jusqu'au commissariat. Et j'ai vu le pauvre gosse qu'ils ont emmené en tôle. La ça m'avait écœuré de voir ça. Et puis l'autre ils l'ont emmené au pharmacien se faire soigner.

Pour vivre à Alger, pour vivre en Algérie, il fallait vraiment avoir le cœur bien accroché. Et il fallait être tenace pour combattre l'esprit de ce colonialisme qu'il y avait — qu'il y a encore à l'heure actuelle — là-bas. C'est honteux des trucs comme ça, c'est formidable les trucs qui se passent.

Le monument aux morts

Au monument aux morts, chaque fois qu'il y avait le 14 juillet, je me posais des questions. Quand ils annonçaient « mort au champ d'honneur » — j'étais gosse à cette époque là — je voyais toujours le Dr Meziani, le père, qui pleurait. Alors je me demandais dans ma tête : pourquoi il y a ce Meziani qui pleure et qu'il n'y a pas d'autre Arabe qui pleure ? Et puis j'ai regardé sur le monument aux morts de Saint-Eugène. Il n'y avait pas un seul nom arabe. Il y avait juste le fils de Meziani. Et plus tard je me suis fait la remarque. Je me suis dit : ce Meziani, il doit être naturalisé français. Parce que moi, sur la carte d'identé que j'avais, c'était marqué « Français musulman, non naturalisé ». Et quand je suis retourné à Alger en 1951, on m'a refait une carte d'identité et c'était marqué « Français musulman » tout court. Même que j'avais demandé qu'on mette « non naturalisé » et qu'ils n'ont pas voulu.

Fanatisme et superstition

Même pour le fanatisme, la superstition, j'ai vu que c'était autorisé, agréé par le gouvernement français en Algérie. J'ai vu, square Nelson, des femmes qui allaient là, soi-disant que c'était

des sorciers — des conneries, quoi. Mais c'était agréé par le gouvernement. Il y avait des négresses là, qui tuaient des poulets, prenaient les entrailles et tout ce qui s'ensuit. Soi-disant que l'eau de la mer de cet endroit était bénie par le sorcier et les femmes allaient se laver là-dedans. Il y avait donc des femmes qui se foutaient à poil pour se laver là et simplement il y avait une autre femme qui les cachait avec un petit bout de voile de rien du tout. Un jour j'étais avec des copains et j'avais vu ça. D'ailleurs les copains et moi on avait commencé à rouspéter parce qu'il y avait des pêcheurs, là. Ils donnaient de bons coups d'œil. Enfin, ils se régalaient. Alors nous, on a commencé à incendier cette femme et les femmes qui faisaient brûler de l'encens et tout le bataclan. Eh bien ! mon vieux, il fallait qu'on courre, parce que les flics ils sont venus ; ils nous ont fait courir. C'était autorisé par le gouvernement.

C'est des trucs qu'on devrait supprimer. Parce qu'à l'heure actuelle ça existe encore. A la Casbah, je me rappelle, il y a une femme qui est une vraie saloperie, elle crée le fanatisme pour arriérer les gens encore plus, pour leur introduire le culte du fanatisme. Il fut un moment en 1944 où elle avait acheté une villa à Saint-Eugène. Je dirai franchement, ma mère je lui défendais d'y aller et elle y allait quand même. Ils étaient possédés par ce baratin bidon. On leur racontait un tas de choses, que d'ailleurs moi je ne faisais pas cas. Je gueulais même à ce sujet, parce que je disais : quoi, c'est honteux de faire des trucs comme ça, c'est honteux. On ne devrait pas autoriser tous ces trucs là, et puis ils l'ont fait. C'est autorisé.

Religion

— Au point de vue religion, toi, quand tu étais petit, est-ce que tu étais religieux ?

— C'est-à-dire que quand j'étais petit je ne suivais pas la religion. C'était à l'époque où je me suis mis à mon compte. Il y avait une espèce de vieux cinglé, et il m'a baratiné, il m'a mis dans l'idée de faire la religion. Alors moi je l'ai faite. D'ailleurs pendant deux semaines ou trois semaines, c'est tout. Et après, moi, j'ai vu que c'était du bidon.

D'ailleurs, d'un côté il y avait les resquilleurs, comme on les appelle chez nous. Et ils allaient prier. Une fois il y avait un mec. Je le connaissais, c'était un voleur. Et moi, je le dis franchement, j'avais un petit coup dans le pif, et je suis parti faire la prière bien que la religion le défende. C'était le vieux qui m'avait baratiné, quoi. Alors, quand je suis rentré dans la mosquée — tu sais comme on fait — je me déchausse, j'enlève mes souliers. Donc, je m'amène faire la prière. Le type, lui, il avait l'habitude de se mettre à côté des espadrilles et des chaussures. Je le connaissais. Et je commence à faire la prière. Il avait remarqué que j'avais un petit coup dans le pif. Alors il me dit : « tu n'as pas honte de venir faire la prière comme ça ? » Et moi je lui dis : « je préfère venir faire la prière comme ça — parce que nos ancêtres buvaient et de plus je n'étais pas saoul complètement — mais toi, quand tu viens

faire la prière, tu te mets à côté des espadrilles, comme ça tu piques les belles espadrilles et tu laisses les vieilles. » Alors moi, ça m'a écœuré, je me suis dit : moi j'ai compris. Je n'ai plus voulu faire la religion.

Une manifestation nationaliste non autorisée

J'ai donc vu tous ces trucs là, et j'avais aussi des copains qui parlaient de la liberté de l'Algérie et tout ce qui s'ensuit. Alors j'ai activé, vraiment j'ai activé. J'ai essayé de convaincre certains compatriotes pour essayer de défendre l'Algérie, la liberté de l'Algérie.

Alors là, je me rappelle d'une manifestation. C'était en 1941. C'était à la veille du Ramadan.

— Mais quel était le but de cette manifestation ?

— Ah ! ça, je ne pourrais pas dire.

— Mais c'était une des premières grandes manifestations ?

— Oh non ! Il y a eu une grande manifestation en 1933 et après il y en a eu plusieurs, mais moi je n'étais pas dans le coup. Mais celle dont je me rappelle c'était en 1941. C'était une manifestation, comme toutes les manifestations qu'on organise, pour le mécontentement et tout ce qui s'ensuit. A ce moment là c'était sous le P.P.A., quoi.

On avait préparé ça. Moi j'étais avec des copains, mais je ne savais absolument rien. Admettons que c'est aujourd'hui la fin du Ramadan. Le lendemain c'était fête. Alors vers le coup de quatre heures du matin, on est parti, on est allé dans les cafés. On disait aux jeunes : « allez, descendez ». Aux types qui étaient dans les cafés en train de jouer aux cartes ou aux dominos, on leur disait : « allez, decendez, allez manifester. » Et puis on est descendu et là, la police elle l'a eu dans le dos. Parce qu'on est descendu, on s'est groupé et on est passé à la nouvelle Mosquée. On était là en train de manifester. Il y avait un discours. Et voilà que le type qui dirige la Mosquée à commencé à crier. Alors moi j'étais devant lui et je lui ai donné un coup de poing, parce qu'il disait « ici c'est la Mosquée de la religion, c'est pas la Mosquée de la politique ». J'étais acharné, quoi. Et puis après on est parti, ça a été fini, on est remonté. Alors il y avait la police, ils ont chargé sur nous. Nous, on se défendait. C'était la grosse bagarre et tout ce qui s'ensuit. Moi, j'avais reçu un gros coup de gourdin sur le crâne. Et après, ça s'est arrêté.

Je continuais à fréquenter les copains. Je ne récoltais que les copains qui avaient évolué là-dedans. Quoi, des amis. Et je continuais à travailler aussi. Et c'est de là où j'ai commencé à m'apercevoir de l'injustice du gouvernement français envers les Algériens. Eux-mêmes nous rendaient révolutionnaires malgré eux. Et alors je discutais avec des Français. Très peu d'ailleurs, parce que je n'aimais pas beaucoup faire ces trucs là. Et quand je discutais avec eux j'essayais de leur lancer des piques, et tout ce qui s'ensuit. Mais ils me disaient « toi tu n'es pas comme les autres, tu es différent ». Moi-même je ne disais rien du tout, mais pourquoi pas

comme les autres ? Hein ? Parce que je me défendais mieux, je parlais mieux le français et tout ce qui s'ensuit ?

...et manifestation « autorisée »

Vers 1945 il y a eu une grande manifestation. Mais cette fois c'était autorisé par le Gouvernement. Ils avaient demandé l'autorisation et le Gouvernement l'avait accordée. Mais moi je n'étais pas dans le coup cette fois-ci. Parce qu'en 1941 la police m'avait recherché. Pendant cinq jours, j'avais été recherché et j'étais planqué. Il y avait aussi un copain qui était recherché, un très bon copain à moi. Puis après, on m'a dit que je pouvais me présenter. Alors je me suis présenté et je suis resté à peu près une heure là-dedans. Puis après, le copain s'est présenté lui aussi, parce qu'on lui avait dit qu'il fallait qu'il se présente. Mais lui, quand il s'est présenté, on l'a gardé. Et puis on l'a martyrisé : on lui a mis du courant électrique dans les parties, on l'a fait asseoir sur une bouteille. Depuis j'ai entendu dire qu'il était devenu un acharné.

Donc, en 1945, il y a eu une grande manifestation. Mais avec le copain on n'était pas dans le coup parce qu'on était marqué à l'encre rouge. Mais alors là j'ai vu, j'ai eu des copains qui sont morts. J'en ai vu un, plus particulièrement, au moment de mourir il a dit : « je meurs, mais c'est pour l'indépendance de l'Algérie, il y a rien à faire ». J'avais un autre copain aussi qui est mort. Parce que quand il y a eu la grande manifestation, elle était autorisée, mais ils les attendaient au coin de la rue d'Isly et de la rue Henri-Martin : là il y avait des voitures avec des mitrailleuses dessus. Et quand la foule a débouché là-dedans, ils ont commencé à faire un carnage. D'ailleurs ça a même été filmé par des journalistes américains. A ce propos d'ailleurs, si jamais je rencontre cet Albert Gros, je te jure qu'il comprendra sa douleur, parce qu'il s'est vanté, il a dit « oui, moi j'étais au deuxième étage et j'ai tiré sur la foule. »

A cette époque là, on ne pouvait rien faire, parce qu'on était bridé. J'avais aussi un copain à Saint-Eugène. Il avait cinq sœurs et il était seul qui travaillait pour sa famille, parce que son père était mort. Il était à peu près dans le même cas que moi. Lui, il a été tué aussi. J'avais pas mal de copains comme ça qui sont morts par cette manifestation.

Echappée

Avant cette histoire de la manifestation, j'avais vu une femme. C'était formidable. J'étais un soir chez ma tante et il y avait une femme qui était venue chez elle. Elle avait les talons des pieds tout gercés tellement qu'elle avait marché. C'était terrible. Ça venait de ce que des gendarmes étaient partis du côté de Tizi Ouzou, dans un petit village. Et naturellement, ils ont voulu violer une fille. C'est primordial ça, chez nous, manquer de respect comme ça. Alors ces gendarmes ont été tués.

Alors il y a eu des représailles. Les gendarmes sont venus. Ils ont encerclé le village et ils l'ont bombardé et ils y ont été avec des lance-flammes. Tous ceux qui étaient là-dedans, ils les ont brû-

lés. Ils ont brûlé le village, quoi. Ils ont saccagé tout ça, soi-disant pour donner une leçon au peuple. Et alors cette femme-là elle s'était évadée, elle a échappé et c'est elle qui nous a raconté l'histoire.

Vengeance

Mais la plus belle connerie qu'ils ont faite c'est d'oublier que malgré cette population qu'ils avaient massacrée, il y avait encore les enfants. Les enfants qui étaient encore sous les drapeaux, qui n'étaient pas démobilisés. Alors, un jour que j'étais rue de la Casbah, à Alger, j'ai vu un militaire, un Arabe habillé en militaire. On voyait qu'il descendait de la caserne. Mais alors là il était comme un fou acharné, un vrai enragé. Alors on l'entendait dire : « ils m'ont tué toute ma famille, mais je vais me venger, je vais me venger ». Et on l'a vu passer comme ça et puis d'un seul coup on a entendu une pétarade. Il avait fait un carnage lui aussi. Mais il est mort, il a été abattu. Il est mort, mais il s'est vengé du carnage qu'ils avaient fait dans le village. Parce que c'était certainement un type de ce village là, de la manière dont il était fou furieux.

Alors, automatiquement, on est obligé de se révolutionner, parce qu'il y avait des trucs que c'était honteux.

Allocations militaires

Il y en a un qui s'était passé à Saint-Eugène. Même qu'il s'agissait de mon frère. Il avait été mobilisé en 1939, il avait fait toute la guerre sur un bateau. C'était un marin. Quand il y a eu la capitulation, son bateau a rejoint l'Angleterre. Donc on ne l'a pas revu pendant deux années. Il était marié et sa femme vivait à la maison. Et on avait essayé de faire des démarches pour qu'elle touche des allocations militaires. C'était moi qui avais été à la mairie. Et ils m'ont répondu qu'ils n'avaient pas la preuve que mon frère était mobilisé. Je leur ai dit « mais il est sur tel et tel bateau ; c'est à vous de chercher. »

Il y avait autre chose aussi à ce propos. Les femmes musulmanes, dont le mari ou les enfants étaient mobilisés, touchaient 12 F par jour pour un soldat, et l'européen, lui, touchait 24 F par jour. Je ne vois pas pourquoi il y avait cette injustice.

Quand il y a eu le débarquement en 1942, mon frère est rentré à Alger. Mais sa femme n'a jamais pu toucher ses allocations familiales. Et ça a duré comme ça jusqu'à 1945. Alors mon frère s'est donné plein de coups de fourchette dans la jambe pour ne pas embarquer de nouveau. Il s'est présenté à l'Amirauté, on l'a gardé à l'hôpital et le bateau est parti. Comme il s'était donné des coups de fourchette dans la jambe, ils ont cru que c'était un chien qui l'avait mordu.

Et puis sa classe est venue. Il a été démobilisé. Il a continué à faire des démarches pour les allocations. Mais ils lui ont dit : c'est trop tard, vous êtes démobilisé. Ils lui ont donné juste la prime de 1 000 F. Alors mon frère leur a dit : « Je souhaite qu'il y ait une autre guerre, le premier qui viendra me demander, je le bute-

rai. » Et puis il a essayé de savoir comment ça se faisait que sa femme n'ait rien touché. Et après on a appris que c'était un Espagnol qui était à la mairie : il détournait les fonds des gens qui étaient mobilisés quand il voyait qu'ils ne savaient pas se défendre. Eh bien, ce type là il a été passé en jugement, mais il a attrapé trois mois de prison. Trois mois de prison, pas plus ! On n'a jamais plus entendu parler de lui.

Ça m'a écœuré de voir tout ça. C'est pour ça que je suis devenu acharné là-dessus. Moi, quand on parle maintenant de la France, quand on parle de ce qu'elle vaut, surtout là-bas en Algérie, je dis...

(*La fin dans le prochain numéro*).

Prolétariat et organisation

(suite et fin)*

Parallèlement à la dégénérescence bureaucratique, et nourri par elle, un primitivisme anti-organisationnel renaît constamment dans le mouvement ouvrier. Tout particulièrement dans la période actuelle, de façon symétrique à l'étendue et à la profondeur de la bureaucratisation des organisations et de la société, un véritable courant idéologique est apparu qui tire de l'expérience des quarante dernières années des conclusions dirigées en fait contre toute forme d'organisation.

La prémisse théorique de ces conclusions c'est l'identification de la bureaucratie et de l'organisation. Prémisse qui reste le plus souvent inconsciente, et c'est normal ; formulée clairement, elle conduirait immédiatement à se demander pourquoi l'organisation de la société par le prolétariat, pendant et après une révolution, ne serait-elle pas aussi vouée fatalement à la bureaucratisation (et, en fait, les gens qui depuis la révolution russe ont répondu par l'affirmative à cette question et ont abandonné la lutte ne se comptent plus). L'erreur cruciale de ce raisonnement, est qu'il pose l'organisation à part, qu'il en fait un facteur autonome de l'évolution historique. En réalité les organisations ne sont pas les seules à avoir dégénéré, on l'a vu (1) : l'idéologie révolutionnaire a également dégénéré, les formes de lutte de la classe ouvrière aussi. Ni l'organisation n'est un facteur autonome et originaire de la dégénérescence : les organisations n'auraient pas pu dégénérer si le prolétariat lui-même ne participait pas d'une certaine façon de cette évolution et ne continuait pas à appuyer les organisations bureaucratisées. La bureaucratisation n'est que la plus profonde des formes sous lesquelles s'exprime l'emprise continuée de la société capitaliste sur le prolétariat.

Il n'est donc pas étonnant que cette tendance anti-organisationnelle se soit exprimée dans *Socialisme ou Barbarie.* C'est Claude

---

* La première partie de ce texte a été publiée dans le N° 27 de **Socialisme ou Barbarie,** p. 53 à 88.

(1) Voir la première partie de ce texte dans le N° 27 de cette revue, en particulier p. 72-74.

Lefort qui, après quelques autres camarades (2), s'en est fait le porte-parole. En 1951, il formulait cette conception d'une manière qui voulait être conséquente jusqu'au bout (3). La tendance à s'organiser politiquement, disait-il en substance, n'appartient qu'à une phase du mouvement ouvrier ; bolchevisme et anti-bolchevisme (Lénine et Rosa Luxembourg), malgré leur opposition profonde, se rencontrent pour affirmer la nécessité d'une organisation de l'avant-garde et expriment une période historique désormais dépassée : « Il n'est donc pas seulement erroné mais *impossible* dans la période actuelle de constituer une organisation *quelconque* » (p. 26, souligné par nous). Il ne pourrait y avoir tout au plus qu'un regroupement spontané de l'avant-garde en période de révolution, « comme détachement provisoire purement conjoncturel du prolétariat » (p. 25). On ne devrait donc en aucune manière « se fixer pour tâche d'apporter à l'avant-garde un programme d'action à suivre, encore moins une organisation à rejoindre » (p. 26-27).

Cohérente jusqu'à ce point, cette conception cessait de l'être lorsqu'elle voulait aborder le problème des tâches des révolutionnaires ; elle est en effet inconciliable avec une activité révolutionnaire quelconque — *même* purement théorique. Lefort proposait que l'on continue *Socialisme ou Barbarie* comme revue théorique, « lieu de discussion et d'élaboration » (p. 28), mais ne prenait pas la peine d'expliquer en quoi le prolétariat avait besoin de revues théoriques en général et de *Socialisme ou Barbarie* en particulier. Si le processus révolutionnaire est cette maturation spontanée du prolétariat et de son avant-garde dans laquelle l'activité politique d'éléments organisés n'apparaît au mieux que comme un facteur de perturbation, la conclusion que le travail théorique est tout au plus un passe-temps privé des intellectuels en marge de l'histoire est inéluctable. Et les intellectuels confinés à ce travail ne peuvent que rester radicalement séparés des ouvriers : car, sous cette forme, la théorie n'a pas d'intérêt pour les ouvriers, ni, surtout, ne leur offre une possibilité quelconque de participation. Que la théorie élaborée par les intellectuels dans ces conditions n'aurait de révolutionnaire que le nom, c'est aussi évident : des spécialistes séparés du prolétariat et discutant d'une théorie sans lien quelconque avec une pratique sociale se livrent à une activité de type bourgeois et leur éventuelle intention de voir les choses « avec les yeux des ouvriers » ne suffit pas à modifier leur rétine. Extérieurs au prolétariat et à son action, ils ne pourraient produire qu'une spéculation qui lui serait étrangère et qui reproduirait finalement des idées bourgeoises.

Cette position était en fait intenable pour qui voulait maintenir un degré quelconque d'activité politique, et Lefort, qui avait

(2) Voir « Le parti révolutionnaire » dans le N° 2 de cette revue, p. 95-108. Lefort avait voté à l'époque cette résolution.

(3) Voir le texte « Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire » dans le N° 10 de cette revue, p. 18-27, dont sont tirées les quatre citations qui suivent.

quitté *Socialisme ou Barbarie* en 1951, y revenait après un certain temps. Comme il dit aujourd'hui, « l'activité révolutionnaire, collective et cherchant toujours plus à l'être, implique nécessairement une certaine organisation. » Cela lui paraît tellement évident, qu'il ajoute aussitôt : « De cela, personne n'a jamais disconvenu, ni ne disconvient » (p. 120) (4) oubliant qu'il en avait violemment disconvenu dans le temps.

Les faits se chargèrent cependant de prouver qu'un accord vague sur la nécessité « d'une certaine organisation » était absolument insuffisant pour fonder une activité collective. En revenant à *Socialisme ou Barbarie,* Lefort essayait de concilier sa participation avec son vieux postulat identifiant l'organisation à la bureaucratie, par des attitudes qui revenaient en fait à ceci : l'organisation doit être organisation le moins possible, l'action doit être action le moins possible, l'idéologie même doit être idéologie le moins possible. L'histoire des frictions et des conflits perpétuellement renouvelés qui en résultèrent ne peut pas être retracée ici. Disons seulement qu'aux yeux des camarades qui ne partageaient pas ces positions, l'attitude de Lefort, Berthier et quelques autres est apparue de plus en plus comme une tentative de châtrer le plus possible l'activité de *Socialisme ou Barbarie* aux fins de prévention anti-bureaucratique.

Les événements du 13 mai ont posé les problèmes de façon telle qu'il devenait impossible de les esquiver plus longtemps. Devant la perspective d'une crise sociale, beaucoup de lecteurs et de sympathisants venaient à *Socialisme ou Barbarie* pour travailler avec nous. Comment pouvait-on travailler tous ensemble, comment pouvait-on s'organiser ? Deux conceptions se sont immédiatement affrontées.

Pour la majorité de *Socialisme ou Barbarie,* une organisation était impossible sans l'adoption d'un certain nombre de principes. Il fallait savoir qui était considéré comme membre de l'organisation ; si le nombre des participants imposait une répartition en groupes, il était nécessaire de maintenir la cohésion de l'ensemble d'un côté par des Assemblées générales fréquentes et souveraines, d'autre part, dans les intervalles, par un organe responsable formé par des délégués élus et révocables des groupes de base ; enfin les divergences qui pouvaient surgir devraient être tranchées par des votes et les décisions appliquées par tous, la minorité restant libre d'exprimer publiquement son désaccord.

Pour Lefort, Berthier et quelques autres camarades, les frontières d'une organisation devaient être « délibérément imprécises »; les groupes formant l'organisation agiraient chacun comme ils l'entendaient ; les décisions prises en commun, plus exactement les votes, ne seraient pas obligatoires pour la minorité qui pour-

---

(4) Claude Lefort, **Organisation et parti,** dans le N° 26 de cette revue, p. 120-134. Toutes les citations faites dans la suite du texte sont tirées de cet article, les chiffres entre parenthèses indiquant la page.

rait agir d'après ses idées. Le problème de l'unité et de la coordination de l'activité de l'organisation n'était même pas posé, les seules tâches « centrales » envisagées étant considérées et présentées comme des tâches techniques, et pour le reste appel étant fait à la « coopération spontanée » des camarades.

Il était clair qu'aucune solution à 50 % n'était dès lors possible. Lefort et ceux qui pensent comme lui ont quitté *Socialisme ou Barbarie* et c'est là la seule solution raisonnable dont tout le monde, eux comme nous, doit se féliciter. Chacun peut désormais appliquer sans entrave ses principes et voir ce qu'ils valent dans la pratique. Nous prétendons, quant à nous, qu'avec les principes et les méthodes de Lefort il ne peut se construire ni exister aucune espèce d'organisation — ni « souple », comme il dit, ni rigide, ni cristalline, ni gazeuse. Tout ce qui peut exister c'est un groupe de discussion qui pourra vivre — c'est-à-dire discuter — aussi longtemps que ses dimensions resteront réduites. Mais si ce groupe voulait passer à une véritable activité, ou même s'il venait simplement à s'étendre, il lui serait impossible de ne pas éclater, ceux qui prennent au sérieux ses principes s'opposant à ceux qui prennent au sérieux l'idée d'une activité, et celle-ci étant incompatible avec ceux-là.

Il est en effet impossible qu'une organisation, « souple » ou non, s'étende si elle ne développe pas une activité réelle. Les gens, et en particulier les ouvriers, ne participent pas régulièrement à une organisation s'il s'agit simplement de discuter et de s' « informer » réciproquement, mais seulement s'il s'agit de *faire* quelque chose qui leur paraît assez important pour lui sacrifier une part des maigres loisirs que leur laisse l'exploitation capitaliste. Et il est impossible qu'une activité réelle et efficace, c'est-à-dire cohérente, se développe sans un minimum d'homogénéité idéologique et de discipline collective. Cela implique une définition claire des idées, des buts et des moyens — c'est-à-dire un programme ; une manière de résoudre dans la pratique les divergences pouvant surgir au cours d'une action — c'est-à-dire l'acceptation du principe majoritaire ; ces deux points entraînent la nécessité de définir ceux qui participent à l'organisation. Enfin, il est impossible qu'une organisation se développe, sans rencontrer et sans être obligée de résoudre dans la pratique le problème de la centralisation.

C'est sur ces points que portent nos divergences avec Lefort — et non pas sur le point de savoir si l'organisation révolutionnaire doit être une « direction » du prolétariat. Et il est caractéristique que celui-ci a choisi de discuter ce dernier point dans le texte publié dans le dernier numéro de la Revue, et non pas les divergences réelles. Ce n'est peut-être pas pour créer une diversion ; mais c'est en tout cas parce que Lefort et ses camarades ont décidé que ces problèmes n'existent pas — et qu'ils ont simplement choisi de ne pas les envisager. Il est inutile d'épiloguer sur cette attitude, qui nous paraît purement négative et stérile. Ce qui est important, par contre, c'est de discuter les positions

théoriques qu'ils sont amenés à prendre et qui conduisent bien au delà des divergences sur le problème de l'organisation.

L'EXPERIENCE DU TROTSKISME

Lefort fait appel, pour introduire ses positions, à une analyse de l'expérience du trotskisme. Cette analyse est cependant à la fois incomplète et ambiguë. Incomplète, car les phénomènes de bureaucratisation existant à l'échelle de la petite organisation trotskiste — et que le groupe *Socialisme ou Barbarie* avait dénoncés lorsqu'il a rompu avec le trotskisme (5) — ne découlent pas simplement de ce que le P.C.I. avait décidé d'être « le parti du prolétariat, sa *direction* irremplaçable ». Plus exactement, cette idée elle-même n'exprimait qu'un des aspects de la réalité sociale et historique du trotskisme. Ambiguë, car de la façon dont elle est menée par Lefort, elle semble conduire à la conclusion qu'il est presque impossible de constituer une organisation sans que celle-ci se bureaucratise.

Si l'on se donne la peine de faire une analyse de l'expérience du trotskisme, alors il faut la faire vraiment, et la faire sur le double plan sociologique et historique. Une analyse sociologique ne peut pas se borner à décrire les similarités de comportement des militants trotskistes et les déduire, comme essaie de le faire Lefort, de leur désir de se poser en direction du prolétariat. Il est utile de montrer ici, brièvement, les autres aspects qu'une telle analyse devrait embrasser, car ils sont tous importants pour la discussion du problème de l'organisation révolutionnaire dans l'avenir.

Le premier aspect, c'est le *type de travail* que les militants étaient censés accomplir et qu'ils accomplissaient tant bien que mal. Ils devaient d'abord s'initier à une théorie abstraite, qui n'était reliée à leur expérience courante que par ses conséquences les plus éloignées, et qui était devenue un dogme au sens fort du terme : formulée une fois pour toutes par Marx, Engels, Lénine et Trotsky, elle possédait ses interprètes authentiques en la personne des dirigeants du parti et de la IV[e] Internationale. Deuxièmement, les militants devaient comprendre que cette « théorie » aboutissait nécessairement à des mots d'ordre, types d'action et formes de lutte codifiés une fois pour toutes (dans le « Programme de transition ») et valant pour toute la période historique à venir. La seule question qui se posait à cet égard était de savoir si la « situation objective » était du type A, appelant les mots d'ordre a, b et c, ou bien du type B, impliquant les mots d'ordre x, y et z. Les discussions dans l'organisation se réduisaient donc pour l'essentiel à ces « appréciations de la situation », auxquelles les militants ne pouvaient contribuer qu'en « prenant la température des ouvriers dans les usines » ; encore ce qu'ils disaient ne servait

(5) Voir dans le N° 1 de cette revue la **Lettre ouverte aux militants du P. C. I. et de la « IV[e] Internationale »**, en particulier, p. 100-101.

que de monnaie d'appoint dans l'argumentation des leaders, qui, à partir de leur « savoir » économique et politique, décidaient si le capitalisme était en crise ou non, si l'on traversait une phase de « montée » ou de « recul ». Troisièmement, et surtout, le travail des militants consistait à propager dans leur milieu les mots d'ordre du parti. Ils atteignaient leur objectif ultime lorsqu'ils réussissaient à les faire adopter, tels quels ou légèrement modifiés, par une action syndicale ou un comité de grève.

Le militant trotskiste était donc, par la nature même de son travail, un *exécutant politique*. Il avait à absorber et à diffuser certaines idées fixées une fois pour toutes par d'autres (vivants ou morts, peu importe). Et c'est là que se trouvait la racine de son aliénation politique.

Mais cette constatation serait complètement insuffisante si elle laissait de côté le *contenu* de ces idées. Il est impossible d'envisager sérieusement le problème du trotskisme en mettant entre parenthèses, comme le fait Lefort, son idéologie. Ce qui importe à cet égard n'est pas tellement que celle-ci ait été « fausse », mais la manière dont elle l'était, son sens, son caractère social. Elle revenait, dans la pratique, à affirmer que le socialisme implique seulement certaines transformations objectives des structures sociales (nationalisation, planification, etc.). Les immenses leçons de la dégénérescence de la révolution russe étaient passées sous silence, la dégénérescence n'était qu'un accident, le bolchevisme n'y avait joué aucun rôle. La critique de la bureaucratie restait complètement superficielle (6), l'idée de l'action autonome de la classe ouvrière absolument ignorée, la notion de gestion ouvrière accueillie par des ricanements (7).

Les militants étaient donc recrutés et « éduqués » à partir d'une idéologie qui ne critiquait les aspects les plus extérieurs du phénomène bureaucratique (« trahison » et « erreurs » de Staline, du P.C. et du P.S.) que pour mieux en préserver la substance.

Cette idéologie était en relation profonde avec les *motivations* des militants trotskistes, que l'on ne peut comprendre sans consi-

---

(6) Les trotskistes sont même revenus en arrière de la critique de la bureaucratie faite par Trotsky. Frank allait jusqu'à écrire en 1947, dans le Bulletin intérieur, qu'une certaine bureaucratie serait nécessaire en tout cas pendant la première phase de l'existence d'un état ouvrier (nous citons de mémoire).

(7) Certes, une contradiction subsistait à cet égard dans le trotskisme, écho affaibli de la contradiction fondamentale du bolchevisme. Quand il s'agissait de polémiquer contre les « droitiers », les « vrais » trotskistes déterraient volontiers la phrase de Lénine sur les masses qui sont cent fois plus à gauche que le parti (quoique dans leur bouche, elle n'était plus que l'expression d'une hystérie agitatoire permanente ni plus ni moins révolutionnaire que l'opportunisme organique de Craipeau) ; en accusant les staliniens de bureaucratisme, ils réclamaient la démocratie soviétique, etc. Mais ces côtés restaient purement formels et thèmes à exercices oratoires : c'était le côté romantique, l'habit du jour de fête. Les affaires sérieuses de la politique, telles que les entendaient les trotskistes, c'était autre chose.

dérer l'origine du recrutement trotskiste. Dans le cas typique, le militant trotskiste venait d'une organisation traditionnelle (le plus souvent du P.C.) avec laquelle il avait rompu en fonction d'une critique des aspects les plus extérieurs de sa politique : nationalisme de la « Résistance », Front Populaire ou gouvernement triparti, attitude opportuniste ou extrémiste face aux luttes ouvrières. Le stalinisme lui paraissait une réédition du réformisme, celui-ci une simple « trahison », le problème de la bureaucratie restait ignoré. Certes, cette critique de la politique des organisations traditionnelles *aurait pu et dû* devenir le point de départ d'une critique beaucoup plus profonde, conduisant à son tour à une nouvelle définition du programme socialiste ; mais, rencontrant l'idéologie trotskiste, elle se saturait à faux et avortait. Le militant venant au trotskisme apprenait que « le prolétariat a cessé de se développer en nombre et en culture » et que « la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire » (8). Le processus révolutionnaire était donc vu indépendamment du développement continu du prolétariat et de sa conscience. La seule chose qui manquait était une direction révolutionnaire, la seule tâche des militants était de la construire. L'humanité ne serait sauvée de la barbarie que si une direction capable de prendre la relève de celles qui avaient « trahi » était constituée « à temps », et le militant qui prenait sur ses épaules cette tâche énorme se classait nécessairement à part, devenait membre d'une nouvelle élite.

Dans ces conditions, n'importe quelle « démocratie » organisationnelle ne pouvait être qu'une coquille vide. Les trotskistes appliquaient le « centralisme démocratique » léniniste, qui comme on l'a vu, crée fatalement une division entre dirigeants et exécutants (9) ; mais même une démocratie soviétique dans le P.C.I., si elle y avait été concevable, se serait rapidement transformée en son contraire. Car c'est la *nature* et le *type de travail* effectué par l'organisation qui réduisait la majorité des militants à des simples exécutants de décisions prises par d'autres, qui les excluait de toute participation effective à la direction de l'organisation ; c'est son *idéologie* qui fournissait à cet état de choses une justification solennelle, plus même, le faisait voir comme le seul concevable. La conception du parti comme direction de la classe ouvrière était bien entendu partie intégrante de cette idéologie ; encore faut-il ajouter, si l'on veut respecter les faits, que *dans la pratique* cette conception n'a joué qu'un rôle minime. Le travail des militants, leur idéologie inconsciemment bureaucratique étaient des réalités ; leur aspiration à diriger le prolétariat n'a jamais dépassé le stade du désir.

Pour finir, l'analyse « sociologique » la plus étendue du trotskisme resterait abstraite si elle n'insérait pas le phénomène du trotskisme dans un développement historique. Le destin du

---

(8) **Programme de transition de la IV^e^ Internationale.**

(9) Voir la première partie de ce texte dans le N° 27 de cette revue, p. 68-69.

trotskisme, indépendamment des idées, des intentions et des statuts, était tracé d'avance par le contexte historique dans lequel il était né et avait grandi, ou plutôt végété. Comme on l'a dit ailleurs, le trotskisme n'a été qu'une vaine tentative de restaurer le bolchevisme de la période héroïque à un moment où celui-ci ne pouvait plus avoir de base dans l'histoire réelle. Le trotskisme n'a été qu'un dernier écho des grands mouvements de 1905-1923, avec toutes leurs contradictions et leurs côtés négatifs et sans un seul germe de renouveau. Il n'essayait pas simplement d'être un « parti », mais un parti d'un type bien défini — le type léniniste —, s'attribuant certaines fonctions et pas d'autres, concevant son travail d'une certaine façon et pas d'une autre, le tout en liaison indissoluble avec une idéologie donnée. La « bureaucratisation » (10) du trotskisme, comme aussi son échec, ne peuvent se comprendre qu'à partir de cette situation globale, elle-même produit d'une phase historique déterminée. Phase où ces conceptions et ces comportements avaient prédominé, où ils s'étaient progressivement dégradés jusqu'au stalinisme, où enfin, en réaction contre celui-ci mais se situant sur le même terrain, un noyau qui avait voulu restaurer et maintenir dans sa pureté originelle la flamme contradictoire du bolchevisme, se rencontrait avec un mince courant d'ouvriers et de militants dégoûtés des vieilles organisations et végétait en marge de l'expérience historique.

LES CONCLUSIONS POSITIVES DE LA CRITIQUE DE LA BUREAUCRATIE

Il était nécessaire de s'étendre sur la critique de l'expérience du trotskisme, car elle permet de concrétiser sur un exemple réel, bien que réduit, l'analyse de la bureaucratisation faite dans la première partie de ce texte (11). Mais elle permet également de mieux comprendre les principes positifs que nous tirons de la critique de toute une phase du mouvement ouvrier et qu'il faut résumer ici brièvement.

Une période historique s'achève, avec une expérience immense du prolétariat sur la bureaucratie considérée du point de vue le plus profond : non pas comme direction qui se trompe ou trahit, mais comme couche exploiteuse qui peut surgir du mouvement ouvrier lui-même. Dans la période qui s'ouvre, le prolétariat ne pourra lutter pour la réalisation de ces objectifs qu'en lutttant en même temps contre la bureaucratie. Cette lutte fera surgir d'innombrables besoins, pratiques et idéologiques, auxquels seule une organisation révolutionnaire peut répondre. Cette organisation ne pourra se constituer qu'avec des ouvriers et des militants qui ont fait l'expérience de la bureaucratie, ou avec des jeunes qui la rejettent d'emblée comme une forme de la société établie, et ne

---

(10) Nous mettons le mot entre guillemets parce qu'il ne faut pas non plus exagérer. Au demeurant, n'est pas bureaucrate qui veut.

(11) N° 27 de cette revue, p. 63 à 72.

pourra recruter que parmi eux. Sa fonction sera d'être un instrument du prolétariat dans sa lutte, non pas sa direction. Cette organisation aura une conception de la théorie révolutionnaire radicalement opposée non seulement à celle du trotskisme mais encore à celle qui a prédominé depuis un siècle. Elle rejettera catégoriquement l'idée d'une « science de la société et de la révolution » élaborée par des spécialistes et dont découleraient des conclusions pratiques « correctes », une politique qui ne serait qu'une technique. Elle développera la théorie révolutionnaire en premier lieu à partir de l'expérience et de l'action du prolétariat, qui lui fournira non pas le matériel d'observation ou des exemples de vérification, mais les principes les plus profonds. Par conséquent, les militants ne seront plus les exécutants par rapport à une idéologie définie en dehors d'eux, sur des bases et d'après des méthodes qui leur sont étrangères. Sans la participation active et dominante des travailleurs qui y adhèrent, l'organisation ne pourra jamais définir ni une idéologie, ni un programme, ni une activité révolutionnaire.

La première tâche des militants sera donc d'exprimer leur propre expérience et celle de leur milieu ; le travail de l'organisation consistera en premier lieu à formuler cette expérience et à la diffuser, à en dégager ce qui possède une valeur universelle et à élaborer une conception globale cohérente. Il consistera en même temps à amener à l'expression l'expérience du plus grand nombre possible d'ouvriers, à donner la parole aux travailleurs, à permettre la diffusion et la communication des exemples de lutte, des opinions, des idées dans le prolétariat. Le problème des rapports entre les individus au sein de l'organisation se posera ainsi de façon totalement nouvelle. Il n'y aura plus de base, ni économique ni dans la « production » (c'est-à-dire dans l'activité de l'organisatiton, dans le type de travail qu'elle accomplit) pour qu'une catégorie d'individus devienne une couche de dirigeants séparés et inamovibles. Les gens seront venus à l'organisation parce qu'ils pensent, non pas qu'il ne « doit » pas y avoir des dirigeants à part, mais qu'il n'y a pas de *fonction* spécifique pour de tels dirigeants ; et ils y seront venus pour faire un travail qui postule explicitement l'importance égale de ce que tout le monde a à dire. La structure de l'organisation exprimera organiquement son orientation et ses conceptions ; elle sera telle que la participation et la prédominance de l'ensemble des militants non seulement s'exprime dans les « statuts » mais soit rendue possible et facilitée par ceux-ci ; elle ne pourra donc être qu'une structure de type soviétique, s'inspirant des modes d'organisation créés par le prolétariat au cours de son histoire : autonomie la plus large possible des organismes de base dans la détermination de leur propre travail ; détermination de l'orientation générale de l'organisation par des méthodes de démocratie directe et, à défaut, par des délégués élus et révocables ; expression libre des militants et des tendances à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation.

Ces conceptions, élaborées à partir de la critique de l'histoire

du mouvement ouvrier et des théories qui l'ont dominée, constituent à la fois une réponse au problème des tâches des révolutionnaires dans la période actuelle, de leur rapport avec le prolétariat, de leur mode d'organisation, et un rejet radical des thèses traditionnelles (et non seulement léninistes) sur le parti. Elles ont été formulées dans la revue (12) et à l'intérieur de *Socialisme ou Barbarie* depuis des années. Lefort choisit de les ignorer, d'en présenter quelques bribes comme « amendements » et « correctifs » apportés à la conception léniniste, de polémiquer avec trois ou quatre phrases d'anciens textes détachées de ce qui les a précédées, entourées et suivies, et de réfuter... le *Que Faire.* On se passera de qualifier le procédé. Mais il est nécessaire d'en dévoiler la logique, voulue ou non : réfuter pour la millième fois, et après tant d'autres, Lénine, permet d'esquiver les problèmes actuels, et masque l'absence de réponses aux vrais questions qu'affrontent aujourd'hui les révolutionnaires et le prolétariat. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les propositions « positives » auxquelles aboutit Lefort.

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA PERIODE ACTUELLE

La définition de ces tâches, d'après Lefort, doit prendre son point de départ dans la distinction de deux catégories d'éléments « actifs » dans ce qu'il est convenu d'appeler l'avant-garde : « Parmi ces éléments actifs, certains — et de loin les plus nombreux — tendent à se rassembler au sein des entreprises, sans chercher d'abord à étendre leur action à une plus vaste échelle. Ceux-là trouvent spontanément la forme de leur travail : ils font un petit journal local, ou un bulletin, militent dans une opposition syndicale ou composent un petit groupe de lutte. » (p. 132-133). D'autres éprouvent le besoin d'une action plus large et parmi ceux-ci de nombreux camarades qui se trouvent en dehors des entreprises ; l'action de ces derniers « ne peut avoir d'autre objectif que de soutenir, d'amplifier, de clarifier celle que mènent les groupes d'entreprise » (p. 133).

On pourrait se demander si ces gens qui se rassemblent au sein des entreprises doivent s'y confiner. Le caractère positif de ce travail, lui vient-il de ce que ces militants ne cherchent pas « d'abord à étendre leur action » ? Ce « d'abord », que signi-

---

(12) Les textes **Sur le contenu du socialisme** (dont la première partie a paru dans le N° 17 de cette revue, datée de juillet 1955, et la suite dans les N°s 22 et 23), **La révolution prolétarienne contre la bureaucratie** (N° 20), **Bilan, perspectives, tâches** (N° 21, en particulier p. 10 à 12), **La voie polonaise de la bureaucratisation** (N° 21), **Perspectives de la crise française** (N° 25, en particulier p. 64-65) suffisent amplement à montrer que la discussion sur le parti en tant que « direction » n'avait plus depuis longtemps d'objet et que Lefort, pour des raisons qu'il est seul à connaître, polémique avec des conceptions dépassées par leurs auteurs.

fie-t-il ? Une perspective d'approfondissement et d'extension lui est-elle nécessaire — ou nuisible ? Mais la question n'est même pas là.

Premièrement, il faut dire carrément que cette distinction relève de la mythologie. Des « petits groupes de luttte », autres qu'occasionnels, il n'en existe pas et s'il en existait, Lefort pas plus que nous n'en saurait, par définition, rien. Deuxièmement, les « petits journaux locaux ou bulletins » qui existent en France peuvent être comptés sur les doigts d'une main. Troisièmement, et c'est le plus important, ces journaux ou bulletins ont toujours été fondés par des militants ouvriers politiques, qui avaient appartenu et, la plupart du temps, continuaient à appartenir à des organisations ou groupes d'extrême gauche. Que ces militants aient voulu faire de ces journaux des organes d'expression autonome des travailleurs et non des instruments de leur propre organisation, et qu'ils y aient souvent réussi, est très important, capital même — mais va complètement à l'encontre de ce que veut montrer Lefort. Car cela prouve que ce mouvement, encore embryonnaire, n'est pas parti « des entreprises » mais des militants parmi ceux qui « éprouvent le besoin d'élargir leurs horizons » etc. — et que cela ne l'a pas pour autant empêché de se transformer en noyaux réels *dans* les entreprises.

On a discuté pendant longtemps dans *Socialisme ou Barbarie* du problème des « Comités de lutte », en englobant sous cette dénomination toute tentative de regroupement autonome dans les entreprises venant de noyaux minoritaires et indépendants des organisations politiques. On s'est en particulier demandé si, *en dehors d'une période de lutte ouverte,* de tels regroupements pouvaient maintenir une activité permanente. C'est là un problème que la bureaucratisation de plus en plus complète des syndicats rend capital dans la période présente : une organisation des travailleurs sur une base de classe, même minoritaire, embryonnaire et presque informelle, peut-elle exister de façon permanente sous le régime d'exploitation ?

La conclusion d'une expérience de douze ans en France, qui commence avec le Comité de lutte de 1947 chez Renault, est claire et nette : les embryons d'organisation autonome qui ont pu exister ne se sont pas maintenus en dehors des périodes de lutte — sauf dans les cas où ils ont pris un caractère quasi « politique », c'est-à-dire où les participants ont été amenés à clarifier leurs idées sur des problèmes dépassant de loin ceux de l' « entreprise » et où ils se sont sentis engagés comme militants dans une tâche permanente. Et dans ces cas ils ont toujours cherché, à l'encontre de ce que dit Lefort, à étendre leur action à une échelle plus vaste (13).

Y aura-t-il dans l'avenir de tels regroupements formés

---

(13) C'est à cette expérience que correspond la phrase du texte du N° 10 de **S. ou B.** (p. 16) citée par Lefort : « ...En ce sens, la distinction entre comités de lutte et parti (ou toute autre forme d'organisation

« spontanément », c'est-à-dire en dehors d'une action de militants ? On l'ignore — et la question importe peu. Ce que l'on sait et ce qui seul intéresse est ceci : il y en aura certainement si des militants aux idées claires essaient de les constituer et en font des instruments des travailleurs et non des appendices de leur organisation ; ils se maintiendront, si de tels militants les maintiennent, et s'ils forment autour d'eux des gens comme eux et meilleurs qu'eux. Il y a même fort à parier qu'il n'y en aura qu'à cette condition, pour une raison qui devrait être évidente. Qui peut entreprendre et continuer un tel travail à travers les hauts et les bas, les succès et les défaites, à l'encontre des circonstances et du climat onze mois sur douze défavorables ? Seuls des individus à qui une idéologie devenue chair de leur chair permet de résister aux événements, de les interpréter, de les placer dans une perspective et de savoir que, même si pour l'instant ils sont isolés, ils appartiennent à quelque chose d'infiniment plus vaste et plus puissant qu'eux-mêmes (14).

Le processus décrit par Lefort est donc purement imaginaire et inventé pour les besoins de sa théorie. Il n'y a pas, en France, des éléments « de loin les plus nombreux » qui tendent à se rassembler au sein des entreprises en se distinguant des autres qui « élargissent leurs horizons ». Il y a un besoin *objectif* énorme de la classe ouvrière de constituer des organismes autonomes de lutte ; et il y a le fait que les seuls qui soient des partisans fermes de tels organismes et résolus à mener le travail nécessaire pour qu'ils se réalisent, sont quelques militants politiques aux idées bien claires.

Quelle est donc l'action de ces derniers d'après Lefort ? Ils ne doivent pas « avoir d'autre objectif que de soutenir, d'amplifier, de clarifier celle que mènent les militants ou les groupes d'entreprise » (p. 133). Supposons que ces derniers existent ; que signifie amplifier et *clarifier* leur action ? Il s'agit, dit Lefort,

---

minoritaire de l'avant-garde ouvrière) concerne exclusivement le degré de clarification et d'organisation et rien d'autre ». Comme le montre ce qui la précède, elle signifie que, sous le régime d'exploitation, de tels comités (dans la mesure où ils se veulent permanents) ne peuvent être que des organismes semi ou quasi-politiques, qu'il ne peut plus y avoir, comme par le passé, des regroupements uniquement « économiques », « revendicatifs » ou « syndicaux » se situant sur une base de classe. Déjà la **critique** des syndicats elle-même ne peut pas se faire en dehors d'une conception plus générale du rôle des syndicats dans la société actuelle, donc aussi de la bureaucratie — bref, sans un important degré de clarification idéologique. Pour se battre sur le terrain revendicatif, voulait-on dire, les ouvriers conscients sont obligés de dépasser le revendicatif. Lefort comprend ce raisonnement comme « une tentative de subordonner les comités de lutte du parti. »

(14) Ce que Lefort ne voit pas, c'est qu'un militant menant une action **permanente** dans une entreprise et n'essayant pas de l'universaliser et de l'approfondir est une absurdité psychologique. C'est un personnage sans cohérence et sans logique interne, inventé par un mauvais romancier.

« d'apporter à ceux-ci des informations dont ils ne disposent pas, des connaissances qui ne peuvent être obtenues que par un travail collectif mené hors des entreprises » (ib.). Quelles informations, quelles connaissances ? Sur quel sujet, dans quelle optique, choisies d'après quels critères ? A moins de tomber dans le panneau de l'information « objective » et de l'éducation du peuple, il est clair que rien de tout cela n'est possible sans une idéologie cohérente. Et ici il n'y a qu'un choix : ou bien on cachera cette idéologie — ce qui revient objectivement à tromper les gens sur la marchandise qu'on leur vend ; ou bien on la formulera clairement — et qu'est-ce qui la distingue alors du « programme » tant abhorré et qui, à en croire Lefort, est à l'origine de l'aliénation politique dans les organisations révolutionnaires ? Car l'idéologie dont il s'agit n'est pas une pure théorie ; c'est une idéologie sociale, dont il découle nécessairement des conséquences pratiques. Quel en sera le rapport avec les « militants dans les entreprises » ?

La question qui se pose ici nécessairement est celle du *programme* de l'organisation, et on y reviendra plus loin. Pour l'instant, il suffit de se demander pourquoi les gens qui appartiennent à l'organisation voulue par Lefort vont là plutôt qu'ailleurs ou nulle part. Lefort dit « en fonction d'un accord idéologique profond ». C'est encore une fois remplacer les idées par des adjectifs : un accord profond, des tâches modestes, une organisation souple — et vouloir faire disparaître le volume des problèmes en jouant sur les coloris. Sur quoi porte cet accord idéologique ? Probablement sur « l'idée que les travailleurs, s'ils veulent se défendre, seront mis en demeure de prendre eux-mêmes leur sort entre leurs mains, de s'organiser eux-mêmes à l'échelle de la société, et c'est cela le socialisme » (p. 132). Parfait. Cette idée, dit même Lefort, on doit s'employer à la propager. Cette propagation ou propagande, comme on voudra, n'est du reste pas prise très au sérieux, car rien ne la concrétise dans les tâches pratiques proposées par la suite (ce n'est certes pas propager l'idée d'autonomie que de diffuser des informations et des connaissances, ni mener des enquêtes sur l'expérience de vie et de travail dans les entreprises).

Mais si l'idée d'autonomie est prise au sérieux, on se demandera inévitablement comment il faut s'y prendre pour la propager. Faut-il la répéter sous la forme abstraite d'une idée régulatrice — ou bien montrer dans chaque cas concret ce qu'elle signifie ? N'implique-t-elle pas, par exemple, que dans une grève revendicative les travailleurs doivent agir d'une certaine façon et non d'une autre — élire un comité de grève révocable, tenir des assemblées générales, etc., au lieu de confier leur grève à la bureaucratie syndicale ? Cela, l'organisation doit-elle le dire à chaque occasion, ou non ? Qu'elle ne doive pas le faire de façon artificielle, c'est bien entendu ; mais précisément, pour le faire de façon non artificielle, ne doit-elle pas être reliée à la classe ouvrière, comporter le plus grand nombre possible de travailleurs ? Ces travail-

leurs, pourquoi y viendront-ils, s'ils ne voient pas dans l'organisation un instrument essentiel de leur action ?

Et de cette idée de l'autonomie, ne découle-t-il pas une foule de conséquences, directes et indirectes ? Faut-il les cacher ? Une foule de problèmes aussi, que les travailleurs se posent de façon très précise ? Faut-il les taire ? N'en découle-t-il pas, par exemple, de façon certaine quoique indirecte, que les travailleurs doivent lutter contre la hiérarchie et par conséquent mettre en avant des revendications d'augmentation uniforme des salaires ? Cela, l'organisation doit-elle le répéter inlassablement, ou non ? Et qu'on ne dise pas que, ce faisant, l'organisation « ne fait que » reprendre des revendications qui ont surgi dans le prolétariat lui-même. Cela nous l'avons dit longuement — mais nous n'avons jamais oublié que la classe ouvrière a mis en avant aussi des revendications contraires : les grèves catégorielles, par exemple, n'ont jamais cessé d'exister. L'organisation, et même un révolutionnaire isolé, ne peut pas esquiver le *choix,* et il est futile d'essayer de fuir ses responsabilités en se cachant derrière le prolétariat, transformé en entité imaginaire pour les besoins de la cause.

Le socialisme c'est l'autonomie, dit Lefort. On l'a dit dans cette revue dès sa première page. Mais faut-il s'arrêter là ? Ce n'est pas seulement nous, ce sont les ouvriers qui demandent : qu'est-ce que cela signifie ? Comment peut fonctionner une société gérée par les travailleurs ? Apparemment, il faut leur répondre : vous verrez bien, lorsque vous le ferez. Mais la question est que, pour une bonne partie, ils ne le font pas parce qu'ils ne voient pas. Autant il est absurde de penser qu'une organisation puisse posséder le plan minuté de fonctionnement de la société socialiste, autant il est vital de concrétiser l'idée du socialisme, de montrer la possibilité d'une organisation socialiste de la société, d'indiquer des solutions aux problèmes que celle-ci rencontrera.

Mais pour l'organisation, il ne s'agit pas seulement de propager l'*idée* d'autonomie ; il s'agit d'aider les travailleurs à *réaliser* des actions autonomes. Cela l'organisation ne peut le faire que si elle est elle-même une organisation d'action. Ce problème, Lefort le laisse entièrement de côté, comme on peut s'en persuader en considérant les « tâches » qu'il assigne à l'organisation. Ce n'est pas que celles-ci soient « modestes » : même si on les enflait à l'infini, elle n'auraient rien à voir avec l'action. Ce n'est qu'indirectement qu'il discute les tâches d'action d'une organisation en laissant entendre qu'elles consisteraient à « assurer une rigoureuse coordination des luttes et une centralisation des décisions » (p. 131) et que c'est là une utopie.

« La fonction de coordination et de centralisation... » écrit-il, « ...revient à des groupes d'ouvriers ou d'employés minoritaires qui, tout en multipliant les contacts entre eux, ne cessent pas de faire partie des milieux de production où ils agissent » (ib.). Ici encore le problème est posé de façon mythologique. Où a-t-on vu,

en dehors d'une période de *révolution,* des groupes d'ouvriers et d'employés minoritaires multiplier entre eux les contacts pour assurer la coordination et la centralisation ? Ces groupes sortent tout armés — et désarmants — de la tête de Lefort. Lorsque les ouvriers et les employés commencent à assurer eux-mêmes la coordination et la centralisation, on est en période révolutionnaire ou tout au moins en période de luttes étendues et profondes, et il ne s'agit pas de groupes « minoritaires », mais de délégués de comités de grève, de conseils, etc. En dehors d'une telle période, le problème à vrai dire ne se pose pas, en tout cas pas comme problème de « centralisation des décisions » ; ce qui se pose, comme tâche, c'est un travail orienté vers la diffusion des exemples des luttes partielles, et éventuellement vers leur extension, et il est absurde de prétendre qu'une organisation révolutionnaire n'a rien à faire dans ce domaine.

Ce qu'on demande donc, ce n'est pas que l'organisation « coordonne et centralise », mais qu'elle *aide* effectivement les luttes ouvrières. Les moyens de le faire dépendent des circonstances et aussi de sa propre force ; mais ils sont innombrables. On parle à côté de la question lorsqu'on dit « les luttes ouvrières telles qu'elles se sont produites depuis douze ans n'ont pas souffert de l'absence d'un organe de type parti qui aurait réussi à coordonner les grèves » ni « d'un manque de politisation... ; elles ont été dominées par le problème de l'organisation autonome de la lutte », problème dont « aucun parti ne peut faire que le prolétariat le résolve ». La solution du problème de l'organisation autonome des luttes, qui a effectivement dominé la situation du prolétariat français depuis douze ans, ne dépend pas d'un pari sur un état de grâce du prolétariat que les révolutionnaires n'auraient qu'à attendre en scrutant le ciel. La tendance des travailleurs à s'organiser de façon autonome pour lutter, résultat de l'expérience de la bureaucratisation des organisations, est constamment entravée, combattue, annihilée par leur situation dans la société capitaliste et en particulier par l'action des organisations bureaucratiques, par le manque de moyens matériels, par l'ignorance de ce qui se passe ailleurs, par le doute sur la possibilité de s'organiser, etc. Relativement à tous ces points, une organisation révolutionnaire a un travail énorme à accomplir, plutôt que d'attendre que le libre arbitre du prolétariat lui permette de tout tirer de lui-même. Ce que Lefort oublie de voir ou de dire c'est que pendant ces douze ans le prolétariat français à plusieurs reprises essaya de s'engager dans la voie d'une action autonome. Ces tentatives ont avorté ; pourquoi ? On peut toujours répondre « parce que la situation n'était pas mûre », c'est une réponse qui ne nous avance nullement. La tâche d'un révolutionnaire n'est ni de spéculer sur la maturité des conditions ni d'en déplorer l'absence ; elle est de travailler pour qu'elle se réalise. La non-maturité des conditions en 1955, par exemple, se traduisait par un fait très précis : les ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire sont restés isolés dans leur lutte. Et cela non pas parce qu'il manque en

France des téléphones, des routes et des chemins de fer — mais parce que les organisations bureaucratiques et la bourgeoisie ont tout fait pour les maintenir dans l'isolement. Une organisation révolutionnaire, à ce moment, aurait-elle attendu que les métallos de Paris parviennent « librement » à la décision de soutenir la lutte de Nantes ? (Il faut remarquer que ce « librement » signifie : pieds et poings liés par la bourgeoisie, la C.G.T., la C.F.T.C., F.O., le P.C., la S.F.I.O., etc.) Non, une organisation digne de ce nom aurait fait tout d'abord un large travail d'information sur ce qui se passait à Nantes, les méthodes de lutte des ouvriers, leurs revendications, etc. ; elle aurait montré le caractère exemplaire de cette lutte, expliqué qu'elle devait être soutenue par tous les travailleurs de France ; elle aurait mis cinq camions à la disposition des Nantais, en leur disant : si vous voulez envoyer une délégation massive chez Renault, en voilà les moyens. Ce n'est que lorsqu'on aurait fait tout cela, et mille autres choses de ce genre, et non seulement à propos de Nantes et pour un jour, mais partout et depuis des années — c'est alors seulement qu'on aurait pu juger si la situation était « mûre » et jusqu'à quel point le prolétariat français était en mesure de résoudre le problème de son organisation autonome.

Si l'on n'accepte pas cette activité dirigée vers l'autonomie du prolétariat, c'est qu'on donne à l'autonomie un sens absolu, métaphysique : il faut que les ouvriers *en dehors de toute influence* parviennent à certaines conclusions. Dans ce cas, il faut condamner non seulement toute action, mais toute propagation d'idées — y compris l'idée d'autonomie elle-même. C'est encore violer les gens que de vouloir les persuader qu'ils doivent être libres. Et si cela leur plaît, à eux, de ne pas l'être ?

Il n'est guère besoin de dire que c'est là une position désespérément absurde, ni de rappeler que personne n'arrive à rien en dehors de toute influence. Encore faut-il ne pas escamoter les conclusions de cette évidence. L'autonomie ou la liberté n'est pas un état métaphysique, c'est un processus social et historique. L'autonomie se gagne à travers une série d'influences contradictoires, la liberté surgit au cours de la lutte avec les autres et contre eux. Respecter la liberté de quelqu'un, ce n'est pas ne pas y toucher ; c'est le traiter en adulte, et lui dire ce que l'on pense. Respecter sa liberté non pas en moraliste, mais en révolutionnaire c'est l'aider à faire ce qui peut la lui donner — non pas dans un avenir hypothétique, mais ici et maintenant ; non pas instaurer le socialisme pour son compte, mais l'aider à accomplir des actes socialistes dès aujourd'hui. La politique de la liberté ce n'est pas la politique de la non-intervention, mais celle de l'intervention dans un sens positif ; elle ne connaît d'autres limites que le mensonge, la manipulation et la violence.

LA SIGNIFICATION DES DELEGUES

Aux modes d'organisation capitalistes, dans leur forme autant que dans leur esprit profond, appliqués par les partis et les syndi-

cats traditionnels, nous avons opposé les modes d'organisation créés par le prolétariat, que l'on peut définir en trois points :

— autonomie la plus large possible des organismes de base, dans les limites posées par l'unité et la cohérence de l'action de l'organisation comme tout ;

— démocratie directe, partout où elle est matériellement réalisable ;

— élection et révocabilité de tous les organes chargés de tâches de centralisation.

De cela, Lefort fait un « correctif » apporté à la théorie léniniste du parti (ceux qui la connaissent, apprécieront) et le réduit à une recette négative : la révocabilité des délégués. Il est évident que séparée ainsi du reste de ces principes organisationnels et surtout d'une conception d'ensemble du travail d'une organisation révolutionnaire, la révocabilité des délégués n'a qu'une signification fort limitée. Aussi nous ne voulons pas discuter les critiques que Lefort lui adresse, et qui passent à côté de notre conception ; nous nous arrêterons simplement sur quelques arguments qu'il met en avant et qui nous paraissent révélateurs de l'idéologie qui sous-tend ses positions mais qu'il ne formule pas dans son texte.

Lefort oppose la révocabilité dans les organismes de classe, où « elle peut avoir un contenu positif du fait qu'il existe un milieu de travail réel » et que ce que les hommes décident « concerne leur vie », à la révocabilité dans le parti, qui est « un milieu artificiel, hétérogène » dont l'unité « n'existe qu'en fonction de la centralisation imposée à l'organisation... elle-même fondée sur la cohésion du programme » (p. 128).

Disons d'abord qu'il est faux qu'un Conseil d'entreprise formé par des délégués révocables tire sa valeur simplement de ce que les hommes ont une expérience immédiate « qui leur permet de trancher dans la clarté les problèmes qu'ils rencontrent » (ib.) Cela n'est déjà pas vrai à l'échelle d'une seule usine, dont la totalité comme telle dépasse l'expérience immédiate de tout travailleur particulier. On n'a qu'à réfléchir à ce que signifierait un Conseil ouvrier chez Renault ou même dans une entreprise de quelques milliers de travailleurs, pour voir que les ouvriers directement ou par l'intermédiaire de leurs délégués, seraient appelés à décider de problèmes concernant le fonctionnement de l'usine dont ils n'ont pas l'expérience immédiate ou dont les incidences « sur leur vie » peuvent être indirectes et éloignées. C'est le cas aussi bien des problèmes généraux, que de ceux concernant des aspects de l'activité de telle partie de l'usine qui ont des incidences sur l'ensemble, dont par conséquent une partie des travailleurs a une expérience directe, mais que l'ensemble doit nécessairement trancher.

Mais l'important est ailleurs. L'implication de l'argument de Lefort est tout simplement que le socialisme est impossible — tout au moins en tant que pouvoir des Conseils ouvriers et gestion ouvrière. Car dans un régime ouvrier, les travailleurs et leurs Conseils n'auraient pas simplement à trancher les questions concernant

leur milieu de travail. Ils auraient à décider de *tout* — ou autrement, ils n'auraient à décider de *rien,* car ce qui se passe dans l'entreprise est déterminé par ce qui se passe dans la société en général. Ils auraient à décider d'un plan de production ; de problèmes politiques ; de l'orientation d'une foule d'activités sociales d'importance générale. Ils auraient par exemple à décider des questions les plus générales concernant l'éducation ; ou bien croît-on que dans une société socialiste, ce serait aux instituteurs de dire, souverainement et tout seuls, quelle éducation et combien d'éducation il faut à la société ?

Or, si l'on dit que la valeur des Conseils — et de la règle de la révocabilité — vient de ce que les problèmes qu'ils ont à résoudre sont ceux que les hommes rencontrent dans leur milieu productif, il s'ensuit rigoureusement que les Conseils ne valent rien pour ce qui est de tout le reste — c'est-à-dire de la direction de la société en général. Qui s'en chargera alors ? Il ne reste qu'une réponse : un organisme de direction spécial et séparé, ayant comme fonction particulière la solution des problèmes universels. On connaît le nom de ce fonctionnaire de l'universel : c'est la bureaucratie.

Cette conclusion absurde, mais inévitable, résulte de la scission radicale qu'établit Lefort entre le milieu de l'entreprise et le milieu social général, l'expérience immédiate du milieu productif et l'expérience politique et sociale des individus. On y reviendra.

Des conclusions tout autant absurdes résultent de la deuxième partie de l'argument de Lefort : la révocabilité dans le parti, dit-il, ne vaut rien car le parti est un milieu artificiel et hétérogène. Cela signifie immédiatement que les membres du parti ne peuvent pas discuter valablement des problèmes qui se posent à eux, car ils ne participent pas de la même expérience de travail productif. En effet, l'argument ne concerne pas que les délégués : il vaut, s'il vaut, pour tout processus de décision au sein d'une organisation.

De même que le précédent, cet argument tend à détruire tout fondement rationnel de la démocratie dans une société — sauf peut être dans une collectivité qui serait strictement constituée sur un milieu immédiat de travail. Mais il conduit également à la négation de la possibilité de toute organisation, y compris de celle dont Lefort se dit partisan. S'il s'agit de « constituer peu à peu un véritable réseau d'avant-garde » (p. 133), ou même s'il s'agit simplement de former une organisation, sera-t-elle aussi modeste et aussi « souple » qu'on voudra, cette organisation ne sera-t-elle pas appelée à prendre certaines décisions concernant son activité, à résoudre certains problèmes ? Comment ses membres pourront-ils le faire valablement, puisqu'ils constituent un milieu artificiel et hétérogène ? Car il ne suffit pas évidemment que l'on refuse à un regroupement la dénomination de parti pour qu'il perde le caractère de « milieu artificiel et hétérogène » ; celui-ci résulte de ce que l'organisation réunit des gens appartenant à des milieux de production différents. Il ne s'agit même pas ici du pro-

blème de la discipline ou des rapports entre une majorité et une minorité. La logique des positions de Lefort conduit nécessairement à refuser tout fondement à une activité collective en dehors de l'entreprise (et pourquoi pas le département ou l'atelier). Car s'agissant des problèmes dont certains ont une expérience directe, seule cette expérience vaut ; ce n'est pas que l'opinion des autres ne doit pas leur être imposée mécaniquement, c'est qu'elle n'a par définition aucune valeur. Et s'agissant des problèmes dont personne n'a une expérience directe, personne ne peut avoir une opinion valable. On se demande alors pourquoi ces gens se réunissent, ce qu'ils peuvent faire et même ce qu'ils peuvent dire en commun. Cette « organisation » n'est qu'une table ronde de singularités se livrant à des monologues dont les contenus ne peuvent jamais se recouper (15).

Même si l'organisation n'est qu'un milieu où les gens viennent pour discuter, il faut nécessairement supposer que les expériences de ceux qui y participent ne sont pas sans rapport entre elles, au contraire, qu'elles tendent à converger objectivement, tout en gardant leurs spécificités essentielles et irréductibles. S'il n'en était pas ainsi, non seulement toute action, mais toute discussion serait impossible. Il est pénible d'avoir à en discuter, mais il est impossible de ne pas souligner la contre-vérité totale de l'affirmation de Lefort, suivant laquelle « l'unité de ce milieu (du parti) n'existe qu'en raison de la centralisation imposée à l'organisation, et cette centralisation est elle-même fondée sur la cohésion du programme ». Que l'organisation soit centralisée ou non, pourquoi les gens y viennent-ils ? Une centralisation ne peut être imposée à l'organisation que si l'organisation existe, et pourquoi diable existe-t-elle ? Qu'est-ce qui pousse des gens qui « diffèrent » tellement les uns des autres à y entrer ? A lire Lefort, on croirait que Lénine, pourvu de pouvoirs magiques, attirait des gens totalement hétérogènes et qu'une fois ces gens bien tassés dans sa besace, il leur imposait l'unité par une centralisation elle-même fondée sur la cohésion de son programme personnel !

Et qui nous dira d'où viennent ces mystérieux programmes ? Qu'est-ce que cette nouvelle philosophie de l'immédiat, qui oppose une expérience directe du milieu productif, seule féconde et à glo-

---

(15) Lefort ne s'aperçoit pas jusqu'où le conduit sa critique de l'organisation. Il va jusqu'à écrire (p. 129) : « la démocratie n'est pas pervertie du fait de mauvaises règles organisationnelles, elle l'est du fait de l'existence même du parti. (Elle) ne peut être réalisée en son sein du fait qu'il n'est pas lui-même un organisme démocratique, c'est-à-dire un organisme **représentatif** des classes sociales dont il se réclame ». On se demande alors : pourquoi l'organisation que lui, Lefort, veut constituer sera-t-elle démocratique ? De quelle classe sociale sera-t-elle « représentative » ? Ici encore on retombe sur ce dualisme absolu : la seule institution du prolétariat, « c'est la révolution elle-même » (p. 132). Tout ce qui n'est pas révolution, est entaché à la fois d'irréalité et de corruption. En quoi peut-on alors parler d'une activité révolutionnaire collective avant la révolution, sur quoi peut-elle se fonder, comment peut-elle être organisée ?

rifier, à une expression universelle de l'expérience sociale, entachée d'artifice et condamnable ? Depuis quand l'humanité peut-elle progresser sans donner à son expérience des expressions qui se veulent universelles et qui certes ne valent qu'un temps, mais sans lesquelles il n'y aurait pas de temps ?

La vérité se trouve à l'opposé de ce que prétend Lefort. Un parti ou une organisation ne peut exister que parce qu'il y a une unité virtuelle profonde de l'expérience de larges catégories de gens, dépassant le cadre de l'entreprise, et que cette expérience les conduit à se rassembler pour agir en vue d'objectifs qu'ils se proposaient déjà ou dans lesquels une fois formulés, ils reconnaissent tout au moins en partie leurs aspirations. Le programme n'est rien d'autre que l'ensemble de ces objectifs. Ici encore, l'erreur consiste à ériger en critère absolu ce qui n'est que terme relatif. Le parti est un milieu hétérogène sous certains rapports, et homogène sous certains autres. Il est hétérogène par rapport au milieu productif auquel appartiennent ses membres ou à leur culture — mais il ne l'est pas par rapport à leur expérience globale de la société et à leurs objectifs. Est-ce là une cohésion artificielle ? Avec des révolutionnaires hongrois émigrés à Paris après 1956, nous avons constaté une homogénéité infiniment plus grande qu'avec des gens qui travaillent à côté de nous depuis des années dans la même entreprise.

Mais cela n'est pas la seule chose qui importe. L'organisation, c'est-à-dire les gens qui la forment, sont engagés dans un certain travail. Ce travail à son tour crée une nouvelle expérience commune et leur donne la possibilité « de vérifier ce qu'ils décident à partir de leur vie ». Mais Lefort semble nier qu'il puisse se former, dans une organisation révolutionnaire, une expérience commune et cohérente des militants : « dans de telles conditions » (les conditions du parti), dit-il, « les décisions à prendre au niveau des cellules ont toujours une double motivation : celle qui tire son origine d'une action à mener dans un milieu social extérieur et celle qui la tire de l'application du programme ou de l'obéissance à l'instance centrale » (p. 128). Passons sur l'« obéissance à l'instance centrale » qui visiblement n'est là que pour brouiller les cartes, en insinuant dans l'esprit du lecteur que, dans l'organisation, les cellules ne peuvent qu'obéir à une instance centrale. La phrase qu'on vient de lire, et celles qui la suivent, reviennent à affirmer : 1° qu'il y a nécessairement conflit — ou manque de rapport — entre les nécessités de l'action à mener dans le milieu social extérieur et le « programme » de l'organisation, 2° qu'il sera fatalement résolu en faveur du programme et au détriment des nécessités de l'action dans le milieu.

On a encore ici un exemple de transformation en contraires absolus et absolument séparés de deux termes qui n'ont de sens que par leur union la plus intime. Loin de créer des conflits insurmontables et de conduire inéluctablement à une « bureaucratisation », cette double motivation est l'élément sans lequel il ne peut pas y avoir d'action révolutionnaire. Celle-ci pourrait-elle trouver

sa motivation uniquement dans l'« action à mener dans un milieu social extérieur ? » Mais quelle est cette action ? S'agit-il de propager la théorie de la relativité, de rendre les gens végétariens, de leur faire acheter les potages Knorr ? L'action à mener est nécessairement définie, inspirée, guidée à chaque instant par des idées, des principes, des perspectives ; l'ensemble de tout cela n'est rien d'autre que le programme, c'est-à-dire la définition des buts et des moyens de l'action. Inversement, l'activité ne peut pas être motivée uniquement à partir du programme ; elle l'est tout autant par le milieu dans lequel elle se déroule. Cela est loin de signifier simplement que le programme doit être appliqué chaque fois en tenant compte « des conditions concrètes ». Le programme lui-même n'est rien d'autre en définitive que l'expression condensée d'une certaine expérience de la situation sociale telle qu'elle est faite par les travailleurs. Et c'est d'une façon continue et permanente que l'activité de l'organisation doit la conduire à approfondir, modifier et au besoin bouleverser son programme.

Dira-t-on qu'il y a là quand même une « contradiction » et qu'elle provient de ce que le problème a été mal posé au départ, de ce que les cellules de l'organisation mènent une action dans « un milieu social extérieur », que cette action est à condamner et que la seule possible est celle que mènent « les éléments actifs dans les entreprises ? » Mais alors cette discussion n'a aucun sens : que chacun retourne dans son entreprise et qu'il y reste ; surtout, qu'il n'y apporte rien qu'il ait trouvé « dehors ». Ce n'est pourtant pas ce que fait, ni ce que dit, Lefort : il écrit dans *Socialisme ou Barbarie* et il veut tracer une perspective d'action même aux éléments « qui n'appartiennent pas à un milieu de production » (p. 133). Les tâches qu'il leur assigne, pour dérisoires qu'elles soient, sont déjà impossibles à réaliser sans ce qu'il appelle « nos thèses », « nos idées » ou « nos principes » — et ce que nous appelons *un programme.*

UNE NOUVELLE PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

Il y a toujours deux termes dans chacun des problèmes qui se posent à la pensée révolutionnaire comme dans le processus effectif de la lutte de classe et de la révolution.

Il y a l'entreprise, collectivité concrète de travailleurs unis par une expérience directe du milieu de travail et par une organisation « spontanée », informelle — et il y a la classe, unité des travailleurs par delà les frontières de l'entreprise, de la profession, de la localité et même de la nation, unité médiatisée par leur expérience convergente de l'exploitation et de l'aliénation.

Il y a une expérience immédiate de la société comme travail, et une expérience immédiate de la société comme société. Il y a une expérience immédiate, et il y aussi une expérience déjà élaborée et systématisée.

Il y a un développement propre du prolétariat vers le socialisme, et il y a, depuis un siècle, l'activité politique permanente des militants révolutionnaires dans tous les pays.

Il y a une lutte informelle permanente des travailleurs contre l'exploitation, et il y a aussi une lutte politique explicite contre l'organisation présente de la société, que le prolétariat a presque toujours menée.

Et ainsi de suite.

La séparation de ces termes n'est pas seulement logique ; elle est réelle. Mais aussi la tâche des révolutionnaires n'est pas seulement de les unir dans la pensée, dans une théorie correcte ; elle est d'agir pour dépasser cette séparation dans la réalité, sachant que seule la révolution pourra la dépasser définitivement.

Le fond de la méthodologie de Lefort consiste à opérer la séparation la plus radicale entre les termes de chacun de ces couples, que la pensée révolutionnaire rencontre à chaque pas, et à les maintenir dans une opposition absolue. Le « dépassement » de cette opposition est alors effectué par ce qui est en fait un retour en arrière ; l'un des termes est valorisé, l'autre est condamné ou subit une réduction de sa réalité.

Ainsi le milieu et l'expérience de l'entreprise sont considérés comme seuls importants ; le milieu social général, l'expérience de la société comme telle et sous ses multiples aspects — société politique, culturelle, etc. — ne sont même pas mentionnés. L'action des militants « dans les entreprises » paraît la seule qui compte vraiment ; toute autre action est réduite à communiquer « des informations et des connaissances » ; le travail permanent visant à formuler de façon universelle le *sens* de l'expérience de la société, aussi bien immédiate que médiate, que font les travailleurs est ignoré. Dans la mesure où l'on reconnaît qu'il y a quelque chose comme une théorie révolutionnaire, celle-ci apparaît comme une préoccupation individuelle de certains militants (p. 130-131). La progression du prolétariat vers le socialisme prend ainsi la figure d'une maturation organique, le rôle primordial qu'ont joué et continuent à jouer dans son évolution les organisations et les luttes proprement politiques est escamoté.

Ainsi, par exemple, le concept des rapports de production concrets et de l'entreprise, que *Socialisme ou Barbarie* a très tôt placé au centre de ses analyses, tend à devenir entre les mains de Lefort un concept mythique, qui, poussé à l'absurde, arrive finalement à couper le monde en deux. La vie des travailleurs dans l'entreprise devient la seule réalité — et tout ce qui n'est pas « dans » ou « de » l'entreprise est à la fois irréel et méchant.

Nous disons au contraire que de cette évidence commune, que l'entreprise n'existe pas en dehors et séparée de l'économie, de l'Etat, etc. — en un mot de la société globale (et réciproquement) il faut tirer toutes les conséquences ; de même qu'il faut tirer toutes les conséquences de ces autres évidences, non moins communes : a) que les travailleurs à la fois s'intéressent passionnément à ce qui se passe *en dehors* de l'entreprise, et que s'il n'en était pas ainsi, toute discussion sur le socialisme serait simple bavardage ; b) que c'est précisément sur ce terrain que la formation de l'expérience des travailleurs est la plus difficile, ren-

contre le plus d'obstacles, se heurte non seulement à l'absence d'informations systématiquement organisée par le capitalisme et la bureaucratie ouvrière mais aussi et surtout à la complexité de la chose elle-même et à la difficulté d'élaborer un schéma global de compréhension, sans lequel toute information qui pourrait être disponible par ailleurs ne sert à rien.

Et c'est sur ce terrain que l'organisation révolutionnaire a une des tâches les plus capitales à remplir — où elle trahit son rôle, si elle se refuse d'aider le prolétariat *contre* le capitalisme, en lui apportant les éléments nécessaires pour la formation de cette expérience globale.

Ces éléments ne sont pas et ne peuvent pas être simplement « des informations et des connaissances ». Tout le problème du programme, de l'idéologie, de la théorie se pose à cet égard. Nous en avons déjà parlé — et nous en reparlerons. Notons pour l'instant que dans la mesure où Lefort admet que l'organisation telle qu'il la conçoit possède une idéologie et se livre à un travail théorique, on aboutit à l'existence séparée de deux mondes dont on refuse d'établir la communication. Dans l'un de ces mondes, il y a les idées en général, une perspective socialiste, les contradictions de l'économie et de la société capitalistes au niveau global, les « anti-structures » et le « parti et son double ». Dans l'autre, le monde « de l'entreprise », il y a la représentation et l'expérience des salariés enfermée dans son état présent — et ce serait attenter à l'autonomie du prolétariat que de vouloir y introduire les premiers éléments, les éléments « idéologiques », « théoriques » et « programmatiques ».

Ainsi les connaissances universelles concernant les problèmes généraux de la société deviennent l'affaire particulière d'une catégorie spéciale, quoique mal définie, d'individus : les militants, les intellectuels, etc. C'est leur chose précieuse et honteuse, ils en parlent entre eux, la cultivent interminablement dans les jardins confidentiels des revues à tirage limité. Mais surtout il ne faut pas en parler aux ouvriers. Ce serait déranger et adultérer le merveilleux processus de maturation autonome de la classe, qui renversera un jour le monde, mais reste en attendant plus fragile qu'un vase de Sully Prudhomme.

La seule jonction que cette conception est capable d'opérer entre le monde « de l'entreprise » et le monde « de l'idéologie » est l'abandon de tout contenu *précis* du programme socialiste et de l'idée de révolution, qui deviennent de simples mots — mots que d'ailleurs on a de moins en moins le droit de prononcer en public. Il y a une maturation de la classe qui porte en elle un avenir — mais ce que pourrait être cet avenir, nous ne le savons ni ne pouvons, ni ne devons essayer de le savoir : seule la classe... Car il apparaît clairement, à la lecture du texte de Lefort, qu'une organisation n'a absolument pas le droit d'avoir un programme, de proposer une conception concrète du socialisme (fruit bien entendu de l'expérience historique des révolutions prolétariennes) : si elle le faisait, ce serait essayer de se substituer à la classe.

Cette conception traduit tout d'abord une déformation totale de la réalité historique. Elle méconnaît entièrement, en deuxième lieu, une présupposition fondamentale de la révolution socialiste. Elle aboutit, enfin, à priver le prolétariat en tant que classe révolutionnaire et même en tant que classe tout court (qui n'existe pas, même dans la société actuelle, seulement dans des entreprises à part les unes des autres) d'éléments à la fois humains et idéologiques qui lui sont indispensables pour sa lutte révolutionnaire et pour sa lutte tout court.

La réalité historique est que le prolétariat n'est pas que maturation vers le socialisme, ou plutôt que cette maturation n'est rien d'autre qu'une lutte permanente au sein du prolétariat : lutte entre les éléments créateurs d'une nouvelle réalité sociale et l'aliénation sous toutes ses formes. Cette dernière ne se manifeste pas moins, mais seulement sous une forme différente, sur le plan de l'entreprise. Il n'y a pas de processus de maturation que nous pourrions « déranger » : *il n'y a* processus de maturation *que* dans la mesure où il est constamment « dérangé », par rapport à ce que serait l'expérience intrinsèque à l'entreprise, par des éléments qui n'y appartiennent pas, économiques, politiques, idéologiques (et parmi ceux-ci réactionnaires, réformistes, staliniens, révolutionnaires). A cela nous n'y pouvons rien : cela ne dépend pas de nous que les staliniens diffusent ou non des tracts, ni que les travailleurs n'abandonnent pas au vestiaire ce que la bourgeoisie leur apprend à l'école ou dans les journaux, ce qu'ils ont vu au cinéma ou le souvenir de l'ordre de mobilisation de leur frère ou fils. Tout ce qui dépend de nous, c'est que dans cette bataille permanente, les idées révolutionnaires soient absentes parce que nous refuserions de les représenter ou ne le ferions que de la manière la plus châtrée possible. (Finalement d'ailleurs, même cela ne dépend pas de nous : si nous nous refusions de représenter dans la classe ouvrière nos idées, d'autres se lèveraient tôt ou tard pour le faire si elles valent quoi que ce soit).

Cette bataille permanente, non seulement nous ne pouvons l'empêcher, mais il serait absurde de souhaiter qu'elle n'eût pas lieu. Car ce n'est qu'en fonction d'elle que peut se former une expérience du prolétariat concernant la société globale — expérience sans laquelle il est vain de parler de perspective socialiste.

En deuxième lieu, cette conception méconnaît entièrement une présupposition fondamentale de la révolution socialiste. Le socialisme n'est possible que comme une action consciente de transformation de la société. Mais une telle transformation consciente n'est possible que si les éléments essentiels de son contenu et de sa forme sont formulés explicitement d'avance. Cela ne signifie pas que la révolution bourgeoise improvise et la révolution prolétarienne agit d'après un plan préétabli — mais simplement que l'improvisation de la révolution prolétarienne contient — et doit, sous peine d'échec, contenir — infiniment plus d'éléments conscients que toute révolution précédente. Il ne peut y avoir de socialisme sans projet socialiste — et le pro-

gramme socialiste de l'organisation est un des pôles de ce projet. La formulation explicite de ce projet est une condition de la transformation des possibilités historiques objectives dans le sens de la révolution.

Il est à noter ici que les positions de Lefort reposent finalement sur les mêmes postulats faux que les positions qu'il croit combattre violemment, à savoir les postulats du « Que faire ». Les positions de Lefort sont basées sur l'idée qu'il n'y a qu'un seul type possible de théorie de la société, de programme, d'activité d'élaboration et de diffusion des idées — le type « léniniste », dégénérant immanquablement en type stalinien ou trotskiste. Comme ce type — élaboration séparée de l'expérience des ouvriers, contenu abstrait faussement scientifique, diffusion qui devient de l'endoctrinement — est à condamner, on ne peut que condamner les activités mêmes dont il s'agit — ou à la rigueur les tolérer à l'intérieur des « intellectuels » dont elles constituent le vice inguérissable qu'il ne faut surtout pas étaler au grand jour. Lefort postule en fait, comme le Lénine du « Que Faire », 1°) que le prolétariat, de par son expérience propre, ne s'intéresse qu'à l'immédiat — la seule différence étant que cet immédiat n'est plus défini comme « les intérêts économiques » mais comme « l'entreprise », 2°) qu'il n'y a qu'un seul type de théorie, celui qu'on peut exemplifier sur les écrits de Marx, Lénine, Trotsky et leurs ressucées de vulgarisation (dans le meilleur des cas, une théorie abstraite, éloignée de l'expérience ouvrière, impénétrable par le prolétariat ; dans le pire des cas, une caricature de théorie, vulgarisation mystificatrice et instrument de manipulation). Lénine trouvait la première chose mauvaise et la deuxième bonne, pour Lefort, c'est le contraire, mais l'analyse est la même. Ses positions ne sont que les positions du « Que Faire », avec les signes de valeur inversés.

En fait, le problème fondamental de notre époque est : comment réaliser, dans une autre voie que celle de l' « ABC du communisme » la fusion indispensable de l'expérience ouvrière et des éléments théoriques, idéologiques, etc. — et seul un illuminé ou un charlatan pourrait prétendre que sans cette fusion il pourrait jamais y avoir transformation socialiste de la société. Nous disons, quant à nous, non seulement qu'une telle voie existe, mais beaucoup plus : s'il était démontré qu'une telle voie ne pût exister, il faudrait abandonner tout de suite toute idée et toute discussion concernant le socialisme. S'il pouvait être démontré que le prolétariat est par nature hétérogène à la conception la plus universelle et la plus totale des problèmes de la société moderne et de sa transformation, moins même, s'il pouvait être démontré qu'il n'y a pas objectivement les bases d'une liaison organique entre l'expérience propre du prolétariat et une telle conception, alors toute révolution prolétarienne serait impossible, il ne saurait y avoir tout au plus que des révoltes ouvrières condamnées à la défaite. Car déjà la victoire sur la société d'exploitation, mais encore plus la construction d'une nouvelle société

implique que le prolétariat puisse trouver dans sa propre expérience les germes d'une conception universelle et les critères lui permettant de résoudre des problèmes dépassant infiniment le cadre de l'entreprise.

Nous disons que, si l'expérience du prolétariat ne le porte pas automatiquement, immédiatement, directement et toujours vers les problèmes universels, il y a incontestablement une liaison organique entre l'expérience du prolétariat dans l'entreprise et dans sa vie quotidienne et les problèmes concernant la société globale. Nous disons qu'il est possible, à partir de cette expérience quotidienne, d'aider la formation d'une expérience du prolétariat relative au tout de la société. Nous disons que non seulement ce n'est pas violer le prolétariat, mais au contraire contribuer au développement de virtualités qui se constituent organiquement en lui, que de mettre devant ses yeux, d'une nouvelle façon et dans un nouveau langage, au mieux de nos capacités, l'expérience la plus globale de la société, le projet le plus radical de sa transformation. Cela suppose évidemment une transformation également radicale de la théorie révolutionnaire elle-même, de son mode d'élaboration et d'exposition, de la conception de ce qu'est la politique et de ce qu'est un militant. Cette transformation est la tâche vraiment originale (beaucoup plus que toute modification dans le contenu des idées, aussi importante que celle-ci puisse être) devant laquelle nous place en tant que révolutionnaires la société contemporaine. C'est cette tâche que Lefort est incapable même d'envisager. C'est parce que finalement il ne peut concevoir la théorie autrement que d'après un modèle bourgeois (dont il faut par ailleurs reconnaître qu'il est resté pour l'essentiel celui du marxisme), c'est-à-dire comme l'élaboration par des spécialistes séparés de vérités abstraites (et la déduction à partir de celles-ci de directives politiques également abstraites et incontrôlables pour ceux qui n'en possèdent pas les prémisses) qu'il en vient à vouloir interdire la communication de cette activité théorique et du prolétariat. — Certes, cette transformation radicale de la conception même de ce qu'est une théorie reste presque entièrement à effectuer ; mais ce n'est pas là une raison pour se voiler la face devant une tâche inéluctable. Cette transformation est une œuvre collective énorme, impliquant le travail coordonné d'un grand nombre d'individus (travail qui sera exactement le contraire d'un travail purement livresque) et par là même une des tâches capitales d'une organisation révolutionnaire réalisant la fusion des ouvriers et des intellectuels.

Cette liaison organique entre l'expérience immédiate du prolétariat et l'expérience la plus totale de la société découle de facteurs qui expriment les caractères les plus profonds de la société moderne. Premièrement, le contenu même de l'expérience immédiate du prolétariat le force à sortir des cadres de celle-ci. Presque à chaque instant, ce qui se passe dans l'entreprise renvoie l'ouvrier à ce qui se passe en dehors de l'entreprise. Deuxièmement cette expérience immédiate elle-même est loin de se confiner à la

vie de l'entreprise : qu'on le veuille ou non l'ouvrier est en même temps consommateur, électeur, locataire, deuxième classe mobilisable, parent d'élève, lecteur de journal, spectateur de cinéma, etc. Troisièmement, l'expérience globale de la société, tout en étant différente de l'expérience immédiate de l'ouvrier, n'est pas radicalement autre, car elle traduit finalement les mêmes modèles de rapports sociaux et de conflits. Par exemple, les contradictions dans l'entreprise et celles dans l'économie sont de la même nature ultime, et cette identification devient presque une identité immédiate dans le cas du capitalisme bureaucratique intégral. C'est que le type d'aliénation que tend à réaliser la société d'exploitation moderne est finalement le même dans tous les domaines. C'est là le fondement objectif de l'unité de l'expérience de la société, qu'elle soit vécue par les mineurs du Nord, les métallos parisiens, les employés de banque, les instituteurs ou même les chercheurs du CNRS. Certes cette unité n'est pas directement et immédiatement donnée, et le sujet final de sa réalisation ne peut être que la totalité organisée des travailleurs ; mais dans ce domaine aussi, l'organisation est l'instance transitoire qui en permet l'accomplissement inachevé, et qui est donc, ici encore, une « préfiguration » de la société socialiste et de la révolution. Et c'est surtout le passage à une conception adéquate des problèmes de la société dans son ensemble et en particulier de l'État qui est le plus difficile à réaliser pour le prolétariat. Mais le rôle d'un révolutionnaire n'est pas de spéculer sur la facilité plus ou moins grande de ce passage, mais, une fois la possibilité objective de sa réalisation démontrée, de travailler pour qu'il s'effectue.

Finalement, le problème crucial auquel Lefort refuse de répondre est celui-ci : quel est le rapport entre le prolétariat et le socialisme ? Parfois il semble vouloir dire : comme personne ne sait ce qu'est (ou sera) le socialisme, il ne faut surtout pas en parler, et tout ce que nous pouvons faire dans notre activité publique (autre chose ce que nous pensons *in petto*) c'est de coller à la façon dont les ouvriers voient ici et maintenant les problèmes. Position qui est évidemment intenable dans la pratique, et qui, de toute façon, enlève toute justification non seulement à l'existence d'une organisation, mais à toute activité militante quelle qu'elle soit.

Nous disons, quant à nous : la lutte du prolétariat contre l'exploitation le conduit à poser le problème de la transformation des rapports sociaux. Même le fait de poser ce problème, encore plus d'y répondre, c'est l'enjeu d'une lutte séculaire. Cette lutte ne se déroule pas seulement au sein de l'entreprise — elle y commence et elle y revient toujours, mais elle couvre rapidement la société entière sous tous ses aspects. Dans cette lutte, le prolétariat a besoin de la totalité de l'expérience sociale. Loin d'être immédiatement donnée par les conditions « naturelles » de la société capitaliste, cette totalité de l'expérience est à la fois virtuellement créée et constamment détruite par le fonctionnement du capitalisme, qui la morcèle, la cloisonne, l'obscurcit, la cache,

la mystifie. Au cours de cette lutte pour la conquête de la totalité, ont toujours surgi dans le prolétariat et dans la société des individus, des groupes, des courants, des organisations qui ont essayé de l'aider. Et il y a eu toute une période pendant laquelle ces groupes, organisations, etc. ont essayé de tout prendre sur eux-mêmes, où ils se sont identifiés avec cette expérience de la totalité. Cette période est sans doute historiquement terminée. Mais quoiqu'il en soit, de même que les hommes ne cesseront jamais de respirer de peur d'avaler des microbes, ni de penser de peur de se tromper, de même ils ne cesseront jamais d'agir de peur de se transformer en bureaucrates. Et, du moment que le problème du socialisme est historiquement posé, nous ne pouvons ni nier qu'il l'est, ni nous couvrir la face ; nous ne pouvons que participer à cette lutte et essayer de faciliter la conquête de l'expérience de la totalité par le prolétariat, en nous laissant guider par le contenu le plus profond de l'expérience déjà faite — à savoir que le problème du socialisme c'est la conquête de leur autonomie par les masses organisées des travailleurs et leur domination sur tous les aspects de l'activité sociale. Il est évident que cette expérience nous ne pouvons pas l'élaborer en nous-mêmes et pour nous-mêmes, mais pour le prolétariat et avec lui.

LA STRUCTURE DE L'ORGANISATION

Quelle que soit la définition du rôle et des tâches de l'organisation, c'est un truisme que de constater qu'il faut que celle-ci possède une *structure* déterminée. En particulier, à moins qu'il ne s'agisse d'un regroupement dont l'« activité » se réduit à des discussions ou à la publication d'une tribune libre, dès qu'il s'agit de *faire* quelque chose, il faut que des décisions soient prises d'une façon ou d'une autre ; si des opinions divergentes se manifestent, il faut qu'une règle permette de trancher. Plus généralement, dès qu'un regroupement dépasse une taille infime — quinze ou vingt individus — il ne peut exister sans se donner certaines règles de fonctionnement, permettant à ses segments de communiquer entre eux, à chacun des militants de savoir ce que les autres font et de le juger, à l'ensemble de définir des positions communes et de les traduire dans des activités communes.

Comment Lefort répond-il à ces problèmes ? Par un adjectif et une négation : « l'organisation qui convient à des militants révolutionnaires est nécessairement *souple* « (souligné dans l'original, p. 134). Elle repose tout d'abord « sur le rejet de la centralisation ». Mais encore ? Rien.

Il serait stérile d'essayer d'imaginer, à la place de Lefort, les solutions positives que pourrait receler ce « rejet de la centralisation ». S'il n'en dit rien c'est sans doute qu'il n'en sait rien et nous en savons encore moins. Mais on peut d'ores et déjà voir que le « rejet de la centralisation » signifie immédiatement le rejet de l'*unité* de l'organisation et finalement, dans la pratique, le rejet de l'organisation tout court, pour autant du moins qu'il s'agisse d'une organisation d'action.

Centralisation ne signifie pas Comité central. Centralisation signifie que l'ensemble de l'organisation fonctionne en appliquant, dans les matières d'intérêt général, des décisions générales. Elle signifie que chaque militant ou chaque cellule ne définissent pas de façon indépendante leur politique de a à z, mais que les points essentiels de cette politique sont décidés par l'organisation dans son ensemble. Cela, bien entendu, ne dit encore rien sur la manière dont ces décisions son prises. Dans une organisation bureaucratique, politique ou syndicale, comme dans une entreprise capitaliste, elles le sont par le sommet, formé par des dirigeants inamovibles. Dans une organisation révolutionnaire, comme dans un Soviet ou dans un Conseil d'entreprise, elles doivent l'être par l'ensemble des participants (démocratie directe) et lorsque cela n'est pas matériellement possible, par leurs délégués élus et révocables. Mais une Assemblée générale qui vote, un Conseil d'entreprise, c'est de la centralisation : il décide pour tous et ses décisions sont obligatoires pour la minorité.

Le « rejet de la centralisation » pur et simple comprend donc aussi bien le rejet de la démocratie directe que de la démocratie soviétique ; il comprend également le rejet du principe majoritaire. Et en fait, le refus d'accepter des décisions majoritaires a été une des raisons principales du départ de Lefort et de ses camarades de *Socialisme ou Barbarie*. Ils revendiquaient le droit non pas d'expliquer publiquement leurs désaccords avec des décisions régulièrement prises — que personne jamais ne leur a contesté — mais de ne pas les appliquer.

Maintenant, si dans un regroupement chacun agit comme il l'entend, quelles que soient les décisions de la majorité, il est absolument vain et stérile d'appeler ce regroupement organisation. Comme un homme, une organisation se définit par ses actes ; si ces actes ne sont pas homogènes, il y a autant d'organisations *que* peuvent se présenter de tendances ou d'opinions sur chaque question débattue — et autant dire qu'il n'y a pas d'organisation du tout. En effet, si des militants se regroupent, ce n'est pas pour échanger des arguments ; l'échange des arguments vaut pour eux parce qu'il permet d'aboutir à des décisions mieux fondées. Les militants se regroupent pour agir ensemble, parce qu'ils reconnaissent que seule l'action collective est efficace ; et aussi, parce ce qu'ils reconnaissent à l'opinion des autres une valeur pratique. Nier le principe de la majorité, ce n'est pas seulement pulvériser l'efficacité de l'action collective ; c'est faire preuve d'un individualisme qui méprise le jugement de ceux dont il prétend par ailleurs partager les vues fondamentales ; c'est créer une contradiction insurmontable entre ce qu'on dit de l'organisation révolutionnaire et ce qu'on dit d'une société prolétarienne.

Un tel regroupement pourrait certes, à défaut d'autre chose, avoir une utilité en tant que « milieu » où s'échangent des opinions. Mais il serait vain d'en attendre qu'il réalise les tâches essentielles d'une organisation révolutionnaire.

Soit par exemple une organisation comportant un millier de

membres répartis entre diverses entreprises et localités en France — et soit qu'il s'agisse de publier un journal. Comment et par qui seront prises les décisions sur les problèmes qui surgiront perpétuellement au cours de cette activité — sujets à traiter, orientation à tracer, interprétation des événements, choix des articles, place à leur accorder, etc. ? Ce serait masquer les problèmes les plus graves que de présenter ces décisions comme des décisions « techniques » et de prétendre les confier à un secrétariat du même nom ; on ne ferait ainsi que dissimuler aux yeux de l'organisation l'instance qui en fait dirigerait, et sous prétexte d'éliminer tout centre, on en créerait un, occulte, incontrôlé et irresponsable. C'est d'autre part impossible de concevoir la publication d'un journal comme une activité intégralement décentralisée ; il est certain qu'elle ne pourrait avoir lieu qu'avec la collaboration la plus large de l'ensemble de l'organisation, il serait possible d'envisager une décentralisation partielle de sa rédaction (rubriques confiées à des groupes locaux ou d'entreprise) — mais un journal n'est pas une simple addition de rubriques se disant zut l'une à l'autre. Une centralisation serait donc, même dans ce cas élémentaire, absolument nécessaire, et il serait impossible de l'assurer autrement que par un comité de délégués élus et révocables des groupes constituant l'organisation.

Des problèmes de ce type se posent déjà à l'échelle de trente individus ; on les rencontre à chaque pas lorsqu'on est une centaine ; au-delà, leur solution est une question de vie ou de mort pour une organisation. Ne pas les formuler clairement, ne pas essayer de leur donner une réponse à la fois réelle et conforme aux principes dont on se réclame, signifie simplement que l'on ne se pose pas sérieusement le problème de l'organisation. Et comme il n'y a pas en fait de rupture de continuité dans la structure logique de ces problèmes tels qu'ils se posent à une organisation révolutionnaire et tels qu'ils se poseront à une société socialiste, cela montre la stérilité de cette attitude sur la question la plus décisive entre toutes.

Car ce n'est rien dire du tout qu'affirmer que « le mouvement ouvrier... doit chercher ses formes d'action dans des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs contacts, leurs informations et leurs liaisons non seulement les confrontations, mais aussi l'unité des expériences ouvrières » (p. 134). Personne n'a jamais proposé que les noyaux organisent « non-librement » leur activité. On demande seulement de savoir, ce que signifie *concrètement* une organisation libre de noyaux multiples. On demande à savoir *comment* ces noyaux assureront l'*unité* des expériences ouvrières, ce que signifie cette unité, et si elle peut être avancée sans que l'on essaye de la formuler.

La seule réponse que l'on connaisse de Lefort et ses camarades à ces problèmes se trouve dans un texte de discussion, où ils demandaient que l'on s'inspire, en matière d'organisation, de la critique de la bureaucratie « notamment menée par Mothé qui...

a opposé la coopération spontanée des ouvriers au formalisme des règles et à la vanité des appareils de direction. » Laissons de côté Mothé, qui se trouvait ainsi involontairement mis à contribution pour la défense de positions radicalement contraires aux siennes. Constatons seulement que la situation du mouvement révolutionnaire serait désespérée, s'il en était réduit à choisir entre la coopération spontanée et les appareils de direction. Cela signifierait en effet que la bureaucratie est inévitable dans tous les domaines où la coopération spontanée est physiquement impossible à cause des dimensions ou de l'articulation, dans l'espace ou dans le temps, des activités dont il s'agit. Lefort est-il en mesure de préciser le sens de l'expression « coopération spontanée » appliquée aux 45 000 travailleurs de chez Renault ? Ou de la coopération spontanée telle qu'elle s'établirait éventuellement entre les mineurs du Pas-de-Calais et les ouvriers agricoles des départements du Midi ? Ou entre une cellule d'une organisation à Toulouse et une autre à Metz ? Les problèmes de l'organisation de la société socialiste ou ceux d'une organisation groupant ne serait-ce que quelques centaines de militants à travers la France seraient-ils identiques à ceux des rapports entre une douzaine de camarades se réunissant une fois par semaine à Paris pour échanger des informations et des idées ?

En réalité, le problème fondamental d'une organisation de type socialiste — qu'il s'agisse de l'organisation de la société ou d'une minorité de militants révolutionnaires sous le régime d'exploitation — c'est d'effectuer le passage de la coopération au sein d'un atelier ou d'une cellule à la coordination des activités d'ensembles plus vastes qui dépassent fatalement le milieu immédiat et la coopération « élémentaire ». Le problème n'est pas simplement d'opposer la « coopération spontanée » des ouvriers au formalisme des règles et à la vanité des appareils de direction ». Cela, comme on l'a amplement montré dans cette revue (16), la sociologie industrielle bourgeoise le fait déjà abondamment. *La tâche du prolétariat est d'organiser la société de façon socialiste là même où la « coopération spontanée » ne peut par définition pas exister.* C'est là le terrain sur lequel la révolution socialiste vaincra ou échouera. Notre tâche en tant que révolutionnaires est de montrer qu'une organisation socialiste non seulement de l'équipe ou de l'atelier, mais de l'économie, de l' « Etat », de la société dans son ensemble, est possible. Elle est aussi de le montrer dans la pratique *en résolvant* le problème d'une organisation dépassant le cadre du groupe « élémentaire » non pas en le *niant,* comme le fait Lefort.

Lorsqu'on laisse entendre, comme dans le texte cité, qu'en dehors de la « coopération spontanée » il n'y a que « le formalisme des règles et la vanité des appareils de direction », on peut se croire au comble de la vision révolutionnaire, mais c'est là précisément qu'on épouse en fait la conception la plus pro-

(16) **Sur le contenu du socialisme,** N° 23, p. 99 à 101.

fondément bourgeoise. Car, comme personne ne pourrait penser une seconde que la coordination de l'ensemble des activités sociales pourrait être effectuée par la coopération spontanée de quarante millions d'individus, la seule issue c'est précisément... la constitution d'un appareil bureaucratique de direction. On pourra en critiquer la vanité et en déplorer l'existence ; ce ne sont là que des lamentations sans aucun contenu objectif. Car l'inéluctabilité d'un appareil bureaucratique de direction découle de la manière même dont on pose le problème — sauf s'il s'agit de revenir à l' « état de nature » et de décréter la décomposition des sociétés modernes en tribus au sein desquelles la coopération spontanée serait suffisante pour résoudre les problèmes.

La conception socialiste est précisément l'opposé : elle considère que les travailleurs peuvent, au delà de leur organisation élémentaire spontanée et s'appuyant sur celle-ci, créer une structure recouvrant l'ensemble de la société et capable de la gérer, une structure qui ne soit précisément pas un appareil de direction séparé. Si cela n'était pas vrai, toute critique de la bureaucratie serait un bavardage moralisateur. Il est affligeant d'avoir à rappeler à des sociologues que toute discussion sur la société présuppose que la société existe autrement que comme juxtaposition de groupes élémentaire et coïncidence miraculeuse de coopérations spontanées. Il est affligeant d'avoir à rappeler à des marxistes que la conception socialiste consiste précisément à refuser le dilemme *typiquement bourgeois* de la coopération spontanée et des appareils de direction.

Etre socialiste signifie, peut-être plus que toute autre chose, rejeter l'idée qu'il y a un maléfice de la société et de l'organisation comme telles ; refuser la fausse alternative des Moloch bureaucratisés et dépersonnalisés et des vrais rapports humains réduits à une dizaine de personnes ; croire que c'est à la mesure des hommes de créer, à l'échelle de la société et à celle d'une organisation politique, des institutions qu'ils comprennent et qu'ils dominent.

Paul CARDAN

ERRATUM. — Une erreur de mise en page a fait sauter une ligne dans la page 69 de la première partie de ce texte (N° 27 de **S. ou B.**), ligne 21. La phrase doit être lue comme suit : « Dans ces conditions, un congrès se réunissant à intervalles réguliers n'est pas plus « démocratique » que les élections parlementaires, cela revient en effet... »

Documents

DEMISSIONS DE L'U.G.S.

Nous reproduisons ci-dessous la lettre qu'une quinzaine de militants de la Fédération U.G.S. de la Sarthe (Sections du Mans et de La Flèche) ont adressée au Bureau National de cette organisation pour lui faire connaître leur désaccord avec la politique de l'U.G.S. et leur décision de démissionner. Les raisons politiques de cette décision restent ignorées des militants de l'U.G.S., auxquels le Courrier de l'U.G.S. *s'est borné de faire savoir que des camarades de la Sarthe avaient démissionné en se plaçant sur « les positions anarchistes (? !) de* « Socialisme ou Barbarie ». *La deuxième lettre publiée ci-dessous provient de militants de l'U.G.S. de la région parisienne, qui ont démissionné de cette organisation en mars dernier.*

Chers camarades,

Vous trouverez ci-après un double de la lettre de *démission collective* que nous adressons d'autre part à notre bureau fédéral et au bureau national. Nous avons jugé utile de la diffuser à toutes les fédérations parce que nous craignions que la direction oppose, à sa publication dans les organes nationaux, le prétexte de sa longueur, de son inopportunité, voire de son « immaturité ». Or, nous désirons que le plus possible de camarades de l'U.G.S. puissent en prendre connaissance, afin de donner autant que nous le pouvons une signification politique à notre décision de quitter l'U.G.S. et de construire une nouvelle organisation.

La Flèche, le 28 février 1959.

Bureau National de l'U.G.S.,
Bureau Fédéral de la Sarthe de l'U.G.S.

Camarades,

Nous vous prions de ne plus nous compter comme membres de l'U.G.S. à dater du 1er janvier 1959. Notre décision est motivée par l'orientation politique de plus en plus nette que prend la direction du parti depuis la crise de mai 1958.

Nous avons participé à la formation de l'U.G.S., et particulièrement

à la fusion du M.L.P. et de la N.G. Certains d'entre nous viennent du M.L.P., d'autres de la N.G., d'autres enfin du P.C. ; mais nous considérions tous que les organisations dites « ouvrières » ne remplissaient plus, depuis longtemps déjà, leur rôle socialiste : informer les travailleurs de leurs propres luttes, les aider à coordonner ces luttes, montrer que la « politique » dont ils sont dégoûtés est effectivement une mystification, travailler à rouvrir la seule voie qui mène effectivement à leur libération ; celle-ci ne peut pas être l'*aménagement* d'un système politique et économique qui les prive non seulement du produit de leur travail, mais aussi de leur initiative et de leur capacité créatrice ; elle ne peut être au contraire que la *destruction* de ce système. Le socialisme ne peut donc pas, selon nous, être identifié avec un réformisme, même « efficace », ni avec l'organisation de la société par une classe de bureaucrates parés du titre de « communistes » ; il est, et il ne peut être que l'organisation de la société par les travailleurs eux-mêmes, et sa condition est donc la gestion de la production et de la politique par les travailleurs.

Nous pensions, et nous pensons toujours, que la voie socialiste vers la gestion avait commencé à se dessiner d'une part quand le social-molletisme eut fait la preuve manifeste de son caractère réactionnaire, d'autre part quand les travailleurs de Berlin-Est, Poznan, Budapest eurent fait éclater dans les rues et sur leurs barricades les contradictions qui les opposent à leurs maîtres bureaucratiques et quand le freinage du P. C. F. sur la question algérienne eut enseigné aux travailleurs français les limites de l'internationalisme tel que le conçoit le Comité Central. Les organisations ouvrières apparaissent depuis 53 sous leur vrai jour et dans leurs vraies fonctions : collaboration avec la bourgeoisie capitaliste et participation à l'exploitation pour la S. F. I. O. et le réformisme, installation et consolidation au pouvoir d'une classe bureaucratique pour le P. C. Et notre appréciation n'était pas si folle, puisque après tout l'U. G. S. s'est constituée justement pour faire face à cette crise du mouvement socialiste, et pour tenter de la surmonter.

Nous démissionnons parce que nous pensons que le parti dans son état actuel est désormais absolument incapable de surmonter cette crise, mais qu'il ne peut que contribuer à la prolonger.

L'essentiel de l'activité du parti depuis le congrès d'unification s'est porté sur le travail électoral : combien d'heures les militants ont-ils consacrées à la préparation des campagnes, à l'organisation des réunions, au collage des affiches, à la distribution des tracts électoraux ? Combien de millions ont été dépensés pour acquitter les frais de campagne ?

Quel a été le bénéfice politique de cette orientation ?

Voulait-on réellement avoir des députés ? En ce cas l'évidence oblige à constater que le bénéfice serait égal à zéro.

Si l'on prétendait « faire connaître » l'U. G. S., comme ou « lance » une nouvelle crème à raser, tout le bénéfice est qu'on l'a fait connaître sous les espèces d'un parti de dizième grandeur, appartenant à l'éventail politique traditionnel, et situé entre la S. F. I. O. et le P.C. Qu'il soit de dizième grandeur ne peut décevoir que ceux pour qui le critère de la réussite politique est de remplir la salle Pleyel ; mais qu'il ait été situé *sur le même plan* que les autres partis, ces partis mêmes dont nous savons que les travailleurs n'y *adhèrent* plus vraiment, voilà qui est plus grave.

A-t-on au moins profité des campagnes électorales pour mettre les points sur les i, pour montrer ce que nous voulions et ce que nous étions réellement ? Les réunions électorales ont-elles été utilisées comme autant de tribunes pour amener nos auditeurs sur nos positions ? Ce n'était pas même possible ; il eût fallu que l'U. G. S. sache elle-même ce qu'elle veut et ce qu'elle est ; n'a-t-on pas, au contraire, évité d'aborder au sein du parti les problèmes jugés trop brûlants : nature du P. C., rôle des syndicats, parlementarisme, unité d'action, organisation et rapport du parti avec les travailleurs ; n'a-t-on pas tenté de les

étouffer sous des textes de « synthèse » dont le rapport Martinet au congrès de Lyon peut servir de modèle ? Et puis quel est le militant sérieux qui envisage encore une réunion électorale comme une occasion de clarifier les problèmes ? Les électeurs n'y viennent-ils pas comme on va au Vel d'Hiv, au cirque ou à la Chambre ? Si les travailleurs sont écœurés d'une certaine forme de politique, pourquoi participeraient-ils à son expression la plus éminente, la réunion électorale ?

Peut-être voulait-on seulement « se compter », grâce aux votes ? Mais un électeur qui dépose un bulletin U. G. S., et à plus forte raison un bulletin U. F. D. dans l'urne, exprime-t-il pour autant son accord politique ? Quand même l'U. G. S. aurait une position claire sur les problèmes réels que se posent les travailleurs (et nous sommes loin du compte), le vote est-il un acte politique ou bien une espèce de pari, comme aux courses de chevaux ? Combien sommes-nous qui avons « misé » sur le P. C. pendant des années, et qui n'étions pas d'accord ? La population joue au jeu « démocratique », toutes les fois qu'on l'y convie avec un parfait cynisme, votant « utile » si on le lui suggère, mais aussi avec une parfaite indifférence, consciente qu'elle est que de toute manière les décisions sont prises en dehors de son contrôle. Ne l'a-t-elle pas compris après février 56 ? Et peut-il en être autrement dans un régime où ni la base ne peut rien sur les partis, ni les partis ne peuvent rien sur une bureaucratie d'Etat immuable, où en somme la « démocratie » n'est plus qu'une forme bénigne du totalitarisme ?

La direction de l'U. G. S. ignore-t-elle ces choses simples, que le français politiquement le moins éclairé admet comme des évidences ? Pourquoi n'a-t-elle jamais ouvert la discussion au fond sur le principe même de l'électoralisme et du parlementarisme ? Et surtout pourquoi, quand ces évidences sont devenues éclatantes avec la Constitution de de Gaulle, a-t-elle persisté à épuiser les militants à cette tâche insensée : envoyer au mieux deux députés siéger dans une Chambre constitutionnellement privée de tout pouvoir et qui de surcroît ne leur aurait jamais accordé la parole ? Espérait-elle vraiment corriger l'orientation de la politique gaulliste ? On ne peut pas le croire !

Oui ou non, la lutte de classe est-elle une notion « périmée » ? oui ou non, est-elle réductible à 1° l'activité parlementaire et 2° l'entretien des patrons et des chefs syndicaux autour d'une table ? Si oui, pourquoi ne pas fusionner immédiatement avec le P. C. ou la S. F. I. O., qui ont l'air d'être de cet avis ? Si non, pourquoi orienter l'essentiel de l'action de l'U. G. S. dans ce sens-là ?

Mais ce n'est pas tout. On aurait pu croire que l'indifférence des travailleurs aux mots d'ordre des organisations dites « ouvrières » lors de la crise de mai 58, que leur dégoût pour les partis politiques manifesté lors du referendum et des élections législatives conduiraient l'U. G. S. à modifier sa ligne, à préciser sa doctrine, à abandonner son empirisme. Il était peut-être encore temps de se rendre à l'évidence : le nouveau régime n'était pas un fascisme, les problèmes politiques de notre temps n'entraient plus dans les cadres vermoulus de l'idéologie « de gauche », un vide politique s'était créé dans les rangs désorganisés des travailleurs, et ceux-ci ne risquaient de revenir vers les partis dits « ouvriers » que par lassitude à l'égard du nouveau régime, et non parce qu'ils y verraient des instruments pour mener leur lutte.

Au lieu de prendre ce tournant qu'exigeait la situation, nous avons vu les dirigeants du parti se tourner résolument vers Depreux et Mendès-France, resserrer toujours plus les liens avec l'U. F. D., avant-hier mendier la fusion avec le P. S. A., aujourd'hui emboîter le pas à Nenni et Bevan, et nous les verrons demain siéger au futur comité directeur du futur parti travailliste français. Le voilà donc, le secret de leur politique ! D'abord unité d'action limitée aux périodes électorales, puis front commun permanent, déjà unité organique, bientôt fusion... Pendant que Mollet devient une espèce de radical, Mendès, Depreux et Martinet se hâtent d'occuper la place laissée chaude et de recommencer, une fois encore — sait-on jamais ? — l'expérience du réformisme.

Que cette expérience « échoue » ou réussisse », peu nous importe : de toute façon l'exploitation des travailleurs n'en sera pas modifiée, et au mieux, le bénéfice qu'ils en tireront n'excédera pas 3 % d'augmentation de leur pouvoir d'achat contre 10 % d'accroissement de la productivité, celle-ci pour toujours et celle-là pour trois ans.

Que faire désormais *dans* l'U. G. S. ? Déjà l'appareil est en place, déjà l'expression de *certaines* tendances y devient à peu près impossible, déjà et surtout *les mots qui y sont prononcés n'ont plus aucune importance.* Car à tout ce que nous disons, on pourra sans doute opposer des textes, d'où il ressortira sans doute que nous nous trompons ou que nous mentons. Mais c'est justement que le divorce entre ce qu'on fait et ce qu'on dit, ce symptôme infaillible de la bureaucratisation, est accompli. Déjà l'U. G. S. est une vieille organisation, déjà ses dirigeants parlent comme Thorez ou Mollet, déjà ses militants désespèrent.

Il faut poser le problème de l'organisation socialiste. Il ne faut plus faire comme si le molletisme ou le bevanisme, le stalinisme ou le khroutchevisme étaient des erreurs individuelles et locales, il faut commencer à construire une organisation dont et la doctrine et le programme et la structure soient tels que sa dégénérescence bureaucratique soit *impossible.* Le secret de cette impossibilité n'est nulle part ailleurs que dans la conscience des travailleurs et dans leur résolution de s'occuper de leurs affaires.

Il faut donc hâter la démystification qui se fait jour partout à l'égard du capitalisme occidental comme à l'égard du capitalisme bureaucratique de l'Est. Il faut donc fournir aux travailleurs les moyens matériels de s'exprimer et de communiquer entre eux, il faut donner « la parole aux travailleurs » comme le fait le journal *Pouvoir Ouvrier ;* il faut offrir notre soutien à leurs luttes revendicatives et à leurs comités, indépendamment de tout sectarisme syndical ; il faut les aider à se convaincre qu'ils ont *raison* de penser que le socialisme, c'est la gestion ouvrière de la production et de la société, et que cette gestion est le seul objectif *réaliste* en ce sens que c'est le seul qui détruira leur exploitation, tandis que le remplacement de de Gaulle par Mollet, Thorez ou ... Martinet ne la changerait absolument pas.

C'est la constitution d'une telle organisation qui définit le problème politique actuel pour le mouvement socialiste. C'est à cette tâche qu'il faut travailler, et à elle seule. C'est à construire la nouvelle organisation que nous avons décidé de consacrer nos forces .

Les camarades démissionnaires de
la Fédération U. G. S. de la Sarthe.

LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU PARTI D'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

Camarades,

Ayant remis à nos sections respectives notre démission de membres du P.U.G.S., nous tenons à vous exposer les raisons politiques qui nous ont conduit à rompre avec cette organisation.

I. Le P.U.G.S. s'était formé sur le mot d'ordre du renouveau du socialisme. Quinze mois après le Congrès d'Unification, on peut voir en quoi a consisté ce renouveau. De décembre 57 à avril 58, le parti mettait ses espoirs dans un utopique Front Populaire (Rapport de Craipeau au Comité Politique des 29-30 mars : « Nous voyons s'ébaucher le front commun des forces de gauche contre le fascisme... Il faut travailler à l'unité d'action avec la S.F.I.O... Nous faisons confiance à la classe ouvrière française... »).

Mais la crise de mai 58 allait provoqueer un virage tactique. Déçu par les bureaucrates molletistes et staliniens, le parti se tournait vers la fraction libérale de la bourgeoisie, avec qui il organisait l'U.F.D. Celle-ci, de simple « cartel d'unité d'action » qu'elle devait être à l'ori-

gine, n'allait pas tarder à acquérir tous les traits d'une organisation politique structurée : adhésions individuelles, programme politique d'ensemble, comités locaux et fédéraux, présentation de candidats ou de listes aux élections législatives et municipales .Sur les panneaux électoraux, le nom du P.U.G.S. n'apparaît plus et le renouveau fait place à des appels à la confiance envers les banqueroutiers de la IV[e] République.

II. Il est clair qu'une telle évolution ne peut pas être le fruit du hasard. On ne peut la comprendre qu'en analysant la composition et la structure du parti.

Les proclamations sur le caractère ouvrier du P.U.G.S. ne peuvent effacer la prépondérance au sein du parti d'éléments à orientation petite-bourgeoise, n'ayant ni expérience pratique, ni compréhension théorique des problèmes du mouvement ouvrier. Ce sont avant tout ces éléments qui constituent la clientèle de « France-Observateur », et qui sont aujourd'hui attirés par les théories pseudo-scientifiques de Mallet, Touraine et consorts (que l'on retrouve sous une forme à peine atténuée dans les textes de Filiâtre) sur la prétendue disparition de la classe ouvrière et la « transformation » de la lutte des classes.

Quant aux éléments classés comme « ouvriers » dans la statistique du P.U.G.S., on constate qu'il s'agit plus souvent de bureaucrates syndicaux que de militants révolutionnaires. Comparés aux libéraux petits-bourgeois, les bureaucrates paraissent plus proches des luttes ouvrières, et il leur arrive d'emprunter un langage révolutionnaire. Mais les raisons d'ordre général qui font que des bureaucrates, quel que soit le niveau de leurs responsabilités, ne peuvent pas lutter effectivement pour l'émancipation des travailleurs, jouent bien entendu pour ceux qui ont adhéré au P.U.G.S. comme pour les autres.

C'est appuyé sur ces deux catégories d'adhérents — qui forment la grande majorité du P.U.G.S. — que la structure organisationnelle adoptée au Congrès d'Unification a produit toutes les conséquences néfastes qu'elle contenait en germe. Plusieurs d'entre nous avaient à l'époque dénoncé vigoureusement les risques de bureaucratisation qu'impliquaient les statuts du parti. Nous constatons aujourd'hui que nos prévisions se sont vérifiés beaucoup plus vite que nous ne le pensions. Bien loin de s'élaborer dans les sections comme le promet l'article 12 des statuts, l'orientation politique du parti est le monopole d'une caste de notables qui s'imposent par leur prestige personnel plus que par les positions politiques aussi mouvantes qu'incertaines. Plébiscités une fois par an dans un Congrès dominé par la confusoin et les manœuvres de couloir, ils ont ensuite tout loisir pour faire passer leurs positions personnelles pour l'expression de la volonté du parti. Le Conseil National, qui est censé contrôler leur action, privé de toute préparation sérieuse par la base et au surplus filtré par l'échelon fédéral qui s'interpose comme un écran entre les militants et la direction, ne fait qu'ajouter quelques dizaines de notables à ceux qui composent le comité politique. Ainsi se reconstitue au sein du parti la division de dirigeants et exécutants qui caractérise les appareils bureaucratiques. Les mesures organisationnelles prises par le dernier Congrès Fédéral de Paris-Ville ne peuvent que renforcer cette tendance, en accroissant notammment les pouvoirs du bureau fédéral au détriment des sections et en donnant une place à part aux secrétaires de section par l'intermédiaire de la Commission administrative fédérale.

III. Quelles perspectives s'ouvrent devant ce renouveau de la bureaucratie ? On conçoit que la diversité de leurs origines et de leurs objectifs divise les bureaucrates du P.U.G.S. en une mulplicité de cliques, qui s'orientent dans des sens différents.

La première perspective est celle de la fusion au sein de l'U.F.D. avec l'aile la plus libérale de la bourgeoisie capitaliste. Cette option a bien entendu la faveur des « libéraux » venus de la N.G., des éléments issus de la Jeune République et de la partie bourgeoise du M.L.P., qui ne perdent pas une occasion de renvoyer la lutte de classe aux vieilles lunes (article de Viard dans « Perspectives socialistes » du 15 juillet 58)

et voudraient ramener les divergences entre les socialistes et les mendessistes à des simples querelles de vocabulaire.

La seconde perspective, brandie généralement pour conjurer la première, est celle de la fusion avec le P.S.A. dans un « Grand Parti Socialiste ». Cette opération, selon le degré d'optimisme de ses partisans, est présentée tantôt comme un pas décisif vers la constitution d'une force révolutionnaire (Motion du Congrès de Lyon sur « le regroupement socialiste et les rapports avec le P.S.A. »), tantôt comme une opération défensive dans une période de recul ouvrier (Rapport Kahn au Congrès Fédéral Paris-Ville du 28 février 59). En fait, compte tenu de la composition du P.S.A., il est clair que le centre de gravité de l'organisation unifiée se situerait très à droite, et que le « Grand Parti Socialiste » ne pourrait être, dans la meilleure des hypothèses, qu'une réédition de la S.F.I.O. avant son avatar molletiste — et avec l'influence sur les masses en moins. Néanmoins, les « gauchistes » opportunistes qui formaient l'aile gauche de la N.G. paraissent décidés à ne rien négliger pour entraîner le parti dans cette voie. Qu'ils soient ou non rattachés politiquement à l'actuel P.C.I. — qui dans les colonnes de la « Vérité » appuie chaudement l'opération — ils ne semblent pas avoir tiré le moindre enseignement de l'expérience désastreuse des « bolchéviks-léninistes » entrés à la S. F. I. O. dans les années 30 et empêchés de ce fait de jouer un rôle quelconque dans la crise révolutionnaire de juin 36.

Quant à la véritable direction du parti, formée de purs opportunistes dont la ligne varie sans cesse au gré des circonstances, elle ne paraît pas encore avoir choisi entre la social-démocratie et le travaillisme. Peut-être espère-t-elle encore qu'un heureux hasard la dispensera de ce choix douloureux.

Enfin, il faut signaler la position particulièrement inconfortable de la fraction bureaucratique venue du M.L.P., qui ne peut trouver son compte dans aucune des deux possibilité indiqués plus haut, et se trouve condamné dans les deux cas, soit à une opposition impuissante, soit à une scission sans perspectives.

IV. Il est clair que ni la perspective U.F.D., ni la perspective P.S.A. n'ont quoi que ce soit d'attirant pour les militants qui sont venus au P. U. G. S. dans l'espoir d'y trouver une réponse aux problèmes que pose la lutte contre la domination capitaliste. Mais, il importe surtout de bien voir que l'une et l'autre perspective conduisent directement dans une impasse. Le réformisme, qu'il soit bourgeois ou social-démocrate, ne peut se développer que sur la base de concessions relativement importantes accordées par le grand capital aux travailleurs salariés. Or, compte tenu de la structure actuelle de l'économie et des objectifs du grand capital, celui-ci se trouve dans l'ensemble dépourvu, pour toute une période, des moyens de consentir de telles concessions ; quelle que soit donc la variété de réformisme choisie par le P.U.G.S., celui-ci ne peut espérer d'aucune manière devenir un parti de masse.

Certains, qui se rendent compte de cette situation, s'accrochent néanmoins au parti, sous prétexte qu'il représente un milieu de travail et qu'il n'y a pas d'autre organisation où ils puissent aller.

Remarquons tout d'abord que cet argument est celui-là même qui est donné depuis des années par ceux qui s'accrochent au P.C. — quand ce n'est pas à la S.F.I.O. ! Mais il convient de démystifier plus à fond ce raisonnement. L'utilité du parti en tant que « milieu » peut résulter soit de l'aide qu'une organisation nationale apporte à chacune de ses sections, soit de l'activité même d'une section. Sur le premier point, l'opportunisme foncier du parti, son électoralisme délirant et sa tendance irrésistible au compromis avec la bourgeoisie — traits qui, comme nous l'avons vu, sont profondément ancrés dans la structure même de l'organisation — ne peuvent qu'entraver une action orientée vers la classe ouvrière. On peut difficilement recommander « Tribune du Peuple » comme carte de visite à ceux qui veulent acquérir une audience dans les entreprises. Quant aux sections qui ont réussi à échapper à l'influence néfaste de la direction du parti, elles se trouvent coupées de tout contact

réel avec les travailleurs par les servitudes inhérentes à l'appartenance au P.U.G.S. Non seulement le parti ne les aide pas, mais il les surcharge de besognes absurdes et les démoralise par les méandres de sa ligne politique.

Il ne reste donc aux militants qu'à se replier sur eux-mêmes dans un découragement complet, ou à se réfugier dans un activisme stérile en se résignant peu à peu, de compromis en compromis, à accepter un réformisme inepte, dont les thèmes de la dernière campagne électorale du parti fournissent une affligeante illustration. Que beaucoup de camarades aient choisi la première solution, il suffit pour s'en rendre compte de considérer la baisse indéniable du militantisme à travers l'ensemble de l'organisation.

Et pourtant, la situation actuelle du mouvement ouvrier en France n'appelle ni l'une ni l'autre de ces réactions. L'aggravation de la crise du capitalisme et la désaffection croissante vis-à-vis des organisations bureaucratiques ouvrent la voie à une véritable action de classe, débarrassée des appareils qui la détournaient de son but. Un champ d'action immense s'ouvre devant les militants révolutionnaires. Mais, pour pouvoir s'engager dans cette voie, il faut être débarrassé de la superstition selon laquelle seuls les appareils sont efficaces.

En réalité, seule est efficace l'action autonome des travailleurs, et seul est utile le militantisme qui tend à soutenir et développer cette forme d'action. Dix militants qui consacrent leurs forces à assurer des liaisons entre plusieurs entreprises et à propager les expériences de l'avant-garde ouvrière sont infiniment plus utiles au mouvement ouvrier que mille colleurs d'affiches électorales.

C'est à des tâches de ce genre que nous entendons désormais nous consacrer. Notre démission n'est pas un geste de puristes qui s'opposeraient au prétendu réalisme des dirigeants du P.U.G.S. ; elle n'est que la conséquence logique de la faillite complète de ce parti du point de vue idéologique et politique aussi bien que du point de vue organisationnel. Nous n'attendons pas que le parti se soit écroulé sous le poids de ses contradictions internes. Nous estimons avoir mieux à faire que de constituer à côté de la bureaucratie dirigeante du P.U.G.S. une bureaucratie oppositionnelle encore plus dérisoire.

Toute l'histoire des cent dernières années confirme que deux voies seulement sont ouvertes devant nous : ou la domination illimitée d'une classe d'exploiteurs — capitalistes privés ou bureaucrates — en la gestion de la société par les travailleurs, qui suppose le renversement de la classe exploiteuse par l'action propre des exploités.

Toutes les théories sur une troisième voie, évitant à la fois la dictature du capital et le pouvoir des conseils de travailleurs, ne sont que des mystifications intéressées ou les rêveries de petits bourgeois terrifiés par la lutte des classes.

Nul ne peut prévoir aujourd'hui si de la crise française sortira un pouvoir ouvrier ou le renforcement, pour toute une période, de la dictature du grand capital. Mais ce qui est certain, c'est que tous ceux qui ne luttent pas ouvertement pour la première solution font, qu'ils le veuillent ou non, le jeu de la classe dirigeante.

Quant à nous, nous avons conscience, en agissant comme nous le faisons, de préparer à plus ou moins longue échéance la victoire du socialisme.

Les camarades démissionnaires
des Fédérations Paris-Ville (9e, 16e, 18e sections)
et Seine-Est (Section de Drancy).

N.D.L.R. : *Constatant que cette lettre n'avait pas été publiée par les organes, extérieurs ou intérieurs, de l'U.G.S., ses signataires l'ont adressée, en même temps qu'à* S. ou B., *à* L'Express, France-Observateur, La Vérité, La Vérité des Travailleurs *et* Tribune Marxiste.

Notes

LA LAICITE DE L'ECOLE PUBLIQUE

C'est la bourgeoisie qui, à la fin du XIX[e] siècle, a imposé la laïcité de l'enseignement public, parmi une série d'autres réformes anticléricales, à un moment où l'Eglise représentait pour elle un adversaire politique. Depuis, l'Eglise a évolué ; toujours au service de la classe dominante, elle est maintenant au service de la classe bourgeoise. L'anticléricalisme de la bourgeoisie s'est éteint et la laïcité de l'école publique est de nouveau mise en question. On découvre que l'éducation morale des enfants est négligée, que les grandes valeurs sur lesquelles est basée la société actuelle : conscience professionnelle, sens de la hiérarchie, sentiment patriotique, amour de la famille, perdent leur sens et leur contenu. On constate en même temps qu'une bonne partie des enfants se trouve dans des écoles privées, que, par suite de la carence de l'Etat depuis la Libération, il n'y a pas assez de place dans les écoles publiques pour accueillir tous les enfants. Profitant de cette situation, l'enseignement privé (c'est-à-dire d'abord et surtout l'Eglise) réclame des subsides sous prétexte qu'il participe à un service public. La loi Barangé lui a déjà accordé une partie de ce qu'il demandait ; l'installation du régime gaulliste lui a donné des espoirs nouveaux. Il réclame maintenant : 75 milliards, l'aménagement de la loi Barangé — c'est-à-dire le paiement de ses maîtres par l'Etat — et la possibilité de contracter des emprunts garantis par l'Etat pour construire de nouvelles écoles.

Ces dernières prétentions provoquent la réaction des partisans de l'école laïque, de la « gauche » en général. Au nom de la République, de la liberté de conscience, de l'unité nationale, ils s'opposent à la « ségrégation scolaire », se font les champions de l'enfance unie, et agitent la menace de la nationalisation de l'enseignement.

Que se cache-t-il derrière ces grands mots ?

L'enseignement laïque est incontestablement préférable à l'enseignement privé, et surtout religieux. Dans les écoles privées les livres sont expurgés, le catéchisme occupe une grande place, la morale et la discipline marquent tellement les enfants que l'on reconnaît souvent à son attitude fermée et neutre un enfant sortant d'une école religieuse ; on y prêche la résignation puisque le monde n'est pas une création de l'homme et qu'on aura des compensations dans l'au-delà, la soumission aux autorités civiles et religieuses, l'hypocrisie sexuelle.

Bien sûr, dans l'école publique aussi l'enseignement s'inspire de conservation sociale, mais à un degré moindre. D'autre part, dans le cadre d'un programme officiel stupide, les maîtres jouissent, dans la pratique, d'une assez grande liberté pour donner le caractère qu'ils veulent à leur enseignement. Une leçon d'histoire par exemple peut-être une leçon sur le 1[er] mai et pas forcément sur la patrie. Enfin une simple comparaison entre l'école en France et en Espagne suffit à nous convaincre des avantages du système laïque.

Mais avantages pour qui? A quel point de vue ?

En effet toute la question est là. Nous l'avons déjà dit, la classe

bourgeoise n'est plus anticléricale ; au contraire, inquiète devant l'effondrement des valeurs morales qui lui servaient de base, elle ne serait pas mécontente de voir l'Eglise redonner au « peuple » un peu de moralité et le sens de la hiérarchie sociale. L'opium religieux, même à petites doses, lui semble un excellent auxiliaire pour maintenir les travailleurs dans leur condition d'exploités. Ce n'est donc pas parmi les bourgeois que l'école laïque trouvera de nombreux alliés.

Alors, dans la classe ouvrière ? La défense de la laïcité se heurte là aussi, même chez les instituteurs, à une certaine indifférence. Les syndicalistes laïques le constatent avec amertume. Mais au nom de quoi invitent-ils les travailleurs à défendre l'école publique ? La classe ouvrière ne peut se reconnaître dans les principes mis en avant par les partisans de la laïcité : la liberté de conscience, la République, l'unité nationale, ne sont que des mots pour les travailleurs. D'autre part, dans l'école publique, les ouvriers qui l'ont fréquentée, ne se rappellent pas avoir reçu un enseignement bien enrichissant ; elle représente pour eux l'antichambre de l'usine, et non un instrument d'émancipation. Ils y ont appris surtout l'histoire de la classe dominante et non la leur, une morale conventionnelle faite du respect de la société établie, une discipline qui rappelle celle de l'usine. Pour eux l'école fait partie des choses sur lesquelles ils n'ont aucune prise, comme l'administration, les chemins de fer, la construction des logements, comme leur travail lui-même ; personne ne leur demande leur avis, ou si on le leur demande c'est sur des détails et pour la forme.

Pour que les travailleurs aient envie de défendre l'école publique, il aurait fallu que, à défaut de l'Etat, les organisations syndicales de l'enseignement aient fait depuis des années un effort pour intéresser les ouvriers aux problèmes de l'école. Qu'elles aient essayé de peser de toutes leurs forces pour modifier les programmes, les conditions de travail des enfants et des maîtres, qu'elles aient essayé de créer une communication constante entre les instituteurs et les travailleurs. Mais les réunions de parents d'élèves ne sont la plupart du temps que des comités de bonnes œuvres, distribuant des prix, donnant des secours, et les parents sont tenus soigneusement à l'écart des problèmes pédagogiques et éducatifs des écoles où se trouvent leurs enfants.

Il faudrait surtout poser ouvertement et franchement le vrai problème : nous sommes contre l'école privée parce que l'enseignement religieux qu'on y donne est une arme supplémentaire pour la bourgeoisie ; au sein de l'école laïque elle-même nous dénonçons l'orientation que lui donne l'Etat et nous luttons effectivement, là aussi, pour que l'enseignement puisse servir aux travailleurs à se défendre.

Mais que font dans ce sens les défenseurs de l'école laïque ?

1° Ils proclament leur neutralité intégrale sur toutes les questions idéologiques ; or nous avons vu que l'école publique n'est pas neutre puisqu'on y reçoit un enseignement orienté, et en tout cas l'Eglise, elle, ne l'est pas : c'est au nom de principes politiques réactionnaires qu'elle attaque l'école laïque. Etre neutre c'est refuser de poser le vrai problème qui est de choisir entre deux idéologies : la résignation à l'exploitation ou la lutte pour l'émancipation.

2° Ils ne rejettent pas la réforme de l'enseignement, ils prétendent même « en tirer tout ce qu'il sera possible d'en tirer ». Or, cette réforme ne prévoit aucun crédit nouveau, alors que tout le monde connaît la misère de l'enseignement ; elle introduit le patronat dans de nombreux établissements, sabote le fameux tronc commun sur lequel les partisans de la démocratisation de l'enseignement fondaient de si grands espoirs.

3° Ils réclament le relèvement de l'indice terminal, c'est-à-dire du salaire des enseignants qui sont en fin de carrière ; ce qui renforce la division au sein des instituteurs et aggrave la crise de recrutement. Or, cette crise est telle que les classes sont surchargées, que des suppléants sans formation professionnelle font la classe, que l'on envoie dans les cours complémentaires des instituteurs sans licence pour enseigner les langues vivantes.

4° Ils menacent l'école libre de la nationalisation de l'enseignement. Mais cela est actuellement irréalisable et ne fait peur à personne, car même parmi les laïques de nombreux groupes sont pour le maintien d'un enseignement libre de statut privé.

5° Ils agitent comme un épouvantail la ségrégation de l'enfance : « si l'Etat subventionne l'école catholique — disent-ils — pourquoi pas l'école juive, protestante, mahométane, etc., et vous voyez d'ici le déplorable tableau du village ayant quatre écoles, quatre groupes d'enfants ennemis ? ».

Mais les bourgeois les plus réactionnaires ne veulent pas aller jusque là. L'argument de l'« unité nationale » que clament les laïques, résonne agréablement à leurs oreilles.

En exagérant le danger de la « ségrégation scolaire » d'une part, en refusant d'engager une action vigoureuse pour l'amélioration des conditions de travail des maîtres et des enfants à l'école publique d'autre part, on ne fait que noyer le poisson et, sous le couvert de grandes phrases laïques, on risque de préparer le compromis.

En effet, la partie la plus « éclairée » du clergé est surtout intéressée par deux choses : obtenir des subventions pour développer ses écoles et pénétrer dans l'école primaire et les œuvres para-scolaires (actuellement animées par la Ligue de l'Enseignement). Dans *Le Monde* du 19 juin, le R. P. Dabosville écrit avec une doucereuse hypocrisie : « Pourquoi n'y aurait-il pas des aumôneries dans les écoles primaires et les cours complémentaires, comme cela existe déjà dans les lycées et collèges, uniquement dans le but de faciliter les conditions matérielles de l'enseignement religieux ? Quant aux œuvres para-scolaires, la Ligue de l'Enseignement a un monopole exorbitant, elle pourrait partager. »

L'objectif immédiat de l'Eglise est bien celui-là et non l'épouvantail de la « ségrégation scolaire ». Et le principal argument des partisans de l'école libre est bien celui de « l'insuffisance » de l'école publique.

C'est dans ce sens que le gouvernement a l'intention de trancher le problème. Rejetant dos à dos la nationalisation de l'enseignement et le pluralisme scolaire, il veut introduire en douce la religion à l'école primaire et accorder d'importants avantages matériels aux écoles privées, tout en établissant, pour faire plaisir aux laïques, un contrôle de l'Etat sur ces écoles. Laissant l'école publique se débattre dans des locaux trop petits, avec des maîtres insuffisamment formés, il justifiera ainsi le caractère de « service public » de l'école privée.

C'est donc sur ce double terrain — caractère politique, de classe, de l'éducation religieuse ; conditions de travail des maîtres et des enfants à l'école publique — que les organisations syndicales des enseignants auraient dû engager leur combat, c'est sur cette base-là que la population travailleuse aurait pu participer réellement à l'action.

Quant à nous, nous savons très bien qu'il n'est pas possible dans une société d'exploitation de faire de l'école primaire un instrument qui « assure le plein développement des aptitudes intellectuelles, physiques et morales des enfants », comme le prétendent les auteurs du aprojet de nationalisation, car l'école fait partie de la société et on ne peut changer l'une sans changer l'autre. Il reste que nous sommes pour la laïcité de l'enseignement, car la religion est un moyen supplémentaire de semer le conformisme et la résignation dans la classe ouvrière, et aussi parce que, dans le cadre du régime capitaliste, il est possible d'alléger le poids de l'emprise bourgeoise sur l'enfance ouvrière à l'école même. Toute mesure dans ce sens est un facteur important d'émancipation des travailleurs.

En effet, la formation scolaire d'un individu le marque profondément ; et moins cette formation sera orientée par l'idéologie réactionnaire de la classe dominante, plus elle permettra à l'homme d'utiliser plus tard ce qu'il a appris à l'école pour avoir, au travers de son expérience personnelle dans la vie productive, une image réelle de la société dans laquelle il vit.

M. V.

COMMENT MALLET JUGE MOTHE

Dans les deux pages du N° 474 de *France-Observateur* que S. Mallet a consacrées au livre de Mothé, *Journal d'un ouvrier* (1), il a donné une étonnante démonstration de ce qu'il entend par lire un livre et en faire la critique. Cet intellectuel de gauche a bien montré son incapacité à sortir de son point de vue étroit, à comprendre des faits et des idées qui n'ont pas cours dans le milieu politico-universitaire de gauche, qui ne sont pas et ne seront jamais transformés en objets à jongler pour MM. les professionnels de « l'intelligence ». Car ces faits et ces idées, c'est tout simplement la réalité sociale décrite et comprise par quelqu'un qui la vit.

Dans cet article, Mallet se livre à un exercice bien connu, couramment pratiqué par les critiques. Faisant la critique d'un livre, il parle des sujets mêmes qui sont ceux de ce livre sans tenir aucun compte de ce que l'auteur en dit. Pour maintenir, cependant, la fiction de la « critique », il multiplie les références et les citations, mais en les intégrant dans ses propres raisonnements et en leur faisant dire, le plus souvent le contraire de ce qu'elles signifient dans leur contexte. Nous prendrons pour exemple de cette méthode — car manifestement c'en est une — la façon dont Mallet traite de Renault, de la classe ouvrière, des syndicats. Nous ne lui contestons pas le droit d'avoir ses idées là-dessus ; mais comme ce sont là les thèmes de fond du livre de Mothé, et comme Mothé en dit tout le contraire de ce que dit Mallet, la moindre honnêteté, sans parler de l'efficacité de la critique, aurait voulu que Mallet dans son article discute avec Mothé. Mais non : Mallet pérore tout seul et expose une fois de plus sur ces sujets ses théories — dont on se demande vraiment sur quoi elles se fondent, puisqu'il ignore délibérément le témoignage de quelqu'un qui connaît de l'intérieur ces réalités (2).

Pour ce qui est de Renault, voici ce qu'en dit Mallet : « Renault est le prototype d'une expérience de gestion technocratique réussie, dans laquelle les rapports entre direction et ouvriers ne peuvent sans mauvaise foi être *totalement* assimilés à ceux qui règnent dans l'entreprise capitaliste classique ». Affirmation absolument arbitraire et qui ne tient pas si justement on la confronte à ce qui ressort de façon éclatante du livre de Mothé, c'est-à-dire que Renault est *totalement* assimilable à un entreprise privée classique de la même dimension et du même niveau technique. Mais, peut-être, pour Mallet, Mothé est-il de mauvaise foi...

Quand Mallet parle de la classe ouvrière, sa façon d'ignorer et de fausser à la fois ce qu'en dit Mothé eest encore plus frappante. Tout d'abord, il s'enferme dans les distinctions de « catégories », nous prévenant que l'expérience de Mothé est celle d'un outilleur P 2, donc, dit Mallet, Hautement Qualifié. Nous retrouvons là l'imagerie d'Epinal des visiteurs d'usine qui nous montre des ouvriers reluisants, jonglant paisiblement avec des centièmes de millimètres dans des ateliers ressemblant à des salles d'opération. Or la façon dont Mothé décrit son travail fait éclater ce mythe du Hautement Qualifié et surtout démontre que ces fameuses « catégories » sont imposées arbitrairement par la direction pour diviser les ouvriers : dans l'atelier de Mothé, lui qui est P2, l'O. S. à sa droite et le P3 à sa gauche font tous le même boulot, tourner les manivelles et les tourner vite sur un travail que tous trois sont aussi capables l'un que l'autre de faire. Seulement ils ne touchent pas la même paie.

Surtout, ce qui fait le fond du livre de Mothé, c'est de montrer ce

---

(1) Journal d'un Ouvrier, *éd. de Minuit*, 176 *p.*, 495 *F.*

(2) *Sur les idées de S. Mallet, voir la critique que nous en avons faite dans le N° 27 de* S. ou B. *sous le titre « Sociologie-fiction pour gauche-fiction ».*

que sont des prolétaires : des hommes exploités, qui se révoltent contre l'exploitation et qui luttent contre elle. Il montre qu'il n'y a qu'une condition parmi les ouvriers et qu'une morale à l'usine : produire beaucoup et vite. Tandis que pour Mallet, qui ne connaît que le langage des patrons, il y a les H. Q., les professionnels, les O. S., les manœuvres, les Nord-Africains. Il n'y a pas de prolétaires.

Décidément, Mallet ne comprend pas le langage de Mothé. Lorsque Mothé dit : « une fois le travail terminé, l'ouvrier français redevient un homme isolé », Mallet entend sa propre phrase : « l'ouvrier cesse de se sentir tel lorsqu'il sort de l'usine ». Mothé a-t-il dit que s'il se sent isolé l'ouvrier français cesse pour autant de se sentir ouvrier ? Et, concrètement, cesser de se sentir ouvrier, Mallet est bien d'accord là-dessus (3), cela signifie se sentir bourgeois. C'est vraiment, sous couvert de tomber d'accord avec lui, prendre entièrement le contre-pied du témoignage de Mothé.

Même procédé à propos des syndicats. Mothé écrit : « Le syndicalisme est déconsidéré aux yeux des ouvriers avant d'avoir pu jouer son véritable rôle modrene qui est de se tailler une place dans l'appareil de gestion de l'usine ». Aussitôt Mallet de se réjouir. Totalement prisonnier de ses mythes et de ses postulats, il n'imagine pas que l'on puisse penser hors d'eux. Le postulat, ici, c'est l'identification de ce qui est moderne et de ce qui est progressif. Dans l'esprit de Mallet, si Mothé a dit « rôle moderne », il a voulu dire rôle progressif, donc, comme Mallet, il est pour ce « rôle moderne ». Seulement Mothé ne fait à aucun moment cette identification. Ce qui est progressif pour lui ce n'est pas le rôle moderne des syndicats, qu'il dénonce comme une participation à l'appareil d'exploitation des ouvriers ; c'est l'unité et la conscience de la classe ouvrière elle-même.

Quant au mythe, qui est davantage explicité dans les articles antérieurs de Mallet, c'est celui d'un syndicalisme gestionnaire au sens où il l'entend. Lorsque nous parlons et lorsque Mothé parle de rôle gestionnaire des syndicats, c'est d'une gestion sociale qu'il s'agit, de la fonction d'organe de transmission entre dirigeants et exécutants indispensable dans l'usine capitaliste moderne. Mais Mallet, lui, embrouille tout et donne à cette gestion un contenu aussi bien économique ou technique qu' « humain » que jamais aucun syndicat n'a revendiqué, pas même aux U. S. A., en Grande-Bretagne ou dans les autre pays à propos desquels on peut valablement parler de syndicalisme moderne. Mallet rêve et croit retrouver ses rêves dans le livre de Mothé.

Mais finalement, à l'aide de toutes ces interprétations à rebours, ce que tente Mallet, c'est d'introduire la contradiction entre l'ouvrier Mothé et les « théoriciens » de *Socialisme ou Barbarie* « qui, eux, n'ont jamais les pieds dans une usine ». Croyant ainsi avoir réfuté *Socialisme ou Barbarie* par Mothé, Mallet se croit dispensé de le faire lui-même — et de face.

Malheureusement, pour que cette astuce réussît, il aurait fallu que Mallet n'ignore pas un certain nombre de choses.

Tout d'abord, il aurait fallu qu'il n'ignore pas les idées de *Socialisme ou Barbarie*. Il n'y a qu'a lire les thèses qu'il nous prête sur le syndicalisme et la « sclérose du mouvement ouvrier » dont seraient « seuls responsables la corruption et le bureaucratisme » pour se rendre compte qu'il n'a jamais lu notre revue.

Ensuite, il aurait fallu qu'il n'ignore pas ce qu'est pour nous la théorie révolutionnaire et ce qu'elle a d'ailleurs toujours été pour le marxisme vivant, qu'il n'ignore pas donc, les rapports qui lient Mothé et les « théoriciens » de *S. ou B.*

Pourtant, au départ de son article, on pourrait croire que Mallet a bien vu une chose : que Mothé n'est pas l'ouvrier vierge, le prolé-

---

(3) *Cf. les articles publiés par Mallet dans le* Temps Modernes, *N°* 153-154 *et dans* Arguments, *N°* 12-13.

taire pur et nu sorti de l'usine pour pousser son cri, pour livrer son témoignage brut d'innocent ; que c'est un militant depuis toujours, qui voit et comprend la réalité « à partir de conceptions théoriques élaborées depuis de longues années » (Mallet). Mais toute la suite de l'article dément que Mallet ait véritablement compris cela ; car, comme nous en avons déjà donné quelques exemples, ce n'est qu'une série d'attaques contre *S. ou B.*, et de tentatives pour opposer Mothé et *S. ou B.* ; jusqu'à la dernière phrase, où M. Mallet, professeur de lutte ouvrière, décerne à l'élève Mothé cette appréciation — O combien flatteuse ! — « a mieux à faire que de rester la pancarte d'un révolutionnarisme de salon », sans se rendre compte apparemment, dans son sérieux universitaire, de ce que cette dernière expression a, sous sa plume surtout, de lourdement grotesque.

Que Mallet apprenne donc — puisque apparemment il ne le sait pas — que le livre de Mothé est uniquement composé de larges extraits d'articles publiés depuis dix numéros dans notre revue et tous discutés collectivement par notre groupe, qui n'est pas formé d'un côté d'un ou plusieurs ouvriers et de l'autre côté de « théoriciens », mais simplement de militants politiques ; que cette « théorie » présentée par Mallet comme posée sur Mothé comme un bât qui le gêne terriblement (sic), comme élaborée en vase clos par des abstracteurs professionnels et ensuite injectée à Mothé, cette théorie a été en réalité le résultat de la confrontation et de la systématisation la plus rigoureuse possible d'expériences ouvrières, dont celle — capitale — de Mothé, et d'une réflexion sur le mouvement ouvrier et, en particulier, sur ses développements les plus récents, par des militants qui, pour la plupart, y ont participé activement de l'intérieur.

Socialisme ou Barbarie.

Les livres

LA CLASSE OUVRIERE D'ALLEMAGNE ORIENTALE

Le livre de B. Sarel constitue une contribution de premier ordre à la compréhension de l'univers bureaucratique et des luttes de classes qui s'y déroulent actuellement (1). Sobre, précis, documenté, Sarel nous fait pénétrer d'une manière extrêmement concrète dans la réalité quotidienne des rapports antagoniques qui se sont développés en Allemagne orientale entre le prolétariat et la nouvelle classe dirigeante du soi-disant régime socialiste. Sarel ne pose pas des affirmations dogmatiques générales sur les contradictions internes des régimes bureaucratiques, il fait parler les faits et souvent même les personnages, ouvriers ou bureaucrates, qui vivent tous les jours ce déchirement de la société. Peu à peu se reconstitue sous nos yeux l'histoire d'une lutte de classe, et la signification révolutionnaire que développe cette histoire.

A travers treize années d'oppression et d'arbitraire bureaucratique on assiste à une transformation profonde de la conscience du prolétariat. Lentement, la classe ouvrière s'adapte à l'univers nouveau dans lequel elle se trouve emprisonnée. Mois après mois, année après année, les illusions se dissipent, les conceptions périmées se désagrègent et s'évanouissent. La classe ouvrière apprend d'abord, par son expérience de tous les jours, que le socialisme ce n'est pas l'étatisation des usines et la substitution d'une couche bureaucratique au patronat privé. Puis dans une deuxième étape, elle est conduite par la nature même des rapports sociaux dans lesquels elle vit, à discerner ce que pourrait être le socialisme : l'appropriation directe du pouvoir de gérer les entreprises, l'économie, et la société tout entière, par les travailleurs eux-mêmes. En juin 1953, elle envahit les rues et affirme cette conception du socialisme face à la bureaucratie et aux chars soviétiques. Depuis elle n'y a pas renoncé. La lutte se poursuit souterraine, meurtrière parfois, mais ininterrompue. D'un côté la bureaucratie avec son immense appareil de mystification et répression. De l'autre, le prolétariat dépouillé de tout mais dont la bureaucratie ne parvient jamais à maîtriser la résistance parce que celle-ci s'alimente, se renouvelle, et s'amplifie sans cesse, dans l'expérience quotidienne que font les ouvriers dans les usines du caractère pseudo-socialiste des rapports de production. A cette contradiction sociale, radicale, il n'y a pas de solution réformiste, comme l'imaginent volontiers les néo-staliniens — quoiqu'ils ne l'avouent jamais tout à fait, ces messieurs partagent avec leurs frères ennemis de la social-démocratie cette conviction profonde que pour le prolétariat tout se réduit, toujours en définitive, à des questions de mangeaille. Inspirés par cette noble philosophie, les dirigeants de la D.D.R. (2) ont essayé après 1953 d'accroître les salaires et la production des moyens de consommation. Ils l'ont fait, sans que cependant le prolétariat cesse de se considérer comme en état de sécession permanente dans une société qui proclame pourtant tous les jours son caractère « ouvrier »

---

(1) *Benno Sarel*, La classe ouvrière en Allemagne orientale, *Editions ouvrières, Paris* 1958. 268 *p.*, 515 *francs.*

(2) Deutsche Demokratische Republik : *République Démocratique Allemande.*

et « socialiste ». Le drame de la D.D.R. est celui de toutes les sociétés bureaucratiques ou plutôt de toutes les sociétés capitalistes modernes : la classe dirigeante ne peut plus gérer la société de manière rationnelle sans la collaboration et la participation active des travailleurs, et les travailleurs ne veulent pas apporter leur collaboration et leur participation à la gestion d'une société dont la structure fondamentale les exclut précisément de la direction effective de leurs propres activités. La particularité la plus importante des sociétés bureaucratiques c'est finalement de rendre cette contradiction plus apparente, plus directement saisissable par le prolétariat, dans la mesure même où l'étatisation de l'appareil de production et la planification dépouillent le rapport capitaliste de tous les caractères inessentiels qu'il conserve dans les sociétés bourgeoises, pour le réduire à un rapport de dirigeants à exécutants aussi bien dans la sphère de la production que dans d'ensemble de la vie sociale.

Ceci posé, comment les ouvriers allemands en sont-ils venus à cette conscience aiguë de l'antagonisme irréductible qui les oppose à la bureaucratie ? Sarel note que dès le départ, le comportement des ouvriers et la représentation que se fait du socialisme l'appareil stalinien, ne coïncident pas. Lorsque au printemps 1945, la classe ouvrière allemande émerge de douze ans de terreur hitlérienne, elle n'est certes pas à même de s'emparer du pouvoir. Il subsiste tout au plus quelques noyaux communistes isolés et si çà et là des drapeaux rouges apparaissent dans les quartiers ouvriers, c'est le fait d'une toute petite minorité. Dans ce pays couvert de ruines et où toute vie économique et sociale s'est trouvée désorganisée de fond en comble, la masse des travailleurs, écrasée par la guerre, est tout entière occupée à essayer de subsister. C'est de cette préoccupation que naît la première action positive des ouvriers. Tandis que le patronat et l'administration hitlérienne ont fui devant l'armée rouge et que le lourd appareil de l'administration soviétique ne se met en place qu'avec lenteur les usines restées sans direction cessent de fonctionner. Çà et là, les travailleurs organisent des comités ouvriers qui remettent en marche les entreprises et organisent la fabrication de produits susceptibles d'être troqués contre les vivres des campagnards. Dans l'état général de décomposition où se trouvait la société, seule la classe ouvrière a été capable du jour au lendemain de remettre en route la production.

Cependant le prolétariat qui a été conduit par les circonstances à s'emparer localement de la direction des entreprises, ne coordonne pas l'action des comités ouvriers et ne cherche pas à créer les organes d'une direction prolétarienne de la société. Bientôt, sous la tutelle de l'administration soviétique, un appareil d'état se reconstitue. Les communistes exilés rentrent en Allemagne, les sections du parti communiste et de la social-démocratie reprennent vie, les bureaucrates syndicaux réapparaissent. Une sorte de dualité d'organisation se développe. D'un côté les comités ouvriers, création spontanée du prolétariat et émanation directe de la classe laborieuse. De l'autre, les bureaucraties social-démocrates, staliniennes et syndicales, formées dans le mouvement ouvrier de l'époque préhitlérienne, qui fusionnent et entreprennent de se constituer en « état ouvrier », conformément à l'idée qu'elles se sont toujours faite du socialisme. La structure de classe de la nouvelle société prend rapidement forme : tandis que la bureaucratie étend ses ramifications sur toute la vie sociale et se différencie comme couche privilégiée, le prolétariat est refoulé dans les fonctions de simple exécutant des tâches matérielles de la production. Patiemment, les conseils ouvriers sont étouffés et remplacés par des directions flanquées de toute une série d'organismes bureaucratiques. Bien que ces nouveaux dirigeants soient souvent des éléments d'origine ouvrière, ils n'en deviennent pas moins étrangers et extérieurs au prolétariat dont ils se trouvent rapidement séparés aussi bien par leur fonction que par leurs privilèges et la mentalité qui en résulte.

En tout cas la masse ouvrière ne reconnaît pas cet état qui s'édifie

au-dessus d'elle comme son Etat. Réduite au rôle de simple force de travail, elle se comporte comme telle, et ne collabore pas activement à la production. L'absentéisme, le retard au travail, la pause dans l'usine, deviennent des pratiques tout à fait courantes. Les dirigeants de la D.D.R. s'efforcent d'abord d'y remédier de façon assez rudimentaire par des mesures répressives et disciplinaires du type de celles qui sont en vigueur dans n'importe quelle usine capitaliste. Mais d'une part ces mesures ne font que clarifier chez les ouvriers la conscience de la contradiction qui les oppose à l'« Etat socialiste » d'autre part elles contredisent à l'image que la bureaucratie se fait de son propre rôle et de la situation du prolétariat dans la nouvelle société. La bureaucratie est victime de ses propres idéologies : dans cette société où le prolétariat est la classe dominante, il n'est pas possible que les ouvriers adoptent une attitude passive devant le travail. S'ils le font néanmoins, c'est parce qu'ils sont encore imprégnés d'un état d'esprit qui s'est créé dans la société capitaliste et en est un résidu. Le problème est donc de révolutionner la mentalité des ouvriers pour la mettre en accord avec les nouveaux rapports de production. C'est le but du mouvement stakhanoviste. Mais très vite l'échec s'affirme. A l'exception de quelques jeunes, endoctrinés par la F.D.J. (3), qui battent des records de production parce qu'ils croient effectivement travailler à la construction du socialisme, la masse des stakhanovistes est constituée par des éléments carriéristes, des jeunes, des petits bourgeois fraîchement intégrés à la classe ouvrière et qui n'ont pas fait l'apprentissage de la solidarité prolétarienne. Dans l'ensemble, la masse des travailleurs ne suit pas le mouvement et bientôt elle s'y oppose. Les activistes, « gâcheurs de salaires », sont pris à parti dans les ateliers, injuriés, parfois molestés. Entre eux et la masse ouvrière le fossé se creuse. Le régime ne parvient pas à modeler un prolétariat conforme à la représentation qu'il s'en fait.

A cette étape, la classe ouvrière n'a cependant réagi que d'une façon négative devant le « socialisme » de la bureaucratie. Elle refuse la manière d'être de la société qui s'est installée. Mais elle ne pose pas encore explicitement et de façon pratique le problème de la création d'une autre société. Elle ne discerne pas encore les contours de cette société. Elle ne voit pas les chemins qui y conduisent. Pourtant le processus est en marche. Entre 1949 et 1953 c'est le régime lui-même qui le déclenche lorsqu'il essaie de généraliser le système des normes de production. On entreprend d'abord d'imposer les normes de façon arbitraire en utilisant des chronos. Mais outre que cette méthode suscite de vives réactions des ouvriers, on s'aperçoit vite qu'elle n'est pas efficace : il n'est pas possible de surmonter la résistance des ouvriers qui de mille manières s'arrangent pour fausser les données des problèmes posés aux chronos et les empêcher d'y apporter des solutions exactes. On découvre alors que le mieux serait de faire établir les normes par les ouvriers eux-mêmes. Dans ce but on décide de convoquer des assemblées syndicales où tous les ouvriers viendront librement exposer leur point de vue et faire des suggestions à propos des problèmes que pose l'établissement des normes dans leur atelier. Mais presque aussitôt ces réunions d'usine tournent à la confusion de la bureaucratie. Destinées à persuader les travailleurs de relever volontairement les normes, les assemblées ouvrières échappent aux dirigeants syndicaux. Les travailleurs y viennent en masse et profitent de la liberté qu'on leur accorde pour faire retentir de violentes critiques contre la direction des usines, les contremaîtres, les chronos, l'organisation du travail, etc. Depuis la suppression des comités ouvriers, le prolétariat n'avait plus aucune organisation propre. Les réunions pour l'établissement volontaire des normes permettent aux travailleurs de sortir de leur isolement et de créer de nouveau des rudiments d'organisation dans

(3) *Fédération des Jeunesses Libres Allemandes.*

le cadre même des institutions légales. Au cours des discussions, les éléments les plus hardis et les plus résolus ont l'occasion de se repérer et d'entrer en contact. A la sortie de la réunion ils se retrouvent, discutent de ce qui s'est passé, s'accordent pour préparer de nouvelles interventions. Des groupes d'ouvriers commencent ainsi à s'organiser. Bientôt ils poussent des antennes d'une usine à l'autre, échangent des informations et des idées. Invisible, caché dans les organes du régime, tout un réseau d'opposition ouvrière est en train d'étendre ses ramifications dans les couches profondes du prolétariat.

Parallèlement, la conscience des ouvriers fait un prodigieux bond en avant. En 1950 le régime, désireux d'entraîner l'ensemble des travailleurs dans la « lutte pour la construction du socialisme » répartit les ouvriers en brigades qui devront se réunir de temps à autre pour examiner tous les moyens propres à accroître leur rendement. Or, pour atteindre le but qui leur est assigné par les autorités elle-mêmes, les ouvriers sont amenés à examiner une foule de problèmes qui se révèlent étroitement connexes et touchent à toute l'organisation de l'usine. Les réunions de brigades conduisent ainsi pour la première fois les ouvriers à envisager concrètement et à réfléchir aux problèmes de la gestion elle-même. Celle-ci commence à leur apparaître sous un aspect familier, à leur portée, pouvant être résolu par eux. Or, en même temps que le régime bureaucratique confronte les ouvriers avec les problèmes de gestion, leur en fait faire en quelque sorte l'apprentissage, il les empêche, en raison même de sa nature bureaucratique, d'y apporter leur solution : de toute façon ce sont les autorités qui ont seules pouvoir de décider. Le contenu et la signification de la contradiction qui oppose le prolétariat à la bureaucratie émerge maintenant en pleine lumière aux yeux de l'avant-garde ouvrière. La révolte de juin 1953 va en fournir la démonstration éclatante.

Lorsque le 17 juin, les maçons envahissent les rues de Berlin, les conditions d'un soulèvement général sont arrivées à maturité dans presque toutes les villes industrielles. Depuis deux ans la guerre froide s'intensifie et le gouvernement de la D.D.R., lui-même harcelé par les Russes, pousse à fond la construction économique et la fabrication d'armements. Cependant que la pénurie des produits de consommation et la crise du ravitaillement s'aggravent, à plusieurs reprises les autorités décrètent un relèvement des normes. Chaque fois ces mesures sont présentées par la presse comme le résultat d'une décision volontaire des ouvriers. « Volontaires » aussi les heures supplémentaires et les souscriptions de toute sorte qui s'abattent sur les travailleurs pour la Corée, pour la Paix, pour l'anniversaire de Staline, de W. Pieck, pour l'amitié germano-soviétique, etc. En fait, dès le printemps 1953 des incidents se produisent un peu partout. En mai des grèves éclatent à Chemnitz et à Magdebourg. Les assemblées d'usine se font de plus en plus tumultueuses. Les chefs de brigades et les délégués syndicaux subissent une telle pression de la base qu'ils sont presque toujours obligés d'adopter le point de vue des ouvriers.

C'est dans cette atmosphère passablement tendue que le 5 juin les travailleurs apprennent par la presse qu'ils sont volontaires pour un nouveau relèvement des normes qui dans certains cas réduira de 30 à 40 % leurs revenus. Aussitôt l'agitation s'amplifie. A Berlin dans le bâtiment les brigades de travail se réunissent de leur propre chef et discutent âprement des nouvelles normes. Çà et là des chronos sont pris à partie. Toute une série de débrayages limités se produisent sur les chantiers de la Stalin allée. Ces jours-là, on travaille peu, on discute beaucoup. Partout retentit la même revendication : obliger le gouvernement à revenir sur sa décision de relever les normes. C'est dans ce but que le matin du 17 juin les maçons marchent au nombre de plusieurs milliers sur les immeubles du gouvernement. On sait comment, devant l'obstination des bureaucrates aveugles, cette manifestation pacifique des travailleurs du bâtiment tourne dans l'après-midi à la grève générale, puis à la révolte des centres industriels.

Les grèves et les manifestations insurrectionnelles qui secouent tout le pays témoignent de la rapidité avec laquelle évolue la conscience politique des ouvriers au cours de ces journées révolutionnaires. Le 17 au matin, il ne s'agissait encore que de problèmes de salaires et la lutte restait confinée dans les entreprises. Dès la soirée du 17 il s'agit de faire une révolution et la lutte envahit la rue.

Sans doute la révolution ouvrière qui est en train de se faire ne surgit pas dans un état chimiquement pur. Des paysans, des petits bourgeois en profitent pour se livrer à des manifestations réactionnaires. Les revendications de la masse prolétarienne elle-même ne sont pas toujours dépourvues d'ambiguïté, et il est indubitable que des lambeaux d'idéologie social-démocrate subsistent dans certaines couches ouvrières. Mais il n'y a pas une seule révolution prolétarienne au cours de laquelle la classe ouvrière ne soit présentée dès le premier jour en bloc conscient de tous ses objectifs et débarrassé des fantômes idéologiques du passé. Dans le cours d'une lutte révolutionnaire, alors que la conscience des masses se modifie de jour en jour et parfois d'heure en heure ce n'est pas ce que fait et pense la partie la moins avancée du prolétariat qui est finalement décisif. C'est l'action de l'avant-garde ouvrière qui décide de la physionomie de la révolution car c'est elle qui entraîne les couches les plus arriérées qui hésitent, tâtonnent et s'égarent. Or, en Allemagne orientale, deux jours suffisent, en juin 1953, pour que les détachements les plus avancés du prolétariat fassent très clairement apparaître le visage de la première révolution ouvrière contre la bureaucratie.

La carte du soulèvement coïncide rigoureusement avec celle des grandes agglomérations industrielles. A Halle, à Bitterfeld, à Mersebourg, dans « le cœur rouge de l'Allemagne » les ouvriers en grève occupent les usines, forment des comités élus par acclamation, chassent les directeurs d'usines, désarment la police et s'emparent des journaux et de la radio. Dans les heures qui suivent les comités commencent à se fédérer d'une ville à l'autre. Le comité ouvrier de Bitterfeld, les métallos de Lauchhammer et de Hennigsdorff réclament la formation d'un gouvernement des travailleurs. Déjà des délégations se mettent en route pour Berlin. Si les blindés soviétiques n'avaient pas immédiatement brisé le mouvement, on eût abouti, comme plus tard en Hongrie, à la formation d'un conseil central des comités ouvriers, c'est-à-dire à l'apparition d'un pouvoir prolétarien qui n'eût pas tardé à s'opposer aussi bien aux courants petit-bourgeois qu'à la contre-révolution stalinienne.

Près de six années ont passé depuis lors. Les derniers chapitres du livre de Sarel attestent que le prolétariat allemand continue de façon souterraine sa lutte révolutionnaire.

Lorsque les ouvriers, défaits par les chars russes, ont reflué vers les usines, leur cohésion et leur force restaient telles que la bureaucratie n'ose pas avoir recours à une répression massive et brutale. Pendant quelques semaines prévaut un cours réformiste, une sorte de Gomulkisme avant l'heure. On décrète la baisse des prix et la hausse des salaires. On autorise les ouvriers à présenter des cahiers de revendications. Mais cette politique « souple » n'est pas payante. L'agitation continue dans les entreprises. Les comités ouvriers subsistent clandestinement et s'emparent de la direction syndicale des usines. On continue à réclamer l'abolition des normes. De nouvelles grèves éclatent aux usines Buna et Wolfen, aux laminoirs de Thalle, entraînant des débrayages de solidarité dans les universités. Alors le 24 juillet intervient la liquidation de la politique réformiste. Les durs de l'appareil reprennent la direction. Les organisations ouvrières sont désarticulées. La police et les cadres imposent silence aux éléments révolutionnaires dans les assemblées d'usines. A la fin de 1953 toute trace d'une résistance ouverte des ouvriers a disparu.

Mais de toute façon la rupture entre le prolétariat et la bureaucratie est désormais irrémédiable. Si les mitrailleuses des chars soviétiques ont fait merveille pour refouler les ouvriers loin des avenues du pouvoir,

elles ne sont d'aucune utilité lorsqu'il faut les persuader de collaborer à la production pour accroître, ou même simplement pour maintenir le rendement. Ironiques et malveillants les ouvriers laissent maintenant les bureaucrates se débrouiller tout seuls avec les problèmes de l'organisation du travail et de la production. Isolés du prolétariat, les organismes de direction se multiplient, se superposent, se paralysent mutuellement et s'accusent réciproquement d'engendrer le désordre et l'incohérence. Les ouvriers ne perdent pas une occasion de dénoncer la « pagaïe » bureaucratique, mais en même temps ils y contribuent autant que faire se peut. Ils arrivent en retard au travail, ralentissent les cadences, se mettent en congé à tout propos, ou bien au contraire fabriquent les pièces plus vite que ne l'ont prévu les chronos ,qui du coup se trouvent rudement atteints dans leur dignité professionnelle. Même les jeunes de la F.D.J. sur lesquels on avait beaucoup compté pour établir des liens vivants entre la classe ouvrière et le régime, adoptent une attitude de non collaboration. Soumise à un pareil traitement, toute l'économie du pays se détraque et devient un chaos. La haute bureaucratie s'affole, et sa politique oscillant d'un extrême à l'autre devient un tissu d'incohérences. Tantôt on renforce l'autorité des directeurs d'usines, on multiplie les mesures répressives et on se prend à rêver d'une technologie merveilleuse qui permettrait de faire fonctionner la production avec un minimum de participation ouvrière. Tantôt au contraire on redécouvre que le travail est l'élément dominant du processus productif et on cherche à susciter de nouveau une participation libre et spontanée des ouvriers à l'organisation de l'atelier et de l'entreprise. Mais lorsqu'en 1956 les directeurs d'usines réunissent les ouvriers pour les entretenir de l'éventuelle création de comités d'entreprise qui seraient chargés de les aider dans leur lourde tâche, ils s'entendent dire des choses si désagréables qu'ils préfèrent en rester là. En mendiant la collaboration des ouvriers, sans d'ailleurs l'obtenir, la bureaucratie ne fait que rendre manifeste aux yeux des travailleurs eux-mêmes son incapacité foncière à accomplir cette fonction gestionnaire spécialisée, qui d'après l'idéologie stalinienne fonde la légitimité historique de la couche dirigeante. La vérité est que l'anarchie bureaucratique a été une excellente école pour le prolétariat : amenés quotidiennement à constater et souvent à corriger les erreurs et les fautes de la bureaucratie, les ouvriers sont sans illusions sur le savoir spécialisé des dirigeants des entreprises et de l'économie. Mieux que quiconque, les travailleurs savent que parce qu'ils sont placés tous les jours en plein cœur du processus productif, ils sont capables de le connaître et de l'organiser. Le capitalisme bureaucratique n'a pas détérioré la conscience révolutionnaire du prolétariat, il l'a aiguisée, précisée, enrichie. Il est vrai qu'en contre-partie, le stalinisme établit dans les pays qu'il domine un accablant obscurantisme idéologique qui, serait-on tenté de penser, constitue un lourd handicap pour le mouvement révolutionnaire. Confisqué par la couche dirigeante et mis à son service, le marxisme ne devient pas seulement étranger au prolétariat. Il lui devient odieux, dans la mesure même où il lui apparaît comme l'idéologie de la classe ennemie et comme son principal instrument de mystification. Mais ce n'est là qu'une situation transitoire qui déjà est en voie de dépassement. Depuis 1956 une partie importante de l'intelligentzia s'est détachée du régime et a presque aussitôt entrepris de se réapproprier le marxisme pour le retourner contre la bureaucratie et en faire un instrument de critique de son ordre social. Très vite la lecture des écrits théoriques des polonais, la révolution hongroise surtout, ont précipité la cristallisation dans la jeunesse intellectuelle d'un courant marxiste révolutionnaire qui a perdu les caractères abstraits, hégeliens, qu'il présentait à ses débuts. Dès le printemps 1956, des intellectuels, étudiants et professeurs, groupés autour de Wolfgang Harich, ont fait, comme jadis le jeune Marx, leurs adieux à la philosophie spéculative pour entreprendre de faire de la critique politique, en liaison avec les ouvriers. Arrêtés par la police stalinienne, ils ont laissé des continuateurs et des disciples...

En 1958 en Allemagne orientale, les frontières s'estompent entre l'université et l'usine : un moment dissociées par le triomphe du stalinisme, la philosophie de la révolution et la pratique révolutionnaire des ouvriers sont en train de se retrouver.

Le livre de Sarel confirme ce que nous savions par ailleurs : de Shanghaï à Magdebourg, la révolution prolétarienne continue à creuser ses galeries sous le monstrueux et inutile édifice bureaucratique .

Pierre BRUNE.

EXTRAITS de POUVOIR OUVRIER

Nous avons reproduit dans notre précédant numéro (pages 126 *à* 137*) de larges extraits de* Pouvoir Ouvrier, *le supplément mensuel de* Socialisme ou Barbarie, *qui paraît régulièrement depuis le mois de décembre* 1958, *Le manque de place ne nous permet pas de continuer à publier ici des extraits de* P. O. *à une échelle aussi importante ; nous nous bornons à reproduire ci-dessous l'éditorial du numéro* 8 *(juin* 1959*) et, de la* Parole aux Travailleurs *du même numéro, une lettre sur la situation des ouvriers agricoles d'un camarade de Normandie, ouvrier agricole lui-même jusqu'à une date récente. Les lecteurs de* Socialisme ou Barbarie *intéressés par* Pouvoir Ouvrier *peuvent le recevoir en écrivant à la revue.*

EUX ET NOUS

Seize mineurs sont morts, trente-trois ont été grièvement brûlés dans le puits Sainte-Fontaine à Merlebach. Sept catastrophes du même genre ont eu lieu depuis 1948 dans les mines de Lorraine. C'est dans ces mines que la productivité a le plus augmenté pendant ces dernières années.

Comme les 5 mineurs de Faulquemont le 5 mars, comme les 5 de Roncourt le 16 janvier, et encore les 5 de Petite-Rosselle le 10 janvier, et les 11 de Vuillemin le 21 novembre..., les 16 ouvriers de Sainte-Fontaine sont morts parce que la vie d'un mineur, aujourd'hui, vaut moins que le charbon qu'il extrait ; l'essentiel n'est pas la sécurité, mais la productivité...

Augmenter la productivité... ceux qui travaillent savent ce que cela veut dire. Ici même des travailleurs décrivent l'augmentation des cadences un peu partout, la « réorganisation » qui entraîne la fermeture d'usines, les déclassements. Il faut que l'industrie française soit « compétitive », comme ils disent, que la classe ouvrière ne soit plus que de la « main d'œuvre », des chiffres.

Quant aux salaires, M. Debré sait ce qui convient aux ouvriers : des salaires pas trop élevés. M. Debré ne risque pas de mourir d'un coup de grisou, il ne risque pas de s'emmerder 48 ou 54 heures par semaine sur une chaîne. Ce n'est qu'un juriste. Il ne connaît rien aux problèmes des gens qui travaillent. Mais il connaît les lois et les chiffres de production que lui passent sur un papier les experts. Il connaît De Gaulle aussi. Alors il est Premier Ministre.

Reconnaissons que, dans son métier de Premier Ministre, il a, lui aussi, ses problèmes. Il faut contenter les uns et les autres : les généraux et les betteraviers, les petits commerçants et les grands patrons, les députés et les sénateurs, les colons et les hauts fonctionnaires, les petits curés et les grands évêques. Ce n'est pas facile. Mais le plus difficile, incontestablement, c'est de faire croire aux gens que la V^{e} République est meilleure que la IV^{e}.

On continue la guerre d'Algérie. Le capitalisme français, et plus particulièrement certains groupes de capitalistes, de politiciens, les colons ont des intérêts à défendre là-bas. C'est pour protéger et maintenir les *intérêts de classe* de ces parasites qu'on essaie de briser, par tous les moyens, la révolte d'un peuple opprimé et férocement exploité. Les bilans officiels sont d'environ 800 morts algériens et 60 français par semaine. Mais les généraux déclarent que c'est tout à fait satisfaisant. N'insistons pas sur le reste. Le monde entier le sait. Et les soldats qui

reviennent ne se privent pas de le raconter. C'est « l'œuvre magnifique de la France en Algérie » ! On allonge le service militaire à vingt-huit mois, on envisage même deux ans et demi. Soldats qui êtes dans le bled ou dans les casernes, n'est-ce pas merveilleux ? Et vous, qui êtes déjà revenus, qu'avez-vous appris pendant votre temps de service ? Racontez-donc partout ce que vous avez appris !

On relève la France. M. Debré déclare qu'il faut augmenter encore la productivité et que c'est seulement ensuite que les salaires pourront être relevés, dans une mesure « assez faible » ajoute-t-il.

De son côté, c'est à New-York, devant un public choisi, que M. Pinay a récemment déclaré : « En dix ans, la France a non seulement reconstitué son appareil productif, mais elle l'a accru et modernisé. Depuis la production d'électricité a triplé, la capacité de raffinage du pétrole a été multipliée par 5, la construction aéronautique par 6, le nombre de tracteurs par 10 ».

Qui a donc fait tout cela ? Ceux qui travaillent. Comment ? Par l'allongement du temps de travail et par l'augmentation de la productivité (c'est-à-dire de la quantité de produits fabriqués par chaque ouvrier en un temps donné).

Qu'ont-ils reçu en contrepartie ? Pas grand-chose. Le pouvoir d'achat est resté loin en arrière ; il a baissé de nouveau depuis deux ans. La seule chose qui a augmenté, c'est la fatigue des travailleurs et les bénéfices des grandes sociétés. Ce n'est pas assez, dit M. Debré.

Qu'est-ce donc que ce Premier Ministre, que ce Gouvernement, que ce Grand Général qui nous dirigent ?

Eh bien, ce sont les représentants :

1° de la classe qui domine et dirige en France, la bourgeoisie ;

2° de groupes particuliers de l'appareil d'Etat : l'Armée, les hauts chefs des administrations, la police.

Quand ils parlent de la France, c'est d'eux-mêmes qu'ils parlent.

Quand ils agissent, c'est pour eux-mêmes qu'ils agissent.

Que les travailleurs en fassent autant.

CEUX DONT ON NE PARLE JAMAIS : LA VIE DE L'OUVRIER AGRICOLE

En Normandie, le salaire d'un ouvrier agricole est d'environ 500 F par jour ; en plus des 500 F, il est nourri. Le patron évalue la nourriture à une somme égale à celle perçue par l'ouvrier, ce qui donne approximativement 1 000 F au total. Pendant la saison des foins et des récoltes, l'ouvrier travaille entre 12 et 14 heures par jour, pendant la période d'hiver la journée est de 10 heures. En général l'O. A. effectue son travail dans plusieurs fermes, car dans la région il n'y a pas de concentration, les fermes les plus importantes sont de l'ordre de 20 à 22 ha, avec une trentaine de vaches ; la moyenne de l'importance des fermes se situe entre 10 et 12 hectares, avec une quinzaine de bêtes. Le patron emploie l'O. A. environ 3 jours par semaine, ce qui fait que l'O. A. change de ferme 4 à 5 fois dans le courant du mois.

Les salaires sont fixés par les patrons et ces salaires sont presque uniformes, il y a très peu de cas où un patron octroie une somme supérieure à 500 F. Dans la région où je suis il n'y a qu'un cas où un ouvrier perçoit 250 F de plus que les autres, c'est d'ailleurs le seul dans le canton ; cela provient qu'il a un rendement de travail supérieur, notamment pour confectionner des gerbes de foin (le minimum de gerbes demandées aux O. A. est de 750 gerbes par jour). Cet ouvrier en question en fait régulièrement 1 000 dans sa journée ; connaissant ses capacités, cet O. A. a fait lui-même son prix, qu'il a obtenu d'ailleurs sans aucune difficulté. Pour confectionner 750 gerbes de foin dans la journée, il faut faire une moyenne d'une gerbe par minute, ce qui ne donne pratiquement aucun répit pour une journée de 12 heures.

Les plus gros travaux sont réservés à l'O. A. Les patrons bien souvent emploient la technique suivante : sachant qu'ils vont avoir un

O.A. à la date X, ils ne font pratiquement plus aucun travail, réservant ces travaux dans l'attente de l'O. A., avec qui alors ils travaillent en permanence, ce qui fait que l'O. A., est obligé de suivre la cadence imposée par ses employeurs. Cette cadence est bien souvent poussée à l'extrême pour l'ouvrier, car durant toute l'année les fermiers adoptent cette tactique. Si l'O. A. n'arrive pas à suivre la cadence imposée, il subit diverses brimades et vexations et se trouve mal considéré par ses divers employeurs, qui lui font sentir de différentes manières, mais n'osent pas le licencier, car il y a pénurie de main-d'œuvre : les jeunes générations quittent actuellement la terre pour aller s'employer dans les grands centres industriels, souvent comme manœuvres du bâtiment.

Les ouvriers agricoles, dans la majeure partie, le sont de père en fils, ou issus de paysans pauvres, les enfants n'ayant pas de travail sur la terre familiale vont s'employer chez d'autres fermiers. Ils habitent généralement de très vieilles bâtisses qu'ils louent pour la somme annuelle de 25 000 F environ. Dans la région, il n'y a aucun syndicat ou organisation similaire. Ils sont pratiquement par leur travail, isolés les uns des autres et ne cherchent pas à poser des revendications, de quelque sorte qu'elles soient. Personnellement, j'ai quitté le travail de la terre voici 9 mois, car les conditions de travail dans lesquelles j'étais, étaient identiques à celles que je viens de décrire ci-dessus. Actuellement je travaille comme agent dans un établissement de l'Education Nationale et pour 24 jours de travail dans le mois, à 8 heures par jour, soit 192 heures dans le mois, je gagne 28 500 F et nourri. Comme O.A., en travaillant 24 jours par mois et en faisant 12 heures par jour, soit 288 heures dans le mois, je percevais 12 000 et la nourriture.

Je voudrais encore préciser qu'il commence à se faire sentir le manque de main-d'œuvre, étant donné que la plupart des jeunes quittent la terre. Pour pallier ce manque de bras, les fermiers modernisent leurs exploitations par l'achat de tracteurs et d'engins mécaniques divers et il y a déjà des fermes où le patron n'emploie plus d'ouvriers agricoles, les remplaçant par des machines.

A nos lecteurs

L'appel au soutien financier de nos lecteurs que nous avons lancé dans notre précédent numéro a rencontré un écho, et nous publierons dans notre prochain numéro une première liste de souscriptions. Mais notre situation financière reste toujours très difficile, et nous demandons à nos lecteurs de nous aider en envoyant de l'argent à notre souscription permanente (C. C. P. Paris 11 987-19).

Il y a en outre plusieurs moyens pour les lecteurs qui veulent aider l'effort de *Socialisme ou Barbarie :*

— *S'abonner* à la revue c'est l'aider financièrement, contribuer à lui donner une base stable dont elle a besoin, faciliter sa parution régulière et fréquente. De plus un abonné peut, s'il le désire, avoir des liens plus étroits avec *Socialisme ou Barbarie* qu'un lecteur occasionnel : il est convoqué à des réunions de travail, des cercles d'études ; il peut participer à la discussion de textes, d'articles.

— *Faire connaître la revue* en nous envoyant des adresses de personnes susceptibles de s'y abonner, auxquelles nous enverrons gratuitement des numéros spécimen, des adresses de librairies qui pourraient la mettre en vente (utiliser à cette fin les bulletins imprimés joints à la fin du numéro).

— *Nous écrire* pour nous faire part d'idées, de critiques, de faits significatifs de la vie et de la lutte ouvrières. Les lettres seront publiées dans la rubrique « Correspondance ».

— *Etablir des contacts* avec des abonnés ou des lecteurs de la même ville ou de la même région. Pour cela, écrire à la revue.

— CERCLES DE LECTEURS DE PROVINCE. Des abonnés de : Amiens, Besançon, Caen, Grenoble, Le Mans, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes désirent entrer en contact avec des lecteurs de ces régions pour organiser des cercles de lecteurs. Prière d'écrire à la revue qui transmettra.

— CORRESPONDANCE. Exceptionnellement pour ce numéro, le manque de place nous oblige à reporter la publication des lettres reçues à notre prochain numéro.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A "SOCIALISME OU BARBARIE"

M. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie* :

— ordinaire
— soutien

(*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 195.....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)

C.C.P. PARIS 11987-19

ou par chèque bancaire à l'ordre de Ph. Rousseau

Abonnement un an (4 numéros)	1 000 F
Abonnement de soutien	2 000 »
Abonnement étranger	1 500 »

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....

.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....

.....

.....

.....

.....

FAITES DES ABONNES

Je souscris un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie*
— ordinaire
— soutien
(*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 195.....

pour M. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

et verse la somme de .....

A ..... le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19
ou par chèque bancaire à l'ordre de Ph. Rousseau

Abonnement un an (4 numéros)	1 000 F
Abonnement de soutien	2 000 »
Abonnement étranger	1 500 »

COLLECTIONS DE VOLUMES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie* :

Volume I, nos 1-6, 608 pages	500 francs le volume
Volume II, nos 7-12, 464 pages	
Volume III, nos 13-18, 472 pages	
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages	1 000 francs le volume

et verse la somme de .....

A ..... le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

PRESENZA

Rivista trimestrale di cultura
diretta da Franco Floreanini

Anno II, n° 5. Aprile-giugno 1959

SOMMARIO

István MESZAROS : *Breve storia della letteratura ungherese* (Parte prima : Dalle origini al secolo XVII°).

Gianni SCALIA : *Un poeta maieutico : Franco Fortini.*

Gilberto FINZI : *Unità poetica e umana di Salvatore Quasimodo.*

Leon FELIPE : *L'insegna.*

Un disegno di Gianni Bertini.

Arrigo REPETTO : *I miei giorni.*

Mirko MAFFINI : *Mito e realtà di Soarza.*

Giacomo MANZONI : *Situazione del teatro lirico italiano.*

RUBRICHE : Appunti (Rranco Floreanini) ; Note di letteratura (Giuseppe Bartolucci) ; Narrativa (Marcello Venturi) ; Saggistica (Gianfranco Fiameni) ; Libri francesi (Danilo Montaldi) ; Libri inglesi e americani (Roberto Sanesi) ; Cronache d'arte (Sergio Graziosi).

Redazione : Viale di Porta Vercellina, 7 = MILANO.
Un numero : lire 300 ; estero : lire 600.
Abbonamento annuo estero : lire 1 800.

ARGUMENTS

SOMMAIRE DU N° 15

Nietzsche et la crise du monde moderne :

Le mot de Nietzsche « Dieu est mort » (Martin HEIDEGGER).
Justice et vérité (Henri LEFEBVRE).
Sens et valeurs (Gilles DELEUZE).

Le problème mondial :

Coexistence pacifique et économique planétaire (Bernard CAZES).
Inventer des sociétés neuves (Georges BALANDIER).
Partage du pain (Claude GRUSON).
Thèses sur la mondialisation (Pierre FOUGEYROLLAS).
Coexistence et subexistence (François BONDY).
Critique des Nations et des Etats (Georges BURDEAU).
Réflexions sur la « Libération des esclaves » (Pierre MOUSSA).
Conditions d'efficacité des pôles de développement (J. M. ALBERTINI).
En marge de la « Coexistence pacifique » (Manès SPERBER).
Questions à F. Perroux (Georges BORIS).
Commentaires (François PERROUX).

Rédaction-Administration : 7, rue Bernard Palissy, Paris (6°). Lit. 39-03. C. C. P. Arguments-Editions de Minuit, 180-43, Paris.

Abonnements (4 numéros) : 600 F ; étranger : 800 F ; soutien tien : 1 500 F.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

Nouvelle série bimestrielle, N° XXIII,

(Décembre 1958 - Janvier 1959)

Au sommaire :

J. MAQUET : *Le relativisme culturel* (suite).

A. OGUNSHEYE : *Société traditionnelle et démocratie.*

T. DIOP : *Forme traditionnelle de gouvernement.*

W. BASCOM : *Les premiers fondements historiques de l'urbanisme Yoruba.*

A. CESAIRE : *Mémorial de Louis Delgrès.*

Dr. W.-E. DU BOIS : *Problèmes de l'intégration des races aux U. S. A.*

L.-X. ANDRIAMARARHINJAKA : *La République malgache et l'indépendance.*

S. ASSANE : *Vérités sur Dakar.*

E.-W. DADZIE : *Les bibliothèques publiques au service des collectivités rurales.*

Chroniques - Notes

Conditions d'abonnement : un an (six numéros)

France et colonies : 2 000 F ; étranger : 2 300 F ; abonnement de soutien : 3 000 F.

Rédaction et Administration : 42, rue Descartes, Paris (5e). Ode. 57-69. C. C. P. Paris 5936.25.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE ROUENNAISE
(SEINE-MARITIME)
JUILLET 1959

TABLE DES MATIÈRES

Ph. GUILLAUME : Avec ou sans de Gaulle 1

Un Algérien raconte sa vie 10

Paul CARDAN : Prolétariat et organisation (suite et fin). 41

DOCUMENTS

Démissions de l'U.G.S. 73

NOTES

La laïcité de l'école publique - Comment Mallet juge Mothé 80

LES LIVRES

B. SAREL : La classe ouvrière d'Allemagne orientale (*Pierre Brune*) 86

Extraits de *Pouvoir Ouvrier* 93

A nos lecteurs 95

SOCIALISME OU BARBARIE

A paraître dans les prochains numéros :

Sur le contenu du socialisme (suite)

◆

Le travaillisme britannique

◆

La civilisation américaine

◆

G. Lukàcs : Histoire et conscience de classe

◆

Les syndicats et le capitalisme moderne

◆

Les ouvriers et la culture

◆

Idéologie révolutionnaire et culture capitaliste

◆

L'impérialisme et l'Islam

◆

Les Conseils ouvriers

◆

300 francs **Le Gérant : P. ROUSSEAU**

Juillet-Août 1967
Socialisme ou barbarie
28